

- > Lait
- > Produits aquatiques
- > Viandes

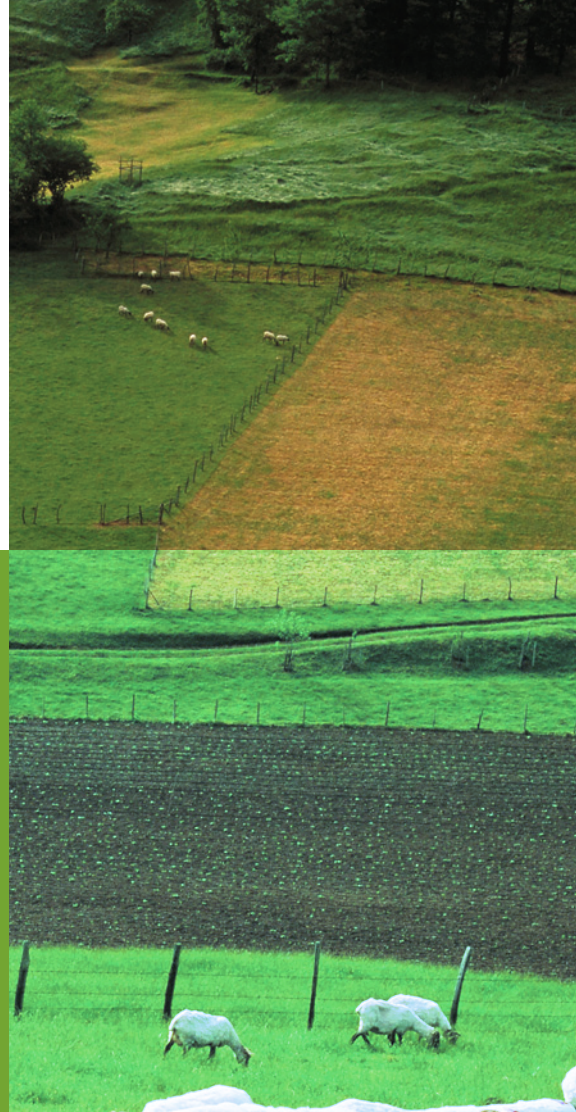
> février 2013

Données et bilans

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2012

Perspectives 2013





FranceAgriMer

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2012 / Perspectives 2013

Produits aquatiques	p. 7
Viandes rouges	
Gros bovins	p. 17
Veau	p. 41
Ovins	p. 47
Équins	p. 53
Viandes blanches	
Porcins	p. 61
Volailles de chair	p. 73
Lait	
Vache	p. 91
Brebis	p. 113
Chèvre	p. 121
Annexes	p. 131

produits aquatiques



Le marché des produits aquatiques

› Une situation internationale toujours tendue, impactant fortement les cours

En 2012, la demande hésitante à l'importation a impacté fortement les cours internationaux des produits aquatiques. Les espèces d'élevage ont été particulièrement touchées par des baisses de prix (majoritairement crevettes, saumon et bar). Dans le même temps, le prix moyen des captures n'a que légèrement reculé, la production ayant été limitée en réponse au déclin de la demande, et à la hausse du prix du carburant. En conséquence, le cours des espèces de pêche, comme les thons et les autres pélagiques, sont restés élevés.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production mondiale de produits aquatiques continue de progresser en 2012, même si sa croissance ralentit, et atteindrait 157 millions de tonnes, soit 1,3 % de plus que l'année précédente. Cet accroissement serait uniquement dû au développement de l'aquaculture, qui aurait produit 67 millions de tonnes cette année, soit + 5,8 % par rapport à 2011. La production de la pêche, quant à elle, reculé de 1,8 %, pour s'élever à 90 millions de tonnes.

Par ailleurs, la situation des stocks d'un certain nombre d'espèces s'est améliorée, grâce à une meilleure gestion des pêcheries, ce qui se traduit par une élévation de nombreux quotas de pêche pour 2013. Ainsi, les apports autorisés de cabillaud atteignent un niveau record de 1 million de tonnes en 2013, soit 30 % de plus qu'en 2012.

Toujours selon la FAO, les échanges de produits aquatiques en 2012 auraient augmenté de 2,5 %, pour représenter 60 millions de tonnes équivalent poids vif, les importateurs ayant profité de la baisse des cours pour accroître leurs achats. Cependant, la demande de l'Union européenne, premier marché importateur de produits aquatiques du monde, s'est affaiblie, en raison de la crise économique que traversent actuellement les pays du Sud de l'Europe.

La consommation de produits aquatiques pour l'alimentation humaine a poursuivi sa croissance en 2012, de 2,6 % et atteindrait 135 millions de tonnes, soit en moyenne 19,2 kg par habitant et par an. Là encore, la croissance serait imputable aux produits de l'aquaculture.

› La pêche française pâtit du contexte économique défavorable

L'année 2012 est marquée par un recul du chiffre d'affaires global des halles à marée. Ainsi, après deux années de progression, la valeur des ventes déclarées en halles à marée régresse de 3 % par rapport à 2011. Cette évolution s'explique majoritairement par la situation économique défavorable, qui impactant la demande intérieure, mais également celle des pays du Sud de l'Europe, importants débouchés des produits de la pêche fraîche française, s'est traduite par une baisse du prix moyen à la première vente, renforcée par ailleurs par une modification des captures. Les volumes débarqués ont, quant à eux, été plutôt stables, avec un taux de reports et retraits globalement en baisse (1,7 % des volumes débarqués). La situation est cependant contrastée selon les catégories d'espèces.

Les débarquements de poissons blancs ont progressé de 5 % par rapport à 2011. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées pour l'églefin (+ 42 %), le cabillaud (+ 27 %), le merlu (+ 17 %) et le lieu noir (+ 15 %). L'accroissement des apports a pu compenser la baisse du prix moyen (- 3 %), et la valeur des ventes de poissons blancs progresse de 2 % par rapport à 2011.

Les apports de poissons fins sont également en légère hausse en 2012 (+ 2 % par rapport à 2011), la croissance des débarquements ayant été particulièrement marquée lors du premier trimestre. Toutes les espèces, à l'exception du rouget barbet, qui a vu son volume chuter de 29 %, enregistrent une diminution de leur prix moyen, impactant au final le prix moyen pondéré de la première vente.

Les captures des petits pélagiques ont très légèrement diminué, mais la répartition des espèces a beaucoup évolué : si les volumes de sardine ont diminué (- 20 %), ceux de maquereau (+ 3 %), anchois (+ 38 %), et hareng (+ 15 %) ont augmenté. La forte hausse des volumes d'anchois, espèce la plus chère, a provoqué une élévation du prix moyen des petits pélagiques de 13 %, leur permettant ainsi d'enregistrer la plus importante progression de chiffre d'affaires (+ 14 %).

Les captures de céphalopodes, particulièrement élevées en automne, poursuivent leur croissance en 2012, même si la hausse est moins importante que ces 3 dernières années. Les volumes mis en vente de seiche et de calmar ont respectivement progressé de 10 % et 11 %. Le prix moyen, assez élevé en 2011, malgré des volumes importants, a diminué, signe que la demande faiblit, notamment en Italie et Espagne, les débouchés principaux.

Parmi les autres catégories d'espèces, un des faits marquants de l'année 2012 est le net repli des captures de langoustine (- 29 % par rapport à 2011), qui, malgré une hausse du prix moyen en halle à marée de 10 %, a entraîné une réduction du chiffre d'affaires de 21 %.

Le début de la campagne de la coquille Saint-Jacques se caractérise par des débarquements croissants, et des difficultés de commercialisation, se traduisant par une baisse du prix moyen et des volumes de retraits et reports en très forte hausse.

La baisse de la valeur des ventes est constatée sur toutes les façades, à l'exception de la façade Atlantique, pour laquelle le chiffre d'affaires est stable. La façade la plus touchée est la Méditerranée, où toutes les halles à marée (hormis celle du Grau du Roi) déclarent des débarquements en diminution. Enfin, le prix du carburant dans les ports a été très élevé, oscillant entre 65 et 75 centimes par litre.

› Des échanges croissants malgré la hausse des cours

En 2012, les importations françaises de produits aquatiques ont légèrement régressé en volume, mais sont restées stables en valeur. La demande en **saumon** est, cette année encore, en hausse, mais sa croissance ralentit. Les volumes de poisson frais entier et en filet ont progressé, comme les volumes de saumon fumé importés de Pologne. En revanche, les volumes de filets congelés régressent, particulièrement en provenance de Chine, alors que les volumes de saumon chilien repartent à la hausse. Les importations de **crevettes** sont restées stables, mais l'origine des approvisionnements a été modifiée : les volumes d'Équateur et du Venezuela ont nettement progressé, tandis que ceux de Thaïlande et du Bangladesh ont diminué. Concernant les importations de **thon**, les volumes ont diminué, en raison de la forte hausse du prix moyen à l'importation. La météo estivale défavorable a également eu un impact négatif sur la demande de thon en conserve, utilisé pour la composition de salades. La France a importé des volumes croissants en provenance des Seychelles et de Côte d'Ivoire, tandis que les ceux d'origines Espagne et Équateur ont décliné. Les importations de **Saint-Jacques** diminuent encore en 2012, mais cette fois beaucoup plus fortement qu'en 2011 : les volumes sont réduits de près de 30 %. Le prix moyen a nettement augmenté entraînant le déclin de la demande. Les importations de pectinidés sud-américains s'effritent. Les tonnages de noix de Saint-Jacques réfrigérés importés sont en revanche en légère croissance, avec une forte hausse des volumes en provenance du Royaume-Uni, l'apparition d'un flux venu des Îles Féroé et une réduction en provenance des États-Unis. Celles de noix congelées sont en recul sur toutes les origines. Les importations de filets de **lieu de l'Alaska** congelé ont régressé, la baisse étant particulièrement forte en provenance de Chine. Enfin, on note une hausse des importations de **dorade**, et une stabilité des importations de **bar**, avec une très nette élévation des volumes venant d'Espagne et une baisse de ceux venant de Grèce.

Les volumes exportés en 2012 sont en croissance par rapport à 2011. Globalement les ventes de produits aquatiques vers les marchés traditionnels (Espagne et Italie) sont en recul sur la majorité des espèces, à l'exception de la seiche. Les exportations de seiche progressent en effet, tout comme celles de saumon fumé, à la faveur d'un prix moyen en recul.

› Une reprise de la consommation française de poisson frais

Après une année 2011 plutôt morose, la consommation est repartie à la hausse en 2012, grâce à la baisse du prix moyen des produits aquatiques.

Alors que l'indice Insee global des prix à la consommation a progressé de 2,0 %, celui des poissons et crustacés frais n'est qu'en hausse de 0,8 %. Le panel Kantar Worldpanel a mesuré pour 2012, une baisse du prix moyen du poisson frais d'environ 1 à 2 %, qui a stimulé les achats des ménages, qui augmentent de plus de 3 %. Cette évolution s'explique majoritairement par le retour massif des achats de saumon, délaissé au premier semestre 2011, du fait de la flambée de son prix. En raison de la hausse de leur prix moyen, toutes les autres catégories de produits frais enregistrent une baisse des volumes achetés, y compris les produits traiteurs. Quelques produits se distinguent néanmoins, comme la moule, les crevettes, et les plats préparés, avec une progression des volumes.

Volumes mis en vente en halles à marée, par espèce

tonnes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Total	221 392	206 006	209 037	216 774	216 511	0%
coquille St-Jacques	18 230	15 058	14 753	16 923	17 052	1%
sardine	27 190	25 008	17 766	16 997	13 654	-20%
baudroie	12 877	11 749	11 604	12 405	13 631	10%
seiche	10 638	6 604	9 400	10 961	12 025	10%
églefin	4 249	4 904	5 782	7 582	10 771	42%
merlan	9 158	10 551	11 780	12 471	10 239	-18%
merlu	7 683	9 480	8 331	8 420	9 872	17%
maquereau commun	7 489	7 127	8 326	7 883	8 116	3%
anchois commun	4 219	3 260	7 279	5 426	7 546	39%
lieu noir	8 086	5 673	3 885	5 750	6 615	15%
calmar	4 231	4 939	5 319	5 366	6 083	13%
sole	6 286	5 938	5 672	6 401	6 073	-5%
cabillaud	3 339	3 676	2 966	4 459	5 677	27%
bar	5 107	4 483	4 406	4 195	4 327	3%
lingue franche	2 926	2 428	3 223	3 612	3 574	-1%
langoustine	4 503	4 513	4 127	3 869	2 748	-29%
lieu jaune	2 657	2 642	2 691	3 160	2 584	-18%
rouget barbet	3 354	2 361	2 690	2 652	1 893	-29%
St-Pierre	1 330	1 438	1 593	1 244	1 257	1%
turbot	431	420	494	577	605	5%

Source : Ric / FranceAgriMer

Valeur des ventes en halles à marée, par espèce

1 000 €	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Total	632 052	557 123	590 582	658 961	639 767	-3%
sole	72 422	64 838	68 090	76 256	71 026	-7%
baudroie	69 454	62 840	63 610	67 813	69 872	3%
bar	48 018	41 097	41 395	43 035	42 801	-1%
coquille St-Jacques	40 651	32 933	32 588	40 033	39 574	-1%
seiche	24 043	16 539	25 629	36 049	34 080	-5%
calmar	27 811	23 838	26 284	32 853	32 776	0%
langoustine	41 792	38 817	36 900	38 231	30 163	-21%
merlu	21 678	22 692	23 939	24 030	25 253	5%
cabillaud	12 225	11 147	10 625	15 448	17 895	16%
merlan	14 837	13 085	15 689	18 613	16 469	-12%
rouget barbet	20 709	16 603	17 260	17 177	14 227	-17%
St-Pierre	14 066	14 279	16 588	14 509	13 656	-6%
églefin	7 386	7 024	8 153	9 485	13 483	42%
anchois commun	8 758	5 772	10 953	7 877	13 118	67%
sardine	14 376	12 898	9 476	10 768	10 955	2%
lieu jaune	11 525	10 388	10 792	12 914	10 950	-15%
maquereau commun	6 906	6 481	8 561	10 873	10 134	-7%
lieu noir	9 073	7 123	6 226	9 278	9 920	7%
lingue franche	7 031	5 251	7 179	8 589	8 137	-5%
turbot	6 617	5 832	6 835	8 358	7 981	-5%

Source : Ric / FranceAgriMer

Volumes mis en vente en halles à marée, par nom de halle à marée

tonnes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Total	221 392	206 006	209 037	216 774	216 511	0%
Façade Nord-Pas de Calais						
Dunkerque	891	957	928	909	1 043	15%
Boulogne/mer	34 978	34 471	32 482	32 336	31 234	-3%
Façade Manche						
Dieppe	2 361	2 464	3 002	3 491	3 157	-10%
Fécamp	1 787	1 675	374	2 132	2 538	19%
Port en Bessin	6 734	6 306	6 891	7 566	8 266	9%
Grandcamp	1 477	1 690	1 862	1 605	1 825	14%
Cherbourg	8 504	6 393	5 648	5 195	5 974	15%
Granville	10 492	9 231	12 350	11 728	9 798	-16%
Cancale	144	150	238	268	432	61%
Saint Malo	1 935	1 354	1 456	1 543	1 519	-2%
Erquy	9 791	8 979	10 182	11 986	12 490	4%
Saint Quay Portrieux	9 335	8 983	10 789	11 259	10 939	-3%
Loguivy	1 570	1 371	1 309	1 405	502	-64%
Roscoff	5 514	5 856	6 421	7 089	7 648	8%
Façade Bretagne Sud						
Brest	1 535	1 429	1 589	1 827	1 717	-6%
Douarnenez	6 028	8 096	5 413	5 064	5 246	4%
Audierne	948	849	847	980	929	-5%
Saint Guérolé	12 850	13 903	14 912	13 953	11 481	-18%
Le Guilvinec	16 379	14 807	16 571	18 722	18 627	-1%
Loctudy	5 347	4 480	2 958	3 289	3 145	-4%
Concarneau	10 179	7 884	7 217	8 687	7 010	-19%
Lorient	16 819	16 695	18 204	19 482	20 291	4%
Quiberon	1 218	934	1 255	1 192	1 045	-12%
Façade Atlantique						
La Turballe	4 351	4 073	7 004	6 034	7 371	22%
Le Croisic	2 170	1 694	1 694	1 601	1 496	-7%
Noirmoutier	1 990	1 770	1 668	1 928	2 031	5%
Ile d'Yeu	1 340	1 261	1 202	1 029	950	-8%
Saint Gilles Croix de Vie	4 094	4 157	4 143	3 090	3 644	18%
Les Sables d'Olonne	5 487	4 921	4 948	6 587	7 276	10%
La Rochelle	3 119	2 411	2 051	2 090	2 410	15%
Oléron	5 207	5 252	5 307	5 148	5 463	6%
Royan	681	639	746	921	856	-7%
Arcachon	2 158	1 836	1 850	2 193	2 621	20%
Saint Jean de Luz	4 125	3 231	3 849	4 373	6 389	46%
Façade Méditerranée						
Port Vendres	1 005	1 063	447	801	620	-23%
Port la Nouvelle	3 133	2 517	1 890	1 373	1 115	-19%
Agde	1 430	1 490	1 424	1 571	1 320	-16%
Sète	6 833	6 372	4 466	3 551	2 870	-19%
Le Grau du Roi	3 913	2 801	2 144	2 151	2 703	26%
Port de Bouc	531	439	1 306	625	518	-17%

Source : Ric / FranceAgriMer

Valeur des ventes en halles à marée, par nom de halle à marée

1 000 €	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Total	632 052	557 123	590 582	658 961	639 767	-3%
Façade Nord-Pas de Calais						
Dunkerque	5 233	4 994	5 970	5 587	6 093	9%
Boulogne/mer	75 971	69 219	69 051	69 731	64 919	-7%
Façade Manche						
Dieppe	5 553	5 012	7 857	9 513	8 205	-14%
Fécamp	5 560	4 712	991	5 662	6 149	9%
Port en Bessin	15 827	12 965	15 774	18 973	19 103	1%
Grandcamp	4 888	4 547	4 832	4 909	4 673	-5%
Cherbourg	19 459	14 458	13 542	13 700	14 668	7%
Granville	16 578	15 092	18 612	19 419	18 437	-5%
Cancale	278	338	526	823	1 161	41%
Saint Malo	4 039	2 940	3 349	3 592	3 467	-3%
Erquy	26 038	24 300	26 699	31 493	32 102	2%
Saint Quay Portrieux	23 128	20 932	22 464	25 368	24 792	-2%
Loguivy	2 965	2 681	2 618	2 816	1 025	-64%
Roscoff	18 841	18 287	22 094	24 971	25 296	1%
Façade Bretagne Sud						
Brest	7 549	6 643	7 424	8 702	8 049	-8%
Douarnenez	1 984	4 277	2 715	3 330	4 849	46%
Audierne	6 310	5 038	5 175	5 962	5 918	-1%
Saint Guérolé	23 878	22 361	25 322	26 903	24 917	-7%
Le Guilvinec	63 485	53 254	57 961	67 036	64 113	-4%
Loctudy	20 920	15 946	11 556	11 805	10 244	-13%
Concarneau	27 388	22 439	22 629	26 703	23 878	-11%
Lorient	51 659	50 078	56 017	62 277	60 338	-3%
Quiberon	5 294	4 771	4 881	5 239	4 637	-11%
Façade Atlantique						
La Turballe	14 673	13 508	21 140	20 340	21 154	4%
Le Croisic	12 367	10 196	9 493	10 182	9 963	-2%
Noirmoutier	12 950	10 983	10 648	13 534	12 323	-9%
Ile d'Yeu	8 340	7 349	7 461	7 187	6 349	-12%
Saint Gilles Croix de Vie	8 399	7 365	7 591	7 395	8 247	12%
Les Sables d'Olonne	26 892	22 973	24 125	34 302	34 696	1%
La Rochelle	11 281	7 922	7 838	9 226	9 451	2%
Oléron	24 289	22 728	25 177	27 466	26 542	-3%
Royan	5 636	5 291	6 090	7 823	7 049	-10%
Arcachon	14 188	11 503	13 299	15 127	16 275	8%
Saint Jean de Luz	10 075	8 492	10 708	15 154	17 945	18%
Façade Méditerranée						
Port Vendres	1 882	1 985	794	1 061	1 061	0%
Port la Nouvelle	7 832	6 454	6 135	5 054	3 845	-24%
Agde	5 414	5 292	5 297	5 974	4 672	-22%
Sète	16 351	15 917	14 679	12 715	10 070	-21%
Le Grau du Roi	11 837	10 721	10 300	11 021	12 347	12%
Port de Bouc	2 201	1 721	1 746	883	742	-16%

Source : Ric / FranceAgriMer

Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur des produits aquatiques

millions d'euros	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
EXPORTATIONS	1 435,5	1 209,7	1 268,4	1 314,5	1 397,0	+6,3
Poissons marins	766,7	612,3	604,2	637,9	686,7	+7,6
Poissons amphibiotes et d'eau douce	196,1	183,5	181,2	189,8	209,5	+10,4
Coquillages et céphalopodes	200,4	174,3	212,7	224,0	220,0	-1,8
Crustacés	172,6	147,0	157,9	155,8	146,3	-6,1
Autres	99,7	92,5	112,4	107,1	133,1	+24,4
IMPORTATIONS	4 037,2	4 055,4	4 545,9	4 795,4	4 780,9	-0,3
Poissons marins	1 914,5	1 891,2	1 950,8	2 099,2	2 179,3	+3,8
Poissons amphibiotes et d'eau douce	732,1	814,2	977,4	977,2	934,3	-4,4
Coquillages et céphalopodes	431,1	440,4	539,8	609,0	540,2	-11,3
Crustacés	836,7	798,8	946,5	981,6	975,7	-0,6
Autres	122,8	110,8	131,5	128,5	147,6	+14,9
SOLDE	-2 601,7	-2 845,7	-3 277,5	-3 480,9	-3 383,9	

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

* Estimations

Échanges dans le secteur des produits aquatiques

1 000 tonnes éq. poids vif	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
EXPORTATIONS	682,2	622,3	576,5	516,3	574,9	11,4
Poissons marins	332,3	261,5	232,8	222,0	237,5	7,0
vivants, réfrigérés entiers	53,9	44,8	48,0	50,6	53,4	5,4
réfrigérés filets	13,4	13,7	12,7	12,3	12,8	3,6
congelés entiers	174,2	118,8	103,7	91,4	94,5	3,3
congelés filets	31,1	30,5	28,2	23,8	38,7	62,6
séchés, salés, fumés	2,5	2,5	4,1	3,9	3,2	-18,3
conserves	57,2	51,2	36,0	39,8	35,0	-12,3
Poiss. amphib., eau douce	50,9	49,3	38,4	40,6	48,9	20,4
vivants, réfrigérés entiers	11,7	12,2	10,2	10,3	11,2	8,6
réfrigérés filets	24,6	19,8	9,7	10,7	14,1	32,1
congelés entiers	1,8	2,2	2,2	1,8	1,6	-6,8
congelés filets	2,9	4,6	6,8	8,4	9,8	17,1
séchés, salés, fumés	8,4	8,7	8,0	8,0	10,0	25,5
conserves	1,5	1,9	1,4	1,6	2,2	39,2
Coquill. et céphalopodes	89,3	76,1	88,1	75,7	66,0	-12,8
vivants, réfrigérés	32,0	31,0	33,7	31,3	27,0	-13,7
congelés	33,0	21,6	27,6	19,0	19,4	2,5
séchés, salés	6,8	5,8	8,2	7,1	5,3	-25,3
conserves	17,5	17,7	18,6	18,3	14,2	-22,2
Crustacés	28,8	26,0	28,0	25,8	23,4	-9,3
réfrigérés	6,4	5,5	5,4	5,0	5,2	3,4
vivants	0,5	0,8	0,7	0,6	0,5	-23,4
congelés	16,3	13,9	14,6	13,8	11,9	-13,8
conserves	5,6	5,8	7,4	6,4	5,9	-8,1
Autres	180,9	209,2	189,2	152,2	199,7	31,2
IMPORTATIONS	2 214,5	2 188,9	2 221,5	2 256,0	2 112,0	-6,4
Poissons marins	1 135,6	1 100,7	1 151,2	1 206,0	1 138,5	-5,6
vivants, réfrigérés entiers	112,1	123,4	117,6	106,2	101,9	-4,0
réfrigérés filets	61,2	79,0	81,3	83,3	86,0	3,3
congelés entiers	61,0	58,7	61,5	65,9	63,2	-4,1
congelés filets	553,8	497,4	558,7	602,5	547,5	-9,1
séchés, salés, fumés	34,2	33,8	35,4	34,2	39,6	15,7
conserves	313,5	308,4	296,5	313,8	300,3	-4,3
Poiss. amphib., eau douce	251,0	265,8	257,9	257,7	275,4	6,9
vivants, réfrigérés entiers	102,3	118,1	120,5	118,1	130,9	10,9
réfrigérés filets	52,4	43,1	31,9	34,2	49,0	43,3
congelés entiers	17,5	16,1	18,2	18,5	12,6	-31,9
congelés filets	64,9	72,9	68,5	66,7	59,9	-10,3
séchés, salés, fumés	10,9	12,4	16,2	17,4	20,7	18,8
conserves	2,9	3,2	2,6	2,7	2,3	-17,1
Coquill. et céphalopodes	404,7	408,3	434,0	430,2	339,6	-21,0
vivants, réfrigérés	64,5	73,5	79,2	71,1	67,1	-5,6
congelés	189,3	198,2	210,3	210,6	164,3	-22,0
séchés, salés	7,5	9,2	8,7	8,5	5,0	-40,4
conserves	143,4	127,4	135,7	140,1	103,2	-26,3
Crustacés	180,8	186,6	196,5	186,6	182,6	-2,2
réfrigérés	19,4	22,2	23,0	19,1	19,5	2,3
vivants	4,3	4,9	4,7	4,9	4,8	-3,8
congelés	124,8	125,1	132,3	128,0	127,0	-0,8
conserves	32,3	34,5	36,5	34,6	31,3	-9,4
Autres	242,5	227,4	182,0	175,5	178,1	1,5
SOLDE	-1 532,3	-1 566,6	-1 645,0	-1 739,7	-1 537,1	

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

* Estimations

Relevé des prix de détail* des produits frais

€/kg	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
bar élevage entier France	12,48	12,37	12,13	12,43	13,59	9,3
bar élevage entier import	10,91	9,95	10,05	10,60	11,68	10,2
bar de chalut entier		14,80	15,75	16,43	16,48	0,3
bar de ligne entier	19,12		23,32	29,98	24,29	-19,0
cabillaud filet	15,78	13,95	14,31	14,62	14,55	-0,4
noix St-Jacques blanche	27,27	29,11	28,72	30,55	nd	-
noix St-Jacques corail	27,56	25,37	26,32	29,29	29,42	0,4
coquille St-Jacques entière	5,72	5,88	5,71	6,19	6,30	1,8
huître creuse fine de claire cal.3-4-5	6,16	6,10	6,67	8,11	9,05	11,7
langoustine crue	16,51	15,48	16,10	18,04	18,19	0,8
langoustine cuite	20,32	19,46	19,55	21,40	23,55	10,1
lieu noir filet	8,17	8,27	9,53	10,16	9,81	-3,4
lotte queue de 3 kg	19,85	19,68	20,45	20,65	20,30	-1,7
merlan filet	16,21	14,72	14,85	15,20	15,39	1,3
merlu darne	18,28	16,42	15,02	14,15	13,94	-1,5
merlu entier + de 1 kg	11,75	10,20	9,38	9,11	9,38	3,0
merlu entier - de 1 kg	8,84	7,89	8,22	9,11	10,21	12,0
moule France	3,54	3,56	3,61	3,70	3,81	2,9
moule import	3,33	3,30	3,25	3,39	3,51	3,4
raie aile pelée	13,25	12,58	13,34	14,10	13,92	-1,3
saumon élevage darne	12,45	12,43	14,30	14,55	13,29	-8,6
saumon élevage entier - 4 kg	7,29	7,23	8,43	8,69	7,66	-11,9
saumon élevage filet	12,15	12,21	13,86	13,93	12,75	-8,5
saumon élevage pavé	14,25	14,31	16,05	16,14	15,17	-6,0
sole taille 4-5-6	20,13	21,09	21,97	22,17	21,47	-3,1
truite élev. portion vid. (pièce)	1,54	1,55	1,69	1,87	1,90	1,9

* Échantillon de 130 à 150 hyper et supermarchés
Source : RNM / FranceAgriMer

viandes rouges



Le marché des gros bovins en France

› Femelles : un ralentissement de la décapitalisation qui entraîne une réduction des abattages

L'année 2012 a débuté avec un fort recul du nombre de femelles reproductrices, suite aux décapitalisations menées à la fois dans le cheptel laitier (tendance baissière structurelle) et dans le cheptel allaitant (chute significative des effectifs à partir de juillet 2010). Ainsi, comparativement à début 2011, il manquait, au 1^{er} janvier 2012, 102 300 femelles laitières de plus de 24 mois (- 2,2 %) et 185 800 femelles allaitantes et croisées de plus de 24 mois (- 3,3 %).

Cette moindre disponibilité en femelles dans le troupeau français au début de l'année est probablement une des raisons à la fois de la réduction des exportations de femelles finies et du repli des abattages de vaches et de génisses constaté en 2012. Les ventes de vaches et de génisses destinées à la boucherie ont diminué de plus de moitié, d'abord vers les pays de l'Union européenne, puis vers les pays tiers, même si cela s'est fait dans une moindre proportion.

C'est à partir du mois de mai que la réduction du nombre de vaches abattues a commencé à être effective, voire en avril avec la nouvelle campagne laitière pour les femelles laitières. Sur l'année, 106 500 vaches de moins qu'en 2011 (- 5,5 %) et environ 16 800 génisses de moins (- 3,4 %) ont été abattues dans les outils français. Ce recul des abattages, aussi bien de vaches que de génisses peut également être interprété comme le signe d'un ralentissement de la décapitalisation. Des éléments positifs ont en effet pu inciter les éleveurs à maintenir une certaine capacité de production. Le prix du lait, plutôt bon en début d'année, a été un encouragement à la production laitière et donc à conserver au maximum les vaches. La perspective de la fin des quotas après la campagne 2014/2015 est également l'opportunité pour certains élevages d'accroître leur cheptel. Dans l'élevage allaitant, les cours favorables et la demande dynamique, en particulier à l'exportation, ont également été des facteurs positifs pour stimuler la relance de la production de viande. Or, l'accroissement de la production passe par le développement du cheptel de femelles reproductrices.

En races allaitantes, la baisse du nombre de vaches abattues a été partiellement compensée par un alourdissement des poids des carcasses. Les données de Normabev indiquent en effet un gain annuel moyen de 4,0 kg par rapport à 2011, et même de 4,5 kg par rapport à 2010. Contrairement aux années précédentes, les précipitations ont été plus abondantes cette année, notamment au printemps / été, ce qui a permis une meilleure pousse de l'herbe dans les prairies. Cela a profité aux vaches qui ont été mieux finies lors de l'engraissement. En races laitières en revanche, les femelles sont arrivées plus légères de 3,6 kg dans les abattoirs (de 7,0 kg par rapport à 2010). La hausse des coûts des matières premières pour l'alimentation, qui ont atteint un nouveau pic en 2012, a probablement été un frein à l'engraissement des femelles réformées, d'où une moins bonne finition des animaux.

› Broutards : de moindres disponibilités en particulier en début d'année

Le haut niveau d'exportations de bovins maigres en 2011 et en particulier sur la fin de l'année ont réduit le nombre d'animaux disponibles pour les engraisseurs français. A cela s'ajoute la réduction des naissances, liée à la décapitalisation du cheptel bovin (aussi bien laitier qu'allaitant). Ainsi, l'année 2012 a débuté avec un net recul des disponibilités en bovins de moins de 12 mois.

Pour autant, les exportations de broutards sont restées relativement dynamiques sur les cinq premiers mois de l'année. Elles se sont toutefois concentrées sur l'Italie, les ventes vers l'Espagne ou les pays tiers s'inscrivant sur des niveaux inférieurs à ceux de l'année précédente dès le mois de janvier. La tendance s'est toutefois rapidement inversée, en raison du manque de disponibilités et de la demande française pour ces broutards. Ainsi, le cheptel de broutards allaitants s'est progressivement reconstitué en France : à partir du mois de juillet, il comptait 2,5 % d'animaux en plus, proportion qui n'a fait que s'accroître au fil des mois pour atteindre + 7,0 % en décembre (soit 40 000 bovins supplémentaires). Ce développement des disponibilités a permis de relancer les ventes, en particulier de bovins maigres de plus de 300 kg vers l'Italie au cours du dernier trimestre.

Sur l'année, les exportations de broutards, toutes catégories de poids confondues, ont diminué d'environ 13 %, ce qui a représenté une perte de vente de 149 000 animaux. Ce sont exclusivement les expéditions de broutards légers (moins de 300 kg) qui ont diminué, et vers toutes les destinations, Union européenne et pays tiers. La France a recentré son offre sur les broutards plus lourds (plus de 300 kg) et sur son principal client, l'Italie : ces ventes ont mieux résisté que la moyenne, avec une hausse d'un peu plus de 3 % (soit + 22 000 têtes). Les exportations vers le marché nord-africain, qui s'étaient renforcées en 2011, ont pâti du manque d'offre de la France et de la concurrence italienne. Elles se sont repliées d'un tiers par rapport à 2011.

La diminution de l'offre en broutards sur le marché français a créé une situation de déséquilibre entre l'offre et la demande, ce qui a tiré les prix de ces bovins à la hausse sur le premier trimestre. Les cours se

sont ensuite stabilisés quelques semaines avant de chuter. Ce repli des prix est concomitant avec l'augmentation des disponibilités sur le marché. Les cours des mâles limousins ont résisté jusque mi-octobre alors que la diminution a été constatée dès début septembre pour les mâles charolais. En moyenne sur l'année, les prix des broutards mâles ont tout de même progressé de 10 à 13 % selon les races.

› **Mâles : une baisse de la production de jeunes bovins et plus encore de bœufs**

Après une année 2011 exceptionnelle concernant les exportations de gros bovins finis (+ 300 kg), les ventes ont retrouvé des niveaux plus bas et plus proches de 2010. La situation au début de l'année 2012 était bien différente de celle observée un an plus tôt, et il était difficile d'envisager que la France puisse répondre à une demande équivalente à l'exportation. En effet, les disponibilités en mâles de plus de 12 mois étaient bien inférieures, que ce soit en races allaitantes (- 24 150 animaux de 12 à 20 mois, soit - 5,6 %) ou en races laitières (- 28 090 animaux, ce qui équivaut à une baisse de 8,8 %). Les disponibilités en mâles plus âgés étaient également moindres que celles de 2011.

Toutefois, sur le premier semestre, les exportations sont restées dynamiques : la France est parvenue à répondre à la demande étrangère, et plus particulièrement à celle de la Turquie. En effet, n'étant pas en mesure d'alimenter à la fois ses clients historiques européens et les nouveaux marchés récemment ouverts aux importations de produits français, elle a saisi l'opportunité de la Turquie. Sur les six premiers mois, les exportations vers l'Union européenne ont ainsi diminué de 56 % tandis que celles vers les pays tiers ont progressé de 70 %, près de 90 % de ces volumes étant destinés à la Turquie. En juillet, les autorités turques ont institué un doublement de la taxe d'importation sur les animaux finis (qui est passée de 15 à 30 %), ce qui a eu pour conséquence immédiate de réduire les volumes de gros bovins finis exportés vers cette destination. Une partie de ces volumes a été reportée vers l'Algérie, dont les approvisionnements en gros bovins avaient beaucoup fléchi sur le premier semestre, et vers l'Italie, là aussi sans pouvoir compenser la baisse enregistrée sur les six premiers mois.

Conséquence des exportations dynamiques de broutards en 2011 et de celles de bovins finis (jeunes bovins notamment) au cours du 1^{er} semestre 2012, les approvisionnements des abattoirs français ont diminué sur la même période, dans la continuité de 2011. La France a ainsi affiché un repli de 11 % des abattages de jeunes bovins sur les six premiers mois. La réduction des exportations vers la Turquie au second semestre n'a pas permis de relancer significativement les abattages de jeunes bovins en France puisque que les disponibilités étaient encore modérées. Les volumes se sont toutefois rapprochés de ceux de 2011, la principale raison étant que la baisse des abattages de jeunes bovins avait commencé l'an passé à peu près à cette période-là (juillet). Ainsi, même si le recul par rapport à 2011 est moins significatif qu'il ne l'était au cours des premiers mois, le niveau reste nettement inférieur à celui de 2010, en particulier sur la seconde partie de l'année. Cette réduction des abattages (- 5,5 % sur l'année, soit - 56 400 têtes) a pu être observée aussi bien sur les races laitières que sur les races allaitantes.

Malgré la hausse des coûts des matières premières alimentaires et la tension sur le marché du jeune bovin liée à la forte demande, les animaux ont été mieux engraisés qu'en 2011. Les carcasses se sont alourdies de 4,4 kg en moyenne pour les jeunes bovins laitiers, et de 5,8 kg pour les jeunes bovins allaitants. Même s'il reste significatif, le recul des abattages en poids a été moins important (- 4,4 % en moyenne sur l'année).

La réduction du nombre de bœufs avait débuté dans le courant de l'année 2011 et s'est prolongée tout au long de cette année 2012. Elle s'explique en partie par un moindre approvisionnement de cette filière en veaux laitiers par rapport aux années précédentes : en effet, entre 2007 et 2009, les veaux qui n'avaient pas pu rejoindre des ateliers d'engraissement de l'ouest de la France en raison des restrictions de déplacement liées à la FCO avaient alors alimenté la filière bœuf. Les disponibilités ont donc été en baisse pour la production de bœufs : au 1^{er} janvier 2012, le cheptel de mâles de 24 à 36 mois comptait 39 300 têtes de moins qu'un an auparavant, ce qui représente une réduction de 15,2 %. Cela correspond à peu près au repli constaté sur les abattages de bœufs en 2012 (- 37 000 têtes). Avec une diminution de 15,5 %, les abattages de bœufs (en têtes) ont atteint leur plus bas niveau depuis le début des années 2000. Les animaux ont été toutefois mieux finis qu'en 2011 ce qui a conduit à une légère hausse des poids des carcasses (+ 3,4 kg).

› **Une bonne tenue des prix des gros bovins finis**

Les prix des gros bovins finis, quelles que soient les catégories, se sont inscrits sur des niveaux supérieurs à ceux de 2011, de la première à la dernière semaine. Il y a eu, tout au long de l'année, un déséquilibre entre l'offre et la demande : l'offre est restée limitée, que ce soit en gros bovins finis destinés

aux abattoirs français ou à l'exportation, ou que ce soit en viande (compte tenu de la baisse de la production française), tandis que la demande, et notamment celle provenant des pays tiers, a été dynamique. Les exportations de viande bovine ont enregistré une diminution en 2012, retrouvant des niveaux plus proches de 2010 après le développement des ventes en 2011. Mais ce ralentissement des expéditions est plus dû au manque d'offre de la France qu'à une moindre demande des principaux importateurs. Les opérateurs français ont recentré leurs ventes vers les pays de l'Union européenne (difficultés à exporter vers la Turquie), sans pour autant pouvoir les satisfaire à même hauteur que l'année précédente (- 14,7 %). Dans le même temps, les importations de viande ont progressé de 1,2 %, ce qui fait que le solde du commerce de viande s'est dégradé de 50 800 tonnes. Pour les seules viandes fraîches et réfrigérées, le solde, exceptionnellement positif en 2011, est redevenu déficitaire.

Dans cette situation de baisse des disponibilités en viande, les prix se sont inscrits sur une tendance globalement croissante tout au long de l'année. C'est nettement le cas pour les génisses et pour les bœufs, dont les prix ont progressé respectivement de 15,4 % et 14,9 % (pour les conformations R3). Les prix des jeunes bovins ont été un peu plus fluctuants, car ils sont directement dépendants du niveau des exportations. Le premier marché pour les jeunes bovins finis français en 2012 a été la Turquie et le doublement de leur taxe d'importation au mois de juillet a eu pour effet de réduire les ventes (de 18 400 têtes exportées en juin à 10 200 têtes en juillet, puis 6 700 en août). Cette baisse de la demande a été très rapidement répercutée sur les prix, puisque dès la fin du mois d'août, les prix des jeunes bovins ont commencé à décroître. La demande des abattoirs français a cependant permis de limiter cette baisse et les prix sont restés à peu près stables, à des niveaux élevés, sur les dernières semaines de l'année. En moyenne, les jeunes bovins R3 ont gagné 11 % en valeur par rapport à 2011, soit 38 centimes de plus.

La croissance des prix des vaches a été encore plus significative : le prix moyen annuel de la vache R3 s'est établi 55 centimes au dessus de la moyenne de 2011 (+ 16,2 %). Comme en 2011, les cours des vaches ont été corrélés à ceux des jeunes bovins. En effet, il s'agit de viandes qu'il est possible de substituer assez facilement. Or, à partir de début avril, les cours des vaches R3 ont été supérieurs à ceux des jeunes bovins R3. Les seconds ont donc exercé une pression sur les premiers, limitant leur hausse. Et surtout, lorsque les prix des jeunes bovins ont commencé à diminuer, les prix des vaches ont été contraints d'évoluer de la même façon, alors même que les abattages de vaches étaient dans une phase de repli. Un écart trop important entre les prix de la vache et celui du jeune bovin (au profit de la vache) aurait pu conduire à un délaissement de la viande de vache au profit de celle de jeune bovin, même pour la consommation interne, et même pour produire de la viande hachée. La même inversion de tendance que celle observée pour les prix des jeunes bovins a eu lieu en semaine 35 (fin août) pour les prix des vaches, des prix qui se sont redressés sur les dernières semaines de l'année.

› Érosion de la consommation dans un contexte de hausse des prix

La hausse des prix des gros bovins entrée abattoir, parce qu'elle a été particulièrement importante, a été répercutée, au moins en partie, à tous les stades de la filière et notamment au stade du détail. Les prix moyens de la viande bovine (hors viande hachée) ont ainsi progressé de 5,0 % en moyenne sur l'année. Il s'agit d'une hausse plus marquée que celle constatée sur l'ensemble des viandes de boucherie fraîches, qui a été de 4,1 %. Seule la viande de porc (hors charcuterie) a enregistré des hausses de prix plus élevées que celles de la viande de bœuf. La viande de bœuf hachée fraîche a également été touchée par l'augmentation des prix (+ 3,9 % en moyenne).

Dans ce contexte, les volumes de viande bovine achetés par les ménages français ont une nouvelle fois diminué : - 2,1 % en moyenne pour la viande bovine hors haché, - 0,6 % pour la viande hachée fraîche. Seuls les achats de viande bovine à bouillir ou à braiser ont progressé en 2012 (+ 1,5 %), la raison étant probablement qu'il s'agit des morceaux les moins onéreux. Or, le facteur prix est depuis quelques années déterminant dans le choix des consommateurs. Et effectivement, les morceaux dont les ventes ont progressé sont les moins chers (viande bovine à bouillir, poulet, charcuterie, porc frais autre que longues) alors que les pièces les plus coûteuses (viande bovine à griller, viande de veau, viande de cheval) ont été un peu plus délaissées.

La diminution de la consommation globale française, calculée par bilan à partir des abattages et du commerce de viande, est du même ordre de grandeur que le repli des achats des ménages (- 1,9 % environ). La consommation de viande bovine n'a donc a priori pas été meilleure en restauration hors foyer, même si la fréquentation des chaînes de restauration rapide, qui utilisent d'importants volumes de steaks hachés, est restée dynamique en 2012. Il est toutefois important de noter que le niveau de consommation est le plus bas constaté depuis 2007, avec en particulier une consommation individuelle s'élevant à moins de 21 kg / an / habitant.

› Prévisions 2013

L'année 2012 s'est terminée sur un repli moyen de 1,6 % des effectifs de femelles reproductrices laitières comme allaitantes. Il a pu être observé au cours de l'année un ralentissement de la décapitalisation, qui devrait se poursuivre en 2013. En effet, en lait comme en viande, les signaux pour les agriculteurs sont plutôt positifs. En races laitières, les possibilités de croissance de production sont importantes, d'autant plus que le quota ne devrait pas être atteint sur la campagne 2012/2013. Même si certains petits exploitants pourraient arrêter leur activité laitière, la perspective de fin des quotas pourrait au contraire en inciter d'autres à développer leur cheptel, aux dépens d'autres productions (comme l'atelier bœufs par exemple). Il pourrait donc y avoir une augmentation de la taille des exploitations, en particulier dans les zones du croissant laitier. En races allaitantes, les prix de la viande sont plus rémunérateurs depuis presque deux ans (même si les charges ont dans le même temps progressé) et la demande tire toujours le marché. Dans ces conditions, un ralentissement de la décapitalisation est tout à fait possible et pourrait conduire à un taux de réforme des vaches plus faible en 2013. La production de femelles pourrait ainsi être en repli de 3 % environ sur l'année, ce qui représenterait une baisse de près de 24 000 tec.

Le commerce de broutards devrait être pénalisé par le manque d'offre française. En effet, à la fin de l'année 2012, les disponibilités en mâles allaitants et croisés de moins de 10 mois, potentiellement destinés à la production de broutards pour l'exportation ou l'engraissement en France dans le courant de l'année 2013, sont en repli d'un peu plus de 16 000 têtes. Le nombre de femelles allaitantes et croisées du même âge est inférieur d'environ 17 000 têtes à la fin de l'année 2012, et une plus grande proportion de ces femelles devrait être conservée dans les élevages dans l'optique de la recapitalisation.

La demande en broutards pourrait également fléchir en 2013. Face à une situation économique difficile et des difficultés de paiement, les engraisseurs italiens pourraient ralentir quelque peu leurs approvisionnements en bovins maigres. Ils pourraient également chercher les animaux les moins chers sur le marché et importer de ce fait des pays d'Europe de l'Est. Ces derniers ne pourront plus, comme la France, expédier leurs animaux maigres vers la Turquie qui n'est plus encline à importer des bovins vivants. Ils devront donc se tourner vers d'autres destinations et pourraient donc faire concurrence à la France sur le marché italien. L'Irlande pourrait également investir certains marchés avec ses broutards, notamment l'Espagne. La France restera bien entendu le premier producteur et le premier fournisseur de broutards de l'Union européenne, mais ses exportations pourraient diminuer à nouveau, mais de façon plus modérée qu'en 2012 (- 2 %, soit - 20 000 têtes).

Sur le premier semestre, la production de jeunes bovins devrait être en hausse par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, il y avait à la fin de l'année 2012 près de 48 000 mâles allaitants et croisés de 10 à 18 mois de plus (environ + 10 %). En revanche, un repli peut être constaté sur les mâles laitiers du même âge (- 8 300 têtes). Il devrait donc globalement y avoir une hausse de production sur la première moitié de l'année, avec une plus forte proportion de jeunes bovins allaitants et donc des poids à l'abattage plus élevés. Les sorties pourraient ralentir au second semestre, en raison d'un léger manque de disponibilités, à nuancer cependant en fonction des niveaux d'exportation de broutards sur les premiers mois. La proportion de jeunes bovins laitiers pourrait progresser ce qui influencerait les poids des carcasses à la baisse. En moyenne sur l'année, la production de jeunes bovins pourrait donc repartir à la hausse en 2013, mais une hausse modérée (+ 1 %).

Les exportations de gros bovins finis, en particulier de jeunes bovins, ne pourront probablement pas se maintenir au même niveau que l'année précédente. Les autorités turques ont rendu inaccessible leur marché pour les bovins vivants en provenance de toutes les destinations, afin de protéger leur propre production et leurs agriculteurs, qui ne parvenaient plus à faire face aux produits étrangers, moins chers. La concurrence devrait donc se renforcer entre les principaux exportateurs européens de bovins. En outre, le Brésil devrait faire son retour sur le marché libanais. Dans ces conditions, les exportations françaises de gros bovins finis devraient diminuer et se rapprocher du niveau de 2010.

La baisse de production de bœufs devrait se poursuivre en 2013, avec notamment l'arrêt d'ateliers de bœufs dans certaines régions, ou leur conversion pour des extensions d'ateliers laitiers. Le repli pourrait être de l'ordre de 5 %, et devrait donc se tasser après la forte baisse observée en 2012. Les animaux pourraient être mieux finis et les poids des carcasses pourraient progresser.

La hausse de la production de jeunes bovins, animaux qui ne pourront pas nécessairement être écoulés en vif à l'exportation, pourrait permettre un développement des exportations de viande (+ 2 %). Les moindres disponibilités en viande de femelles pourraient être compensées par des importations de viande (+ 3 %), d'autant plus que l'offre devrait être plus abondante : l'Irlande devrait avoir plus de disponibilités grâce à la hausse de sa production, et le Brésil devrait également pouvoir proposer de la viande sur le marché communautaire.

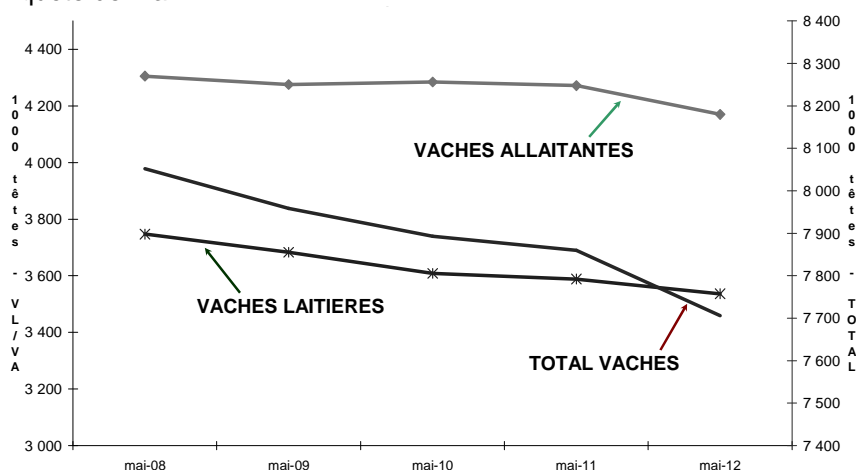
Dans ces conditions, la consommation devrait connaître une nouvelle baisse, d'environ 1 %.

Cheptel bovin
- enquêtes de mai -

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Vaches laitières	3 747	3 683	3 608	3 589	3 536	-1,5
Vaches allaitantes	4 305	4 275	4 284	4 272	4 170	-2,4
Total vaches	8 052	7 958	7 893	7 860	7 706	-2,0
Génisses laitières de 1 à 2 ans	1 034	1 054	1 115	1 084	1 078	-0,6
Génisses laitières de plus de 2 ans	729	709	736	750	711	-5,3
Génisses allaitantes de 1 à 2 ans	968	989	925	897	950	5,9
Génisses allaitantes de plus de 2 ans	947	1 016	1 037	907	885	-2,3
Total bovins souche	11 730	11 727	11 705	11 498	11 330	-1,5
Autres femelles	1 070	1 120	1 023	1 080	964	-10,7
de 1 à 2 ans	558	560	463	543	460	-15,2
de plus de 2 ans	512	560	560	538	504	-6,3
Mâles de 1 à 2 ans	1 115	1 084	1 024	978	964	-1,4
de type "laitier"	360	359	382	330	309	-6,4
de type "viande"	755	725	642	647	655	1,1
Autres mâles (plus de 2 ans)	471	498	502	458	422	-7,8
Autres bovins (moins de 1 an)	5 912	5 600	5 747	5 701	5 602	-1,7
TOTAL BOVINS	20 298	20 029	20 001	19 714	19 282	-2,2

Source : SSP, d'après BDNI

Cheptel de vaches en France
Enquête de mai



Source : FranceAgriMer d'après SSP

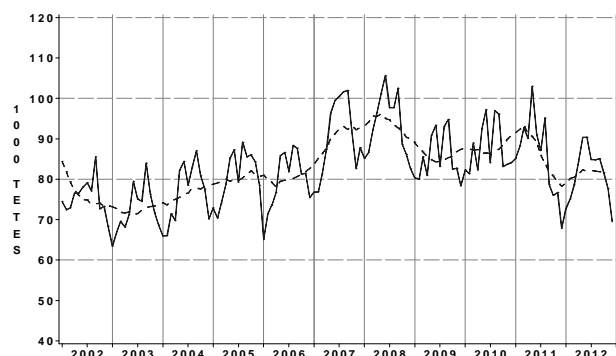
Abattages contrôlés de gros bovins

	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 706,0	1 779,9	1 811,7	1 951,6	1 845,0	-5,5
Génisses	446,3	461,2	477,3	489,5	472,6	-3,4
Jeunes Bovins	1 122,3	1 025,6	1 052,8	1 031,8	975,4	-5,5
Bœufs	230,8	219,7	248,4	239,4	202,3	-15,5
TOTAL	3 505,4	3 486,4	3 590,2	3 712,2	3 495,4	-5,8
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	597,8	627,3	641,9	690,3	650,4	-5,8
Génisses	156,0	162,0	168,9	174,2	167,8	-3,7
Jeunes Bovins	435,9	397,5	415,5	407,1	389,4	-4,4
Bœufs	90,4	86,1	96,2	92,8	79,1	-14,7
TOTAL	1 280,2	1 272,9	1 322,4	1 364,4	1 286,7	-5,7
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	350,4	352,4	354,3	353,7	352,5	-0,3
Génisses	349,4	351,3	353,8	355,9	355,1	-0,2
Jeunes Bovins	388,4	387,6	394,6	394,6	399,2	1,2
Bœufs	391,9	392,0	387,2	387,5	390,9	0,9
Ensemble gros bovins	365,2	365,1	368,3	367,5	368,1	0,2

Source : FranceAgriMer d'après SSP

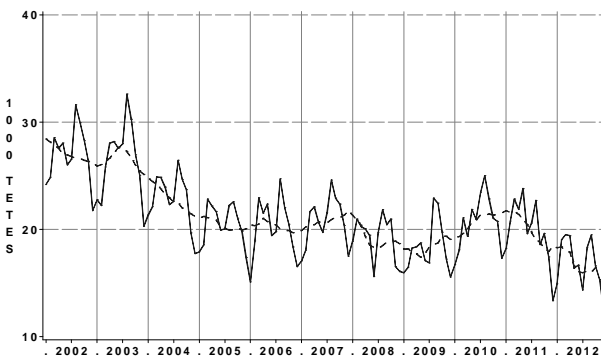
* Estimations

Abattages de jeunes bovins



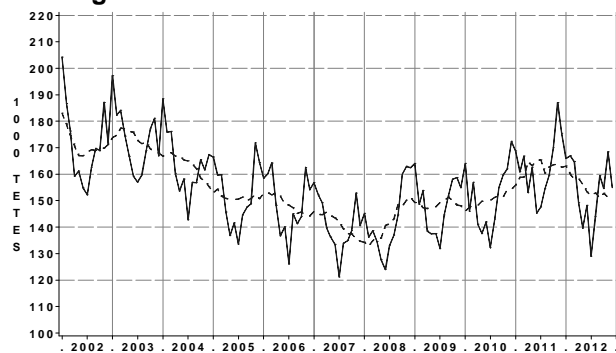
Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Abattages de bœufs



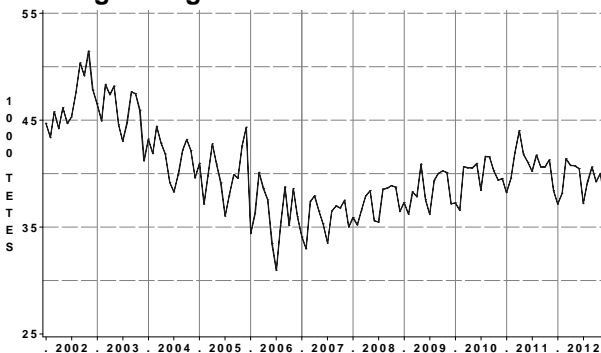
Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur bovin

millions d'euros	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
EXPORTATIONS	2 084,7	2 137,2	2 208,8	2 534,7	2 423,8	-4,4
Animaux vivants	1 053,2	1 126,0	1 169,8	1 332,1	1 294,5	-2,8
<i>Gros bovins</i>	772,2	824,7	855,8	961,5	1 046,4	8,8
<i>Veaux</i>	281,0	301,4	314,0	370,6	248,1	-33,1
Viandes fraîches	919,5	921,4	942,1	1 090,7	1 017,6	-6,7
Viandes congelées	76,5	57,3	60,9	59,4	50,3	-15,2
Viandes transformées	35,5	32,4	36,0	52,6	61,3	16,6
IMPORTATIONS	1 403,6	1 370,5	1 395,7	1 455,8	1 560,4	7,2
Animaux vivants	51,4	51,8	53,0	55,5	50,9	-8,3
<i>Gros bovins</i>	19,8	14,7	18,4	17,9	15,9	-11,2
<i>Veaux</i>	31,7	37,1	34,6	37,6	35,0	-7,0
Viandes fraîches	1 091,8	1 021,1	1 048,6	1 074,6	1 131,5	5,3
Viandes congelées	181,9	207,7	201,8	223,2	269,2	20,6
Viandes transformées	78,5	89,9	92,2	102,5	108,8	6,2
SOLDE	681,1	766,7	813,0	1 079,0	863,4	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 80 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations totales	970,4	1 030,4	1 057,6	1 145,8	996,1	-13,1
Union européenne 27	969,4	1 028,0	1 046,9	1 110,5	973,5	-12,3
<i>Italie</i>	825,1	847,6	852,6	878,0	826,1	-5,9
<i>Espagne</i>	106,4	150,0	159,2	202,0	123,7	-38,8
<i>Grèce</i>	20,2	16,0	14,9	12,2	6,0	-51,1
<i>Allemagne</i>	7,8	5,1	5,4	7,4	8,1	10,2
Pays Tiers	1,1	2,4	10,8	35,3	22,6	-35,9
<i>Algérie</i>	1,0	1,4	4,4	12,7	7,4	-41,7
Importations totales	6,2	3,0	5,4	1,8	0,9	-46,7
Union européenne 27	6,2	3,0	5,4	1,8	0,9	-46,8
<i>Pays-Bas</i>	0,4	0,5	0,6	0,5	0,0	-100,0
<i>Belgique</i>	1,6	1,3	1,4	0,7	0,3	-51,7
<i>Espagne</i>	0,5	0,2	1,0	0,3	0,1	-70,7
<i>Allemagne</i>	1,2	0,2	0,0	0,1	0,0	-100,0
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,2
SOLDE	964,2	1 027,4	1 052,2	1 144,0	995,2	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations totales	682,2	712,5	723,6	744,6	746,2	0,2
Union européenne 27	681,2	710,9	718,2	722,1	730,8	1,2
<i>Italie</i>	628,6	654,7	661,6	668,7	691,0	3,3
<i>Espagne</i>	21,5	30,0	25,3	27,2	19,8	-27,2
<i>Grèce</i>	17,0	13,8	13,1	10,9	5,4	-50,1
<i>Allemagne</i>	6,2	4,6	5,1	6,7	6,6	-1,9
Pays Tiers	1,0	1,6	5,4	22,6	15,3	-32,0
<i>Algérie</i>	0,9	1,1	2,9	11,1	5,1	-54,3
<i>Maroc</i>	0,0	0,0	0,0	1,5	0,9	-43,5
Importations totales	3,8	2,3	4,1	0,8	0,4	-55,6
Union européenne 27	3,8	2,3	4,1	0,8	0,4	-55,9
<i>Belgique</i>	1,4	1,2	1,1	0,5	0,3	-29,7
<i>Espagne</i>	0,2	0,2	1,0	0,3	0,0	-92,8
<i>Allemagne</i>	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	-
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,2
SOLDE	678,5	710,3	719,6	743,8	745,8	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations totales	82,7	109,6	134,4	183,6	133,0	-27,5
Union européenne 27	78,6	85,6	74,9	78,1	34,2	-56,2
<i>Italie</i>	67,4	58,7	58,5	55,7	26,6	-52,2
<i>Allemagne</i>	3,4	7,7	3,6	11,8	2,3	-80,8
<i>Belgique</i>	2,5	13,1	8,7	2,1	1,5	-25,6
<i>Grèce</i>	4,2	2,6	1,6	1,4	0,5	-67,4
Pays Tiers	4,2	23,9	59,5	105,5	98,8	-6,3
<i>Liban</i>	0,4	9,0	44,2	37,1	6,7	-81,9
<i>Algérie</i>	2,1	6,1	7,1	13,9	7,0	-49,6
<i>Turquie</i>	0,0	0,0	0,0	50,9	85,0	67,1
Importations totales	16,4	9,4	10,2	14,2	15,2	6,8
Union européenne 27	16,3	9,4	10,2	14,2	15,2	6,8
<i>Belgique</i>	5,9	4,2	3,9	3,2	4,5	39,6
<i>Espagne</i>	9,5	4,9	5,7	6,1	4,5	-25,8
Pays Tiers	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	66,3	100,2	124,2	169,4	117,8	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	231,0	235,4	247,7	275,5	234,2	-15,0
Union européenne 27	229,6	233,4	242,1	251,0	229,2	-8,7
<i>Italie</i>	89,5	91,0	92,2	93,7	93,6	-0,1
<i>Allemagne</i>	35,0	36,4	40,9	47,6	39,2	-17,6
<i>Grèce</i>	79,8	77,5	74,2	71,9	63,0	-12,3
Pays Tiers	1,4	2,0	5,7	24,5	4,9	-79,9
<i>Turquie</i>	0,0	0,0	3,2	17,5	0,0	-99,8
Importations totales	311,6	302,6	302,5	271,7	267,4	-1,6
Union européenne 27	309,1	299,8	300,5	270,4	266,0	-1,6
<i>Pays-Bas</i>	80,4	83,0	81,3	77,1	73,3	-4,9
<i>Allemagne</i>	77,6	74,2	71,5	56,8	54,1	-4,9
<i>Irlande</i>	40,9	42,5	44,1	40,2	36,5	-9,3
<i>Italie</i>	34,8	31,2	32,6	25,8	25,9	0,5
Pays Tiers	2,5	2,8	2,0	1,3	1,5	10,8
Solde	-80,6	-67,2	-54,7	3,8	-33,3	
VIANDE CONGEELE						
Exportations totales	34,5	26,0	27,4	25,0	18,2	-27,2
Union européenne 27	30,2	22,8	22,2	18,6	14,0	-24,8
<i>Belgique</i>	6,4	5,5	6,7	6,9	5,0	-26,9
Pays Tiers	4,3	3,1	5,1	6,4	4,2	-34,2
<i>Russie</i>	1,0	0,0	1,9	2,6	0,3	-88,0
Importations totales	78,0	88,2	86,2	83,0	91,3	10,0
Union européenne 27	74,7	84,9	83,8	80,7	90,0	11,6
<i>Allemagne</i>	14,7	21,9	19,5	16,8	15,3	-8,9
<i>Pays-Bas</i>	23,8	22,6	19,1	16,0	13,1	-18,1
<i>Irlande</i>	11,4	11,2	14,7	16,1	19,2	18,8
<i>Italie</i>	12,5	16,3	16,3	14,9	19,4	30,0
Pays Tiers	3,3	3,3	2,4	2,4	1,3	-45,4
Solde	-43,5	-62,3	-58,8	-58,0	-73,1	
VIANDE TRANSFORMEE						
Exportations totales	12,3	9,6	10,8	14,9	16,5	11,0
Union européenne 27	6,1	6,1	7,3	10,8	11,7	8,3
Pays Tiers	6,1	3,5	3,5	4,0	4,8	18,4
Importations totales	18,0	19,2	19,2	17,5	17,8	1,7
Union européenne 27	12,2	13,6	13,7	13,3	14,3	7,9
Pays Tiers	5,7	5,6	5,4	4,2	3,5	-17,9
Solde	-5,7	-9,7	-8,4	-2,7	-1,3	
EXPORTATIONS	277,8	270,9	285,9	315,4	268,9	-14,7
IMPORTATIONS	407,6	410,0	407,9	372,3	376,6	1,2
SOLDE	-129,8	-139,1	-122,0	-56,9	-107,7	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

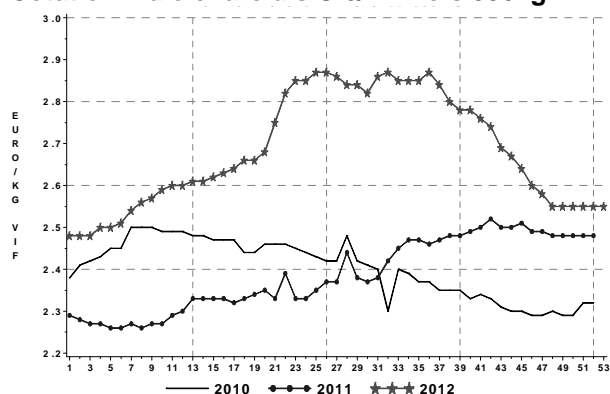
Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Animaux maigres (mâles 6-12 mois) en €/kg vif						
Mâle Limousin U3	2,45	2,56	2,57	2,54	2,88	13,3
Mâle Charolais U3	2,31	2,46	2,54	2,50	2,81	12,3
Mâle Croisé R3	2,08	2,21	2,23	2,23	2,45	10,1
Femelle Charolais R3	2,23	2,06	2,02	2,07	2,33	12,7
Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	14,5
Bœufs U3	3,52	3,49	3,51	3,67	4,08	10,9
Bœufs R3	3,21	3,16	3,15	3,35	3,85	14,9
Jeunes Bovins U3	3,43	3,42	3,40	3,69	4,02	8,7
Jeunes Bovins R3	3,18	3,14	3,14	3,47	3,85	11,0
Génisses U3	3,98	3,87	3,87	4,00	4,32	8,2
Génisses R3	3,41	3,24	3,28	3,45	3,98	15,4
Vaches R3	3,28	3,11	3,19	3,37	3,92	16,2
Vaches O3	2,78	2,55	2,65	2,93	3,41	16,5

Source : FranceAgriMer

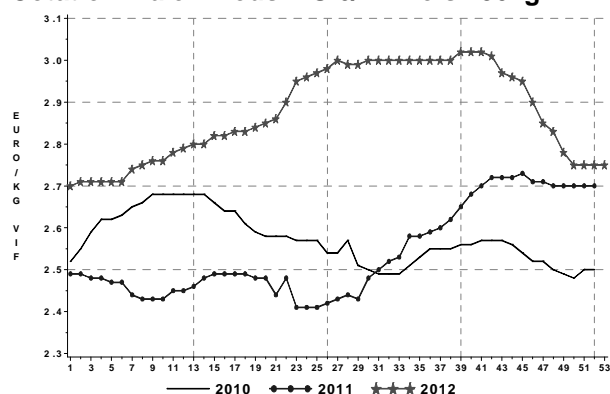
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir de la semaine 3 de 2012.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



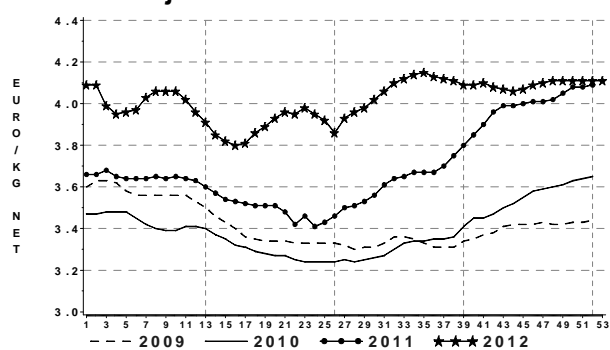
Source : FranceAgriMer

Cotation mâle limousin U 6/12 mois 290kg



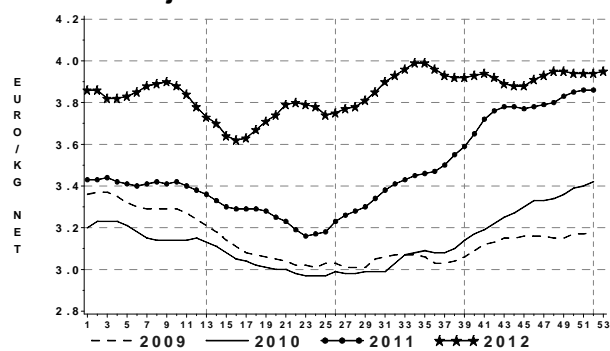
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U3



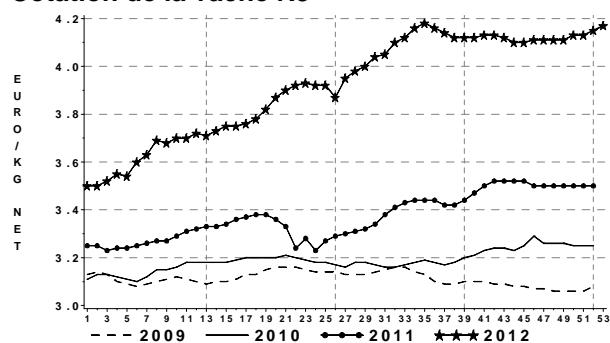
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



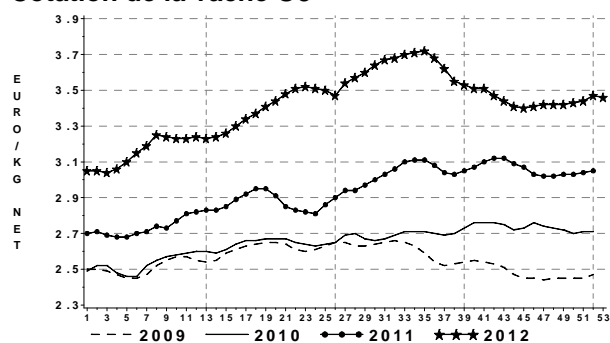
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



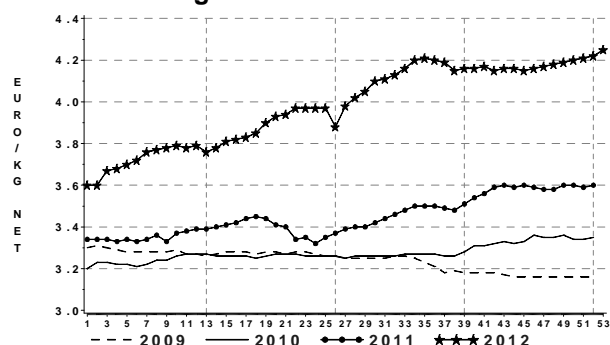
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



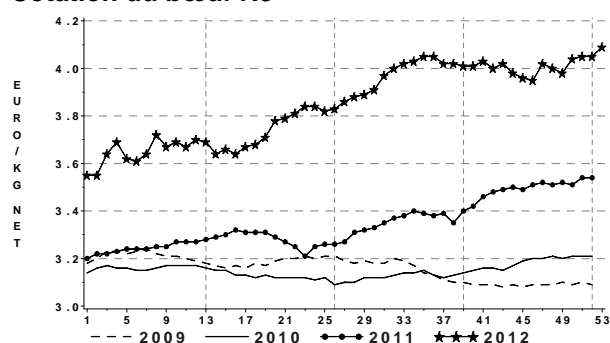
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat de viande de bœuf par les ménages

€/kg	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Viande de bœuf	12,54	12,44	12,51	12,94	13,59	5,0
dont à griller	15,40	15,10	15,10	15,46	16,27	5,2
dont à bouillir	6,56	6,58	6,68	6,89	7,56	9,7
Viande de bœuf hachée	9,15	9,23	9,30	9,57	9,72	1,6

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Consommation de viande de gros bovins

	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Consommation par bilan (1000 tonnes)	1 370,7	1 372,7	1 405,1	1 382,0	1 355,1	-1,9
Consommation par habitant (kg / hab)	21,4	21,3	21,7	21,2	20,7	-2,5

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

* Estimations

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2011		2012*		%12*/11	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	3 881,5	1 404,6	3 613,2	1 314,7	-6,9	-6,4
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations ⁽¹⁾	183,6	43,5	133,0	31,5	-27,5	-27,5
Importations ⁽¹⁾	14,2	3,3	15,2	3,5	6,8	6,8
SOLDE	169,4	40,2	117,8	28,0	-30,4	-30,3
Abattages contrôlés	3 712,2	1 364,4	3 495,4	1 286,7	-5,8	-5,7
Commerce extérieur						
Viande et conserves						
Exportations		315,4		268,9		-14,7
Viande fraîche ⁽²⁾		275,5		234,2		-15,0
Viande congelée		25,0		18,2		-27,2
Conserves		14,9		16,5		11,0
Importations		336,2		346,6		3,1
Viande fraîche ⁽²⁾		235,7		237,4		0,8
Viande congelée		83,0		91,3		10,0
Conserves		17,5		17,8		1,7
SOLDE		-20,8		-77,7		273,6
Consommation contrôlée		1 385,2		1 364,4		-1,5
SOLDE (Prod - Cons)		19,4		-49,7		

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

* Estimations

⁽¹⁾ Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

⁽²⁾ Viandes de gros bovins (les quantités de viande de veaux sont exclues)

Prévisions 2013

Prévisions de production

1 000 tec	2010	2011	2012*	2013**	%13**/12*
Jeunes bovins	465,2	479,4	447,1	451,6	1,0
Bœufs	96,2	92,8	79,1	75,1	-5,0
Femelles	790,5	832,4	788,4	764,8	-3,0
Gros Bovins	1 351,9	1 404,6	1 314,7	1 291,6	-1,8

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, Douanes

* Estimations, ** Prévisions

1 000 tec	2009	2010	2011	2012*	2013**	%13**/12*
Production	1 296,5	1 351,9	1 404,6	1 314,7	1 291,6	-1,8
Abattages	1 272,9	1 322,4	1 364,4	1 286,7	1 268,7	-1,4
Export viandes	270,9	285,9	315,4	268,9	274,2	2,0
Import viandes	373,6	369,9	336,2	346,6	357,0	3,0
Consommation	1 375,6	1 406,4	1 385,2	1 364,4	1 351,4	-1,0

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, Douanes, PVE

* Estimations, ** Prévisions

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : vers une recapitalisation dans certains États membres

En 2012, un léger repli du cheptel de vaches a pu être observé, principalement dû à la baisse des effectifs en races allaitantes dans l'UE à 15.

En ce qui concerne les vaches laitières européennes, la réduction des effectifs, qui a eu lieu au cours des quatre dernières années, s'est arrêtée en 2012. Les enquêtes de cheptel de mai-juin réalisées dans les 27 États membres montrent en effet une stabilisation des effectifs de vaches laitières entre 2011 et 2012 (+ 0,1 %). Elle concerne plus spécifiquement les pays de l'UE à 15 puisque les 12 derniers adhérents ont à nouveau enregistré un repli du nombre de ces femelles. Parmi les principaux pays détenteurs d'un cheptel de vaches laitières, trois ont développé leur troupeau : l'Irlande, l'Italie et les Pays-Bas. La recapitalisation irlandaise est particulièrement marquée (+ 4,0 %), l'objectif des agriculteurs étant de pouvoir augmenter significativement leur production de viande bovine en 2013 et dans les années suivantes. Aux Pays-Bas, il s'agit probablement de développer les effectifs dans la perspective de fin des quotas après la campagne 2014/2015. Cet événement, qui n'aura certes lieu que d'ici à deux ans, pourrait être décisif pour plusieurs pays : le Danemark a également étoffé son cheptel, pour la 5^e année de suite, et les effectifs de vaches laitières se sont stabilisés en Allemagne. En revanche, en France, la tendance s'est poursuivie à la baisse, comme cela a été le cas au cours des dernières années, de façon un peu moins marquée cependant.

La situation a été différente en races allaitantes. L'année 2012 s'est caractérisée par une réduction des effectifs de vaches, du moins dans les pays de l'UE à 15 (- 1,5 %). C'est la seconde baisse observée après celle de 2011. En France, premier pays européen détenteur d'un troupeau allaitant, le repli des effectifs constaté lors de l'enquête de mai-juin est consécutif à la décapitalisation et à la forte croissance des abattages qui a eu lieu en 2011. En Espagne également il s'agit d'une poursuite de décapitalisation : dans ce pays toujours en grave crise économique, les agriculteurs, face à des coûts de production élevés (aliments notamment), peuvent être contraints de réformer des animaux. Le Royaume-Uni a légèrement réduit son cheptel mais les effectifs semblent se stabiliser depuis quelques années. L'Irlande est finalement le seul pays à avoir développé son cheptel allaitant (+ 7,0%), ce qui confirme la volonté d'accroître la production dans ce pays dans les prochaines années. Les bons prix de la viande depuis 2011 sont très certainement un des facteurs ayant conduit à cette orientation de la production. Le cheptel de vaches allaitantes s'est plutôt étoffé au sein des 12 derniers États adhérents à l'Union européenne : s'il a diminué en Pologne, il a gagné quelques têtes en République tchèque.

En Irlande, la réduction à la fois des abattages de vaches et de ceux de génisses a été un signe supplémentaire de la recapitalisation engagée par ce pays. La même constatation a pu être faite au Royaume-Uni et en France, où le nombre de vaches abattues a également diminué. Néanmoins, cette évolution est aussi la conséquence de la baisse des effectifs lors des années précédentes, qui a conduit à un plus faible nombre de réformes. En outre, les abattages de génisses ont reculé, les éleveurs choisissant de conserver ces jeunes femelles pour le renouvellement et le développement éventuel de leurs troupeaux. La demande pour la viande bovine sur le marché mondial, la moindre présence de l'Amérique du Sud et les prix porteurs qui en découlent sont des signes positifs pour les producteurs bovins européens. L'Allemagne et les Pays-Bas ont également ralenti leurs abattages de femelles, ce qui confirme là encore une volonté de conserver, voire d'étoffer, leurs cheptels de vaches laitières, dans la perspective de la fin des quotas. Parmi les principaux pays producteurs de bovins, l'Italie est l'un des rares où les abattages de vaches et de génisses ont progressé en 2012. Néanmoins, il est possible que les engraisseurs italiens, face à la hausse des cours des broutards mâles, se soient un peu plus tournés vers des importations de bovins maigres femelles.

› Mâles : les moindres disponibilités ont entraîné un repli des abattages

Une nouvelle baisse des effectifs de mâles de 1 à 2 ans a pu être constatée dans l'UE à 27 en 2012 (enquêtes de mai-juin). Elle est la conséquence, d'une part, du repli du cheptel de femelles reproductrices et donc de la réduction des naissances et, d'autre part, des exportations de bovins dynamiques en 2011, notamment de broutards. Ces animaux exportés ont été autant d'animaux disponibles en moins pour l'engraissement dans l'Union européenne au cours de l'année 2012. Toutefois, l'Irlande est l'un des rares pays qui disposait d'un cheptel de mâles de 1 à 2 ans plus important en mai-juin 2012. Pour l'ensemble de l'UE à 27, ce sont environ 82 000 mâles disponibles en moins par rapport à l'année précédente.

Ce recul des disponibilités en mâles a eu un impact sur le niveau des abattages de jeunes bovins. Ils ont diminué dans les principaux pays producteurs : - 10,6 % en Italie, qui a laissé sa place de premier abatteur de jeunes bovins à l'Allemagne (malgré une baisse de - 2,3 %), - 5,5 % en France et - 9,2 % en Espagne. En 2012, ce sont environ 309 000 jeunes bovins de moins qu'en 2011 qui ont été abattus dans ces quatre pays, qui produisent en moyenne deux tiers des jeunes bovins de l'UE à 27. Les abattages de bœufs se sont également repliés : c'est le cas pour les trois principaux producteurs, le Royaume-Uni, l'Irlande et la France, qui assurent plus de 90 % des abattages de l'UE à 27. Le nombre de bœufs abattus dans ces trois pays a reculé d'environ 156 000 têtes en un an.

La baisse des disponibilités en mâles s'est non seulement fait sentir sur les abattages communautaires de mâles, mais également sur les exportations de bovins finis. Celles-ci ont en effet légèrement diminué (- 3 % environ), même si elles ont gardé un niveau relativement comparable à celui de deux années précédentes. La demande est restée dynamique, notamment celle de la Turquie sur une grande partie de l'année et les ventes de l'Union européenne n'ont finalement été limitées que par le niveau de ses disponibilités. La France en particulier, mais d'autres pays également, a recentré ses exportations sur les mâles finis et sur le marché turc. Au-delà des marchés traditionnels, le Liban, les pays de Maghreb ou d'autres pays du nord de l'Afrique ont permis de diversifier les débouchés. Dans le même temps, le commerce intra-communautaire de ces gros bovins destinés à la boucherie n'a pas connu de ralentissement. La France en est toujours le premier exportateur et l'Italie le premier importateur, avec 30 % des achats environ ; elle se fournit pour près de 80 % auprès de la France. L'Autriche, deuxième importateur, a nettement développé ses achats de bovins finis, mais elle s'approvisionne quasi exclusivement auprès des pays d'Europe de l'Est (République tchèque, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie).

› Commerce de viande : léger recul des exportations dans un contexte de prix élevés

Les exportations de l'Union européenne ont régressé en raison du manque de disponibilités en viande bovine sur le marché communautaire. Par rapport au bon niveau constaté en 2011, les ventes ont diminué d'environ un tiers en 2012. Les conditions étaient favorables et toutes réunies l'an passé pour favoriser les exportations européennes : des disponibilités, une demande soutenue, des prix compétitifs sur le marché mondial, peu de concurrence. Certains éléments n'ont pas changé : la demande a été soutenue cette année encore et certains grands exportateurs sud-américains n'ont pas réussi à retrouver leur place sur le marché mondial, laissant des parts de marché à d'autres fournisseurs, parmi lesquels l'Union européenne. D'autres facteurs ont en revanche évolué et pas nécessairement de façon favorable. La Turquie a augmenté ses droits de douane, rendant moins intéressantes les ventes de viande communautaire vers cette destination. L'Union européenne a disposé de moins de marchandises et celle-ci s'est vendue à des prix plus élevés que l'an passé. Les cours des gros bovins finis avaient en effet nettement progressé en 2011 et cette tendance s'est poursuivie en 2012.

Le déséquilibre entre la demande mondiale et l'offre européenne a en effet continué à tirer les prix à la hausse. Pour la seconde année consécutive, le prix moyen des gros bovins européens entrée abattoir a enregistré une croissance significative de l'ordre de 12,5 % pour s'établir à une moyenne annuelle de 3,58 €/kg. S'élevant en moyenne à + 14 % au cours des trois premiers trimestres, la hausse des cours a ensuite ralenti, consécutivement au doublement de la taxe d'importation turque sur les gros bovins vifs, qui a conduit à une diminution des ventes vers ce pays. Ce sont les pays dont la production a le plus diminué qui ont connu les progressions de prix les plus prononcées : la France, l'Irlande, les Pays-Bas notamment, mais les prix ont dépassé les niveaux de 2011 dans tous les États membres, sans exception.

En raison de la forte diminution de la production, qui a créé une pénurie de ce type de viande sur le marché, les prix des bœufs ont à nouveau fortement progressé (+ 15,3 % pour les bœufs R3). Ils ont ainsi gagné quasiment 1 €/kg en deux ans, passant de 3,04 € en 2010 à 4,01 € en 2012. Ils ont atteint un niveau moyen supérieur à celui des prix des jeunes bovins R3 (3,84 €/kg). La valeur de ces animaux a augmenté en moyenne de 9,0 % sur l'année par rapport à 2011, une progression un peu plus modérée que pour les bœufs malgré le manque de disponibilités mais qui s'explique par une plus grande dépendance aux exportations, que ce soit en vif ou en viande.

Les évolutions des prix des femelles ont suivi celles des prix des mâles. Elles ont de plus été influencées par la baisse de production de l'Union européenne et le repli global de l'offre en viande bovine sur le marché mondial. En effet, les principaux exportateurs ont réduit leurs ventes. C'est notamment le cas de l'Amérique du Sud : Argentine, Uruguay, Chili ont diminué leurs exportations, dont la baisse n'a pas pu être compensée par le regain des ventes brésiliennes. Les capacités d'exportation des États-Unis, du Canada et de l'Australie ont également diminué. Dans ces conditions, et alors que la demande mondiale pour la viande bovine est croissante, les prix ont été tirés vers le haut. Le phénomène a été particulièrement marqué pour les prix des vaches, qui ont gagné 15,4 % pour les conformations O3 et 16,0 % pour les conformations R3.

› Poursuite de l'érosion de la consommation de viande bovine

La croissance des prix à la production, constatée partout en Europe, s'est répercutée sur les prix à la consommation. Dans certains pays, cette hausse a été particulièrement importante : c'est par exemple le cas en France, où la viande bovine a coûté 5 % de plus qu'en 2012. Souvent, la viande bovine a enregistré au détail des augmentations de prix plus importantes que l'ensemble des viandes de boucherie. Or, dans un contexte économique qui est depuis plus de trois ans difficile pour les consommateurs, ces derniers ont arbitré leur choix d'achats alimentaires entre autres en fonction du prix. Ainsi, la consommation de viandes de boucherie a globalement diminué dans l'Union européenne et la viande bovine a été particulièrement touchée. Les viandes les moins onéreuses telles que la volaille ou le porc ont mieux résisté. Les achats de viande bovine se sont portés préférentiellement sur les morceaux à bouillir et la viande hachée, surtout surgelée, les pièces à rôtir et même parfois la viande hachée fraîche étant plus chères.

Le repli de la consommation européenne (estimée par bilan à partir des abattages et du commerce de la viande) s'est établi à environ 2,3 %. Ramené à l'habitant, le niveau de consommation est passé de 15,5 kg/an en 2011 à 15,1 kg/an en 2012. La plupart des États membres de l'Union européenne a été concernée par une réduction de la consommation. Elle a été particulièrement forte en Espagne, où la crise économique dure depuis plus longtemps que dans d'autres pays et où les difficultés financières s'accumulent donc sur les consommateurs. Les replis constatés en Italie et en Irlande sont plus liés à de moindres disponibilités en viande en raison des baisses de production. Les 12 derniers adhérents ont réduits leurs importations de viande bovine en 2012, tout en développant leurs exportations sensiblement, ce qui explique les replis de plus de 10 % de la consommation. Grâce au développement de ses importations de viandes, l'Autriche est l'un des rares pays où la consommation a augmenté. Le Royaume-Uni a également connu un léger regain en 2012.

› Prévisions 2013

En 2013, le marché européen de la viande bovine devrait rester très dépendant d'un certain nombre de facteurs : la crise économique toujours, l'ouverture ou la fermeture de certains pays aux produits européens, en vif et en viande, la concurrence d'autres productions vis-à-vis de cette filière...

La production de gros bovins finis devrait à nouveau reculer en 2013, mais moins fortement qu'en 2012. Le repli pourrait s'élever à environ 1 %. Il devrait être la conséquence de la décapitalisation survenue dans un certain nombre de pays les années précédentes, comme la France, l'Espagne, la Pologne. Les disponibilités en animaux pour la production de jeunes bovins, de génisses, de bœufs et / ou de génisses selon les pays devraient être inférieures. La production pourrait diminuer également en Allemagne ou aux Pays-Bas mais plutôt en raison d'une recapitalisation, que l'on a déjà observée en 2012 et qui pourrait se poursuivre. L'Irlande et le Royaume-Uni prévoient une croissance de leur production pour l'année à venir : plutôt modérée pour le Royaume-Uni, mais de 9 % pour l'Irlande (données d'expert).

Sur le commerce intra-communautaire de viande bovine, ce pays devrait d'ailleurs faire concurrence à la France en 2013, car celle-ci devrait avoir de moindres disponibilités, en raison de sa nouvelle baisse de production. En outre, le marché turc ne devrait pas être accessible aux exportateurs européens, qui devront se tourner vers d'autres marchés comme le Maghreb et la Russie. Toutefois, sur ces destinations, le Brésil pourrait faire concurrence à la viande européenne : avec un net développement de sa production prévu en 2013, et des prix compétitifs, le pays devrait retrouver sa place d'exportateur sur le marché mondial. Les exportations communautaires de viande bovine devraient donc reculer à nouveau, d'environ 4 %. Grâce au retour de la viande brésilienne, les approvisionnements de l'UE pourraient repartir un peu à la hausse : les importations pourraient ainsi gagner entre 3 et 4 %.

La consommation européenne devrait rester peu dynamique, la plupart des pays (à part l'Allemagne peut-être) étant concernée par la crise économique. La baisse devrait cependant être moins forte qu'en 2012 (à peine - 1 %), les importations de viande compensant quelque peu le recul de la production.

Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Allemagne	12 970	12 945	12 810	12 563	12 477	-0,7
Autriche	1 991	2 013	2 019	1 982	1 957	-1,2
Belgique	2 606	2 601	2 593	2 560	2 513	-1,8
Danemark	1 576	1 621	1 642	1 645	1 629	-1,0
Espagne	6 441	6 009	6 277	6 048	6 003	-0,7
France	20 299	20 029	20 002	19 714	19 282	-2,2
Irlande	6 720	6 715	6 607	6 493	6 754	4,0
Italie	6 461	6 343	6 056	5 790	5 527	-4,6
Pays-Bas	3 890	3 950	3 970	3 868	3 867	0,0
Royaume-Uni	10 107	10 025	10 115	9 933	9 902	-0,3
UE 15	77 738	76 917	76 706	75 091	74 344	-1,0
Pologne	5 757	5 700	5 724	5 762	5 777	0,3
R. tchèque	1 414	1 394	1 392	1 354	1 375	1,5
Roumanie	2 869	2 617	2 501	2 113	2 063	-2,4
NEM 12	13 903	13 495	13 337	12 915	12 908	0,0
UE 27	91 641	90 412	90 043	88 006	87 253	-0,9

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

* Estimations

Cheptel animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Allemagne	1 134	1 106	1 075	1 017	982	-3,5
Autriche	172	173	177	168	163	-3,2
Belgique	131	125	127	127	131	3,4
Danemark	38	43	42	40	37	-7,5
Espagne	182	165	155	245	257	4,7
France	1 115	1 084	1 024	978	964	-1,4
Irlande	863	850	761	674	770	14,4
Italie	681	697	685	583	510	-12,5
Pays-Bas	65	60	60	53	52	-1,9
Royaume-Uni	1 044	1 070	1 071	1 042	1 024	-1,7
UE 15	5 863	5 799	5 589	5 326	5 273	-1,0
Pologne	507	569	602	615	621	1,0
R. tchèque	127	130	116	117	109	-6,7
Roumanie	103	96	90	80	74	-7,5
NEM 12	1 003	1 024	1 049	1 046	1 017	-2,8
UE 27	6 866	6 823	6 638	6 373	6 291	-1,3

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

* Estimations

Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
VACHES LAITIÈRES						
Allemagne	4 218	4 206	4 183	4 185	4 191	0,2
Autriche	528	533	535	532	529	-0,7
Belgique	517	525	521	508	489	-3,6
Danemark	557	565	574	575	582	1,2
Espagne	888	838	837	851	836	-1,8
France	3 747	3 683	3 608	3 589	3 536	-1,5
Irlande	1 114	1 129	1 093	1 097	1 141	4,0
Italie	1 843	1 815	1 851	1 718	1 800	4,8
Pays-Bas	1 509	1 530	1 510	1 463	1 478	1,0
Royaume-Uni	1 909	1 857	1 847	1 814	1 812	-0,1
UE 15	17 958	17 803	17 655	17 410	17 455	0,3
Pologne	2 733	2 606	2 538	2 473	2 441	-1,3
R. tchèque	404	397	381	372	371	-0,3
Roumanie	1 579	1 512	1 431	1 181	1 188	0,5
NEM 12	6 333	6 074	5 834	5 489	5 456	-0,6
UE 27	24 291	23 877	23 489	22 899	22 911	0,1
VACHES ALLAITANTES						
Allemagne	745	736	717	699	673	-3,7
Autriche	270	267	264	260	253	-2,5
Belgique	534	533	528	521	562	7,7
Danemark	109	116	112	110	106	-3,6
Espagne	2 053	1 945	1 992	1 882	1 803	-4,2
France	4 305	4 275	4 284	4 272	4 170	-2,4
Irlande	1 180	1 154	1 137	1 072	1 147	7,0
Italie	466	446	397	389	367	-5,5
Pays-Bas	103	80	80	105	98	-6,7
Royaume-Uni	1 670	1 626	1 657	1 675	1 657	-1,1
UE 15	12 223	11 970	11 982	11 805	11 627	-1,5
Pologne	73	82	118	153	137	-10,5
R. tchèque	161	163	182	176	193	9,7
Roumanie	16	12	16	14	18	26,6
NEM 12	452	471	543	592	615	3,9
UE 27	12 675	12 440	12 525	12 396	12 241	-1,3
TOTAL VACHES						
UE 15	30 181	29 773	29 638	29 215	29 082	-0,5
NEM 12	6 785	6 544	6 377	6 081	6 071	-0,2
UE 27	36 966	36 317	36 014	35 296	35 153	-0,4

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

* Estimations

Abattages de gros bovins dans l'Union européenne

	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Allemagne	1 169,6	1 131,6	1 134,9	1 106,1	1 088,4	-1,6
Autriche	213,2	215,6	217,0	213,4	216,8	1,6
Belgique	216,6	201,4	207,3	219,4	213,3	-2,8
Danemark	127,1	97,9	101,8	105,9	101,2	-4,4
Espagne	629,4	457,6	448,5	444,0	424,9	-4,3
France	1 286,1	1 245,6	1 297,5	1 333,3	1 257,3	-5,7
Irlande	537,1	513,8	558,1	545,5	489,9	-10,2
Italie	937,9	918,5	937,3	880,4	850,5	-3,4
Pays-Bas	143,6	178,6	168,8	165,4	166,2	0,5
Royaume-Uni	861,1	848,5	922,3	932,9	882,6	-5,4
UE 15	6 443,8	6 128,3	6 305,1	6 259,6	5 993,7	-4,2
Pologne	365,6	369,7	371,6	379,0	357,4	-5,7
R. tchèque	79,4	76,0	73,4	71,3	65,6	-8,0
Roumanie		21,6	23,3	21,7	22,4	3,0
NEM 12	802,9	623,4	617,0	614,3	582,0	-5,3
UE 27	7 246,8	6 751,7	6 922,1	6 874,0	6 575,8	-4,3

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Nouvelle série depuis 2009 : abattages contrôlés au lieu de redressés

* Estimations

Abattages de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Abattages de vaches						
France	1 715,5	1 777,5	1 814,1	1 953,2	1 845,8	-5,5
Allemagne	1 401,1	1 382,1	1 328,4	1 302,1	1 289,1	-1,0
Italie	507,5	513,5	524,5	516,4	550,5	6,6
Pays-Bas	424,3	509,3	465,3	468,9	454,3	-3,1
Abattages de génisses						
Royaume-Uni	758,8	780,5	774,4	789,8	713,2	-9,7
Italie	610,4	622,3	662,0	635,0	676,7	6,6
Irlande	485,9	478,8	515,8	484,9	424,7	-12,4
Allemagne	474,3	476,9	507,3	509,2	489,3	-3,9
Abattages de jeunes bovins						
Italie	1 838,2	1 771,5	1 730,6	1 567,3	1 401,2	-10,6
Allemagne	1 625,0	1 518,7	1 516,7	1 461,9	1 428,0	-2,3
France	1 081,3	958,4	987,1	954,8	902,3	-5,5
Espagne	1 204,0	781,6	663,5	618,0	561,4	-9,2
Abattages de bœufs						
Royaume-Uni	999,2	969,9	1 016,4	1 017,0	1 014,5	-0,2
Irlande	708,3	637,3	665,3	579,8	462,9	-20,2
France	231,9	218,8	248,8	239,7	202,5	-15,5

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Nouvelle série depuis 2009 : abattages contrôlés au lieu de redressés

* Estimations

Échanges intra communautaires de viande bovine fraîche en 2011

1000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	UK	IR	DK	ES	BE	AUT	Hong	POL	UE 15	NEM 12	UE 27
FR		77	57	26	16	40	2	14	28	3	0	5	265	6	270
NL	8		76	14	47	24	3	10	30	14	5	40	227	59	286
DE	45	94		12	4	11	27	1	22	17		31	233	34	267
IT	93	71	61		9	38	15	19	13	22	1	42	340	48	388
UK	1	13	3	3		170	1	1	1	0		2	192	2	194
DK	1	31	43	1	6	6		0	1	2	0	5	91	7	98
ES	11	17	15	2	1	13	10		2	4		13	77	13	90
BE	10	15	2	3	7	5	0	3		0	0	1	45	1	46
POR	6	11	1	0	1	2	3	42	0	0		0	67	0	67
GR	65	12	12	9	0	0	2	2	1	0	0	1	104	2	107
Hong	1	0	1	1	0	2						2	7	3	10
POL	0	0	1	0	0	3	0	0	0	0			5	4	9

UE 15	242	364	298	71	110	333	68	92	104	62	10	147	1 753	185	1 938
NEM 12	2	4	7	5	1	9	1	0	0	8	1	11	39	23	62
UE 27	244	368	306	76	111	341	68	92	104	70	11	158	1 792	208	2 000

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Échanges intra communautaires de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2011

têtes

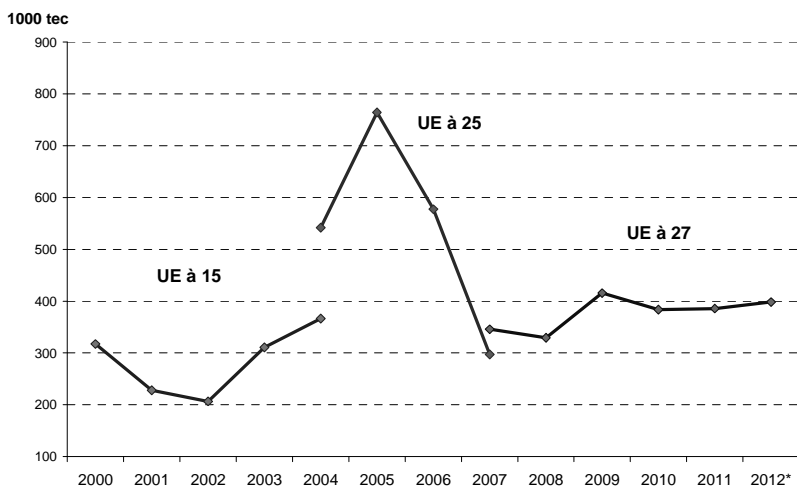
vers/de	FR	NL	DE	IT	ES	BE	IR	AUT	R.Tch	Hong	POL	Sloe	UE 15	NEM 12	UE 27
FR		3 115	294	242	6 062	3 219			5				14 234	5	14 239
NL	661		110			16 706					1		17 510	1	17 511
DE	13 481	10 019				1 949		1 928	10 781		173		34 027	10 962	44 989
IT	100 663	433	1 767		6 625	645	2 844	1 367	57	395	3 399	11 820	114 676	17 025	131 701
ES	4 929		878				2 844						15 816	0	15 816
BE	2 269	2 968	1 073										15 528	0	15 528
UK							28 442						28 442	0	28 442
GR	6 089		59	192	345		39		235	1 171	1 839		6 724	4 202	10 926
AUT	578	75	1 098	26					34 626	4 030		11 969	1 777	66 693	68 470
R.Tch		169	44										213	719	932
Hong	3 112		74					171	996		164	86	3 839	7 861	11 700
POL			157						60				157	4 658	4 815

UE 15	129 963	16 610	5 310	460	14 903	22 519	34 169	3 295	45 704	5 596	5 412	23 789	250 718	98 888	349 606
NEM 12	3 231	169	275	28	0	0	0	237	2 814	113	13 499	86	4 449	31 787	36 236
UE 27	133 194	16 779	5 585	488	14 903	22 519	34 169	3 532	48 518	5 709	18 911	23 875	255 167	130 675	385 842

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Remarque : Source AGROSTAT d'après douanes de chaque Etat. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un Etat et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations

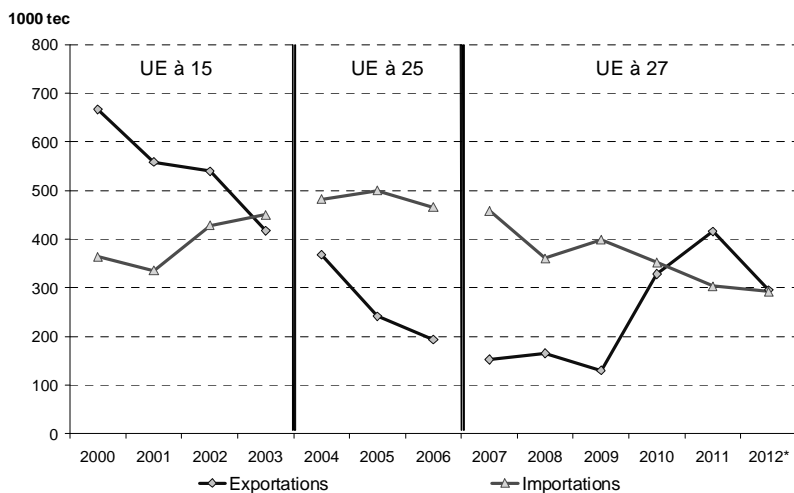
Échanges intra-communautaires de gros bovins finis



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

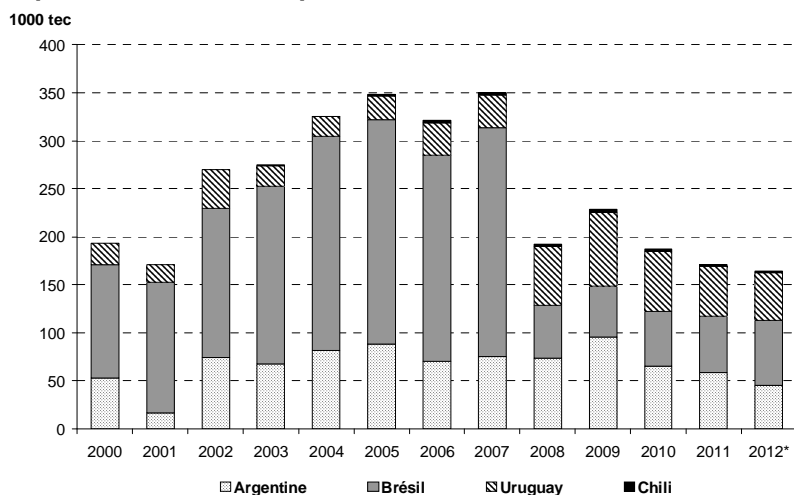
Commerce extérieur de l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Importations européennes de viande fraîche et congelée en provenance d'Amérique du Sud



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/100 kg net	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Allemagne	286,02	267,27	272,75	315,78	356,28	12,8
Autriche	291,85	279,18	283,64	318,95	353,18	10,7
Belgique	261,97	259,05	252,64	278,50	311,56	11,9
Danemark	270,06	250,23	268,66	303,86	336,70	10,8
Espagne	293,53	286,43	292,84	327,08	356,59	9,0
France	298,85	284,11	289,13	315,16	362,76	15,1
Irlande	304,44	273,34	276,99	329,31	372,53	13,1
Italie	347,47	342,54	336,53	361,74	393,16	8,7
Pays-Bas	250,26	229,75	225,85	258,34	295,00	14,2
Royaume-Uni	305,26	295,19	294,09	335,48	397,55	18,5
Hongrie	211,12	260,46	206,22	244,07	262,63	7,6
Pologne	232,24	213,76	222,43	269,85	308,00	14,1
République tchèque	247,39	235,13	243,36	269,92	293,82	8,9
Union européenne	293,44	280,18	283,00	317,85	357,85	12,6

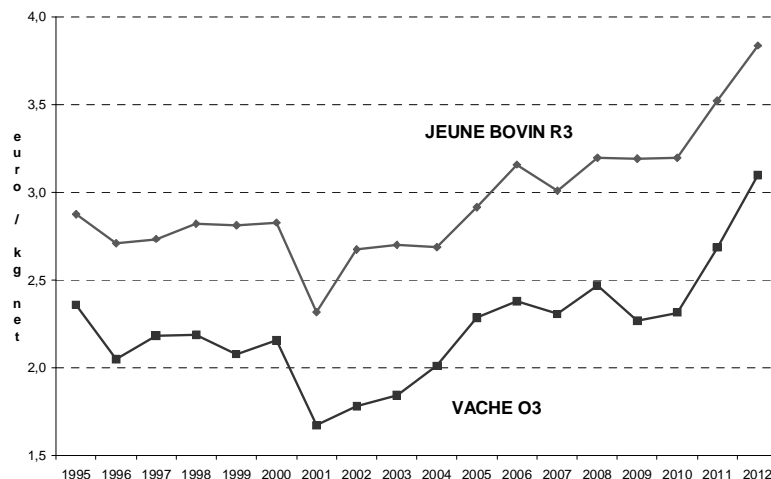
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des gros bovins dans l'Union européenne à 27

€/100 kg net	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
2008	289,42	296,91	298,85	288,91	293,44
2009	289,54	283,82	276,66	271,68	280,18
2010	282,19	279,11	279,78	290,93	283,00
2011	306,37	311,01	319,39	334,64	317,85
2012	348,99	355,09	364,12	363,21	357,85
%09/08	0,0	-4,4	-7,4	-6,0	-4,5
%10/09	-2,5	-1,7	1,1	7,1	1,0
%11/10	8,6	11,4	14,2	15,0	12,3
%12/11	13,9	14,2	14,0	8,5	12,6

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Allemagne	1 047	1 034	1 045	1 084	1 074	-0,9
Autriche	149	147	148	145	151	4,2
Belgique	192	159	176	177	173	-2,3
Danemark	148	109	123	122	112	-8,2
Espagne	624	503	468	455	437	-4,0
France	1 648	1 581	1 616	1 584	1 560	-1,5
Irlande	87	87	87	88	84	-5,0
Italie	1 385	1 396	1 393	1 290	1 256	-2,6
Pays-Bas	270	250	277	224	216	-3,6
Royaume-Uni	1 204	1 148	1 170	1 142	1 146	0,4
UE 15	7 425	7 093	7 170	6 959	6 848	-1,6
Pologne	171	136	85	101	75	-26,5
R. tchèque	95	97	96	92	82	-10,8
Roumanie		38	36	27	22	-18,2
NEM 12	651	430	370	366	312	-14,8
UE 27	8 076	7 523	7 540	7 325	7 160	-2,3

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Allemagne	12,7	12,6	12,8	13,3	13,1	-1,0
Autriche	17,9	17,6	17,6	17,2	17,9	3,8
Belgique	18,0	14,8	16,3	16,1	15,6	-2,7
Danemark	27,1	19,9	22,2	22,0	20,1	-8,5
Espagne	13,8	11,0	10,2	9,9	9,5	-4,1
France	25,7	24,6	25,0	24,4	23,9	-2,0
Irlande	19,8	19,6	19,5	19,2	18,2	-5,3
Italie	23,2	23,3	23,1	21,3	20,7	-2,9
Pays-Bas	16,4	15,2	16,7	13,4	12,9	-4,0
Royaume-Uni	19,7	18,6	18,9	18,3	18,2	-0,4
UE 15	18,8	17,9	18,0	17,4	17,1	-1,9
Pologne	4,5	3,6	2,2	2,6	1,9	-26,6
R. tchèque	9,1	9,2	9,1	8,8	7,8	-11,0
Roumanie		1,8	1,7	1,3	1,0	-18,0
NEM 12	8,8	5,8	5,0	4,9	4,2	-14,7
UE 27	17,2	16,0	16,0	15,5	15,1	-2,5

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

* Estimations

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

1 000 tec	UE 27			
	2010	2011	2012*	%12*/11
Production indigène brute	6 968,6	6 922,9	6 623,3	-4,3
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	46,5	48,9	47,5	-3,0
Importations	0,0	0,0	0,0	///
Solde	46,5	48,9	47,5	
Abattages	6 922,1	6 874,0	6 575,8	-4,3
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	281,6	366,4	247,9	-32,3
Importations	352,2	303,5	291,7	-3,9
Solde	-70,6	62,9	-43,8	
Consommation indigène brute	6 992,8	6 811,0	6 619,6	-2,8
Auto-provisionnement (%)	99,7	101,6	100,1	

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

* Estimations

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

Prévisions 2013

1 000 tec	UE 27			
	2011	2012*	2013**	%13**/12*
Production indigène brute	6 922,9	6 623,3	6 549,9	-1,1
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	48,9	47,5	39,9	-16,0
Importations	0,0	0,0	0,0	
Solde	48,9	47,5	39,9	
Abattages	6 874,0	6 575,8	6 510,0	-1,0
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	366,4	247,9	238,0	-4,0
Importations	303,5	291,7	301,9	3,5
Solde	62,9	-43,8	-63,9	
Consommation indigène brute	6 811,0	6 619,6	6 574,0	-0,7
Auto-provisionnement (%)	101,6	100,1	99,6	

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations ** Prévisions

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

Le marché du veau en France

› Un nouveau repli des mises en engraissement de petits veaux

L'année 2012 a été marquée par un repli global des naissances de veaux. Seuls les vêlages en races pures laitières n'ont pas connu une évolution baissière par rapport à 2011, contrairement à ceux en croisements et en races pures allaitantes. La très légère augmentation du nombre de naissances de veaux laitiers s'est faite dans un contexte de réduction structurelle (depuis 4 ans) du cheptel de reproductrices laitières. Ainsi, pour la seconde année consécutive, il semble que les reproductions aient été privilégiées en races pures laitières plutôt qu'en croisements (femelle laitière x mâle allaitant notamment), ce qui expliquerait ces évolutions des vêlages de veaux laitiers et de veaux croisés. Un repli des naissances en races laitières a pu être constaté au cours de l'été (de juin à août), lors des premiers mois de reprise de la saison des vêlages. Il a été compensé par un renforcement des mises-bas sur le premier semestre, même s'il s'agit de la période creuse, et une certaine stabilité par rapport à l'année précédente sur les derniers mois de l'année. Il semblerait que la tendance soit à un étalement progressif, même s'il est modeste, des vêlages sur l'année. En races allaitantes, la faiblesse des naissances est consécutive à la forte décapitalisation observée depuis le milieu de l'année 2010.

Concernant plus spécifiquement les veaux engraisés au cours de l'année 2012, et donc nés lors de la campagne 2011/2012 (soit entre juillet 2011 et juin 2012), la tendance est à peu près identique, avec une baisse des naissances en races allaitantes et en croisements, et une hausse des naissances en races laitières. La filière veaux de boucherie s'approvisionnant approximativement à 73 % en veaux laitiers, 23 % en veaux croisés et 4 % en veaux allaitants, l'offre en petits veaux pour cette filière a diminué d'environ 1 300 têtes sur la campagne 2011/12 par rapport à la campagne précédente. Sur l'année complète 2012, la baisse de l'offre a été d'environ 4 100 têtes.

Ces moindres disponibilités en petits veaux au cours de l'année ont engendré une dégradation du solde du commerce de veaux de moins de 80 kg, même s'il est resté nettement positif. Ainsi, ce sont 4 200 têtes de moins qui ont été vendues à l'étranger. Les exportations se sont recentrées sur deux destinations : l'Espagne, qui a absorbé plus de 80 % des veaux français, et l'Italie. Dans le même temps les importations se sont fortement redressées (+ 130% environ, ce qui représente 49 500 têtes de plus), comblant la majeure partie du manque de veaux lié à la baisse globale des naissances (qui s'établit à - 56 500 têtes). Outre l'Espagne, qui reste un fournisseur important de veaux de 8 jours, la France s'est approvisionnée auprès des Pays-Bas. Les échanges entre ces deux pays avaient été interrompus en raison de la FCO, mais la situation semble s'être rétablie en 2012.

Les prix des veaux mâles laitiers de 45-50 kg se sont établis à une moyenne annuelle de 116,0 €/tête, un niveau supérieur de 1,1 % à celui de l'année précédente. Le repli des naissances a permis un soutien des prix sur le premier semestre. Mais la hausse est restée modérée en raison de la faiblesse de la demande et la tendance s'est même inversée sur la seconde partie de l'année : la baisse estivale des cours a été particulièrement marquée et s'est arrêtée à un niveau plus bas qu'en 2011. Ainsi, le prix sur le second semestre a été inférieur de 1,6 % à celui de l'année précédente. La principale cause de cette baisse des cours est la réduction des mises en place de veaux dans les ateliers d'engraissement, en particulier au cours de l'été (- 8,5 à - 14,5 % entre août et octobre). Des difficultés dans les sorties de veaux ont pu être constatées sur l'année 2012, en raison du faible niveau de la consommation. Pour éviter un excédent de viande de veau sur le marché français, les intégrateurs sont restés prudents et les mises en engraissement ont été ajustées à la baisse.

› Production de veaux de boucherie : réduction des abattages et des exportations

La demande modérée pour la viande de veau a eu une double conséquence : non seulement les mises en place de petits veaux ont été ralenties mais, de surcroît, les sorties de veaux de boucherie ont été retardées. Cette rétention des animaux dans les ateliers d'engraissement s'est manifestée par un allongement des poids des carcasses à l'abattage : + 0,7 kg en moyenne sur l'année par rapport à 2011, avec un maximum de + 2,6 kg atteint au mois de septembre. Ainsi, le repli des abattages en volume a été moins important que celui observé en têtes (- 3,0 % en volume contre - 3,7 % en têtes). Le nombre de veaux abattus en 2012 s'est inscrit sur un niveau inférieur à celui de 2011 tout au long de l'année. La baisse des abattages de veaux allaitants a été plus prononcée que celle des abattages de veaux laitiers : les données de la BDNI indiquent un repli de 5,5 % pour les veaux allaitants, de 1,3 % pour les veaux laitiers. Ainsi, la proportion de veaux allaitants abattus a légèrement diminué entre 2011 et 2012, passant de 43% à 42%. Cette tendance, certes mesurée, confirme cependant que la hausse des

poids est due à un engraissement plus long et non à une augmentation de la proportion de veaux allaitants.

Les ventes de veaux finis vers l'étranger ont également enregistré une baisse au cours de l'année 2012. Elles ont diminué de plus de moitié par rapport à l'année précédente vers les pays de l'Union européenne et de près d'un tiers vers les pays tiers. Le premier client de la France, l'Italie, a notamment acheté environ 70 % de veaux en moins qu'en 2011. La consommation italienne de veau a diminué en 2012 ce qui explique la forte baisse des importations en vif, comme celle constatée pour les approvisionnements en viande de veau en provenance des Pays-Bas.

En raison de la faiblesse de la demande pour la viande de veau sur le marché français, et malgré le recul des abattages, les importations françaises de veaux finis ont également diminué (- 22 % environ, ce qui représente une baisse de 9 600 têtes). Seuls les achats auprès de la Belgique ont progressé. Le solde du commerce de veaux finis, historiquement négatif, s'est à nouveau dégradé en 2012, après une amélioration l'année dernière. Cela a entraîné une réduction de 4,7 % en têtes de la production, calculée par bilan à partir des abattages et du commerce en vif fini.

› Les prix élevés ne favorisent pas la consommation de viande de veau

À la réduction de l'offre en viande de veau s'est ajouté le repli des importations de viande de veau. En effet, pour la deuxième année consécutive, et de manière plus marquée qu'en 2011, la France a réduit ses achats de viande de veau (- 16,9 %). Les apports de viande de veau sont une variable d'ajustement de l'offre à la demande ; ils permettent de conserver un équilibre sur le marché et d'éviter une éventuelle chute des cours.

Ainsi, le repli de la production associé à celui des importations de viande s'est traduit par une certaine stabilité des cours, dans la continuité des trois dernières années. En 2012, le prix du veau de boucherie non élevé au pis, stable sur le long terme, s'est établi à une moyenne de 6,6 €/kg en progression de 8,1 % par rapport à 2011.

Cette hausse des cours à la production a eu un impact sur le prix au détail de la viande achetée par les ménages français. Le panel de Kantar Worldpanel indique pour l'année 2012 une augmentation de 2,6 % des prix d'achat. Il s'agit d'une augmentation modérée comparativement aux autres viandes de boucherie fraîches, touchées par une hausse de 4,1 % en moyenne. Mais la viande de veau reste la viande la plus chère, et plus particulièrement la viande de veau à griller. Dans ces circonstances, et dans un contexte de crise économique durable pour les consommateurs français, il est peu surprenant de constater que cette viande est celle dont les volumes achetés ont le plus fortement diminué (- 4,4 %, contre - 1,8 % pour l'ensemble des viandes de boucherie fraîches). Un regain de consommation a pu être observé fin septembre – début octobre, grâce aux actions de promotion réalisées dans les GMS et qui ont toujours un effet positif sur le niveau de consommation. Cependant, en dehors de ces périodes, la tendance des ménages français est plutôt de réduire les achats de viande de veau, viande parmi les plus onéreuses, pour les substituer à des achats de produits meilleur marché (jambon, charcuterie, volaille, œufs...). Calculée par bilan, la consommation de viande de veau a chuté de 5,2 %, ce qui témoigne d'une baisse de la demande par les ménages mais également la RHD.

› Prévisions 2013

Les tendances constatées en 2012 devraient se poursuivre en 2013, mais un ralentissement de l'érosion de la production et de la consommation pourrait toutefois avoir lieu. L'objectif des opérateurs de la filière vitelline est avant tout de conserver des prix du veau rémunérateurs sur le marché français ; pour cela, il est nécessaire de maîtriser la production, pour maintenir une situation d'équilibre entre offre et demande. Compte tenu des mises en place de la fin de l'année 2012 (- 5,5 % sur juillet / décembre 2012 par rapport à la même période de l'année précédente) les sorties sur le premier semestre devraient être en repli par rapport à 2012. Il est peu probable que les indicateurs plutôt pessimistes sur la consommation incitent les intégrateurs à relancer l'engraissement pour les sorties du second semestre. En 2013, la production pourrait ainsi diminuer d'environ 2 %.

Les petits veaux qui n'iraient pas dans la filière française devraient trouver d'autres débouchés : les veaux femelles laitières devraient être conservés pour permettre un renouvellement, voire une recapitalisation, du cheptel ; les mâles laitiers pourront être exportés, notamment vers les Pays-Bas, grâce au statut « indemne de FCO » de la France qui permet la reprise des échanges.

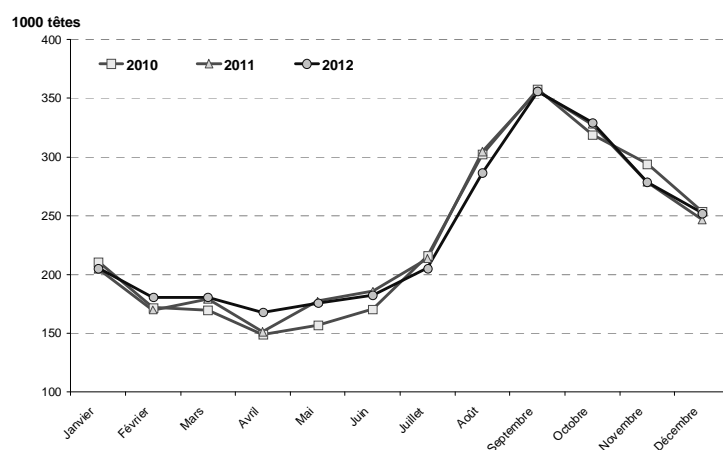
Le niveau des importations ne devrait pas permettre de compenser le déficit de production. Des achats pourraient se faire en vif fini ou en viande, mais pas à hauteur des volumes de 2012. Et ce n'est pas faute d'offre, car certains pays tiers pourraient développer leur production et les Pays-Bas devraient continuer à produire également du veau, pour répondre par exemple à la demande de l'Italie qui prévoit une hausse de sa consommation. La consommation française devrait en revanche continuer à diminuer, de 2 %.

Naissances de veaux

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Races allaitantes	3 436,4	3 305,7	3 400,7	3 397,8	3 366,3	-0,9
Races laitières	2 854,9	2 789,3	2 769,9	2 794,6	2 800,5	0,2
Races croisées	1 133,3	1 022,7	1 062,4	1 055,3	1 024,3	-2,9
TOTAL	7 424,6	7 117,7	7 233,0	7 247,6	7 191,1	-0,8

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Naissances de veaux laitiers en France



Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

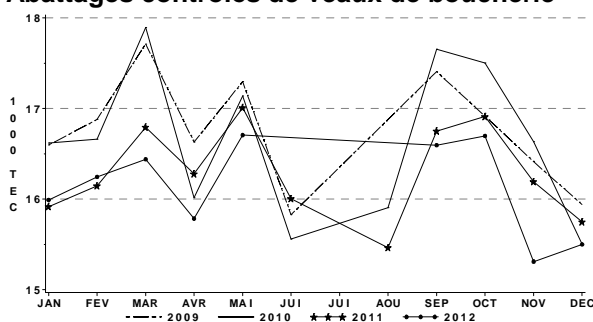
Abattages de veaux de boucherie

	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
1 000 têtes	1 508,6	1 474,4	1 465,4	1 440,0	1 386,5	-3,7
1 000 tec	202,0	196,4	197,0	193,8	188,0	-3,0
Poids moyen (kg/tête)	133,9	133,2	134,4	134,6	135,6	0,7

Source : FranceAgriMer d'après SSP

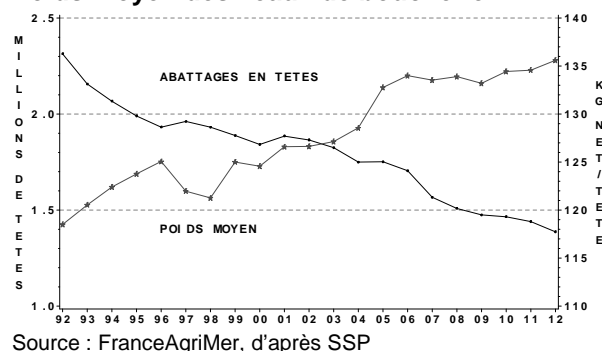
* Estimations

Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Effectifs de veaux de boucherie abattus Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	63,7	62,4	96,1	120,2	116,0	-3,5
Union européenne 27	63,7	62,4	96,1	120,1	115,7	-3,7
<i>Espagne</i>	27,4	43,6	72,9	96,7	98,4	1,8
<i>Italie</i>	15,9	17,4	21,1	23,4	16,6	-28,7
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	111,0
Importations totales	75,5	58,8	68,4	37,6	87,2	131,6
Union européenne 27	75,5	58,8	68,4	37,6	87,2	131,6
<i>Allemagne</i>	31,5	20,1	10,7	3,8	0,0	-100,0
<i>Pays-Bas</i>	1,9	3,0	4,4	2,0	57,3	2784,0
<i>Espagne</i>	28,8	31,3	50,1	31,0	29,3	-5,7
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	-11,7	3,6	27,8	82,6	28,8	
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	34,9	36,5	31,4	39,0	14,8	-61,9
Union européenne 27	31,8	34,9	29,2	37,1	13,5	-63,7
<i>Italie</i>	26,4	23,6	21,2	25,1	7,2	-71,4
<i>Espagne</i>	4,2	6,0	6,1	8,7	6,1	-29,6
Pays Tiers	3,1	1,6	2,2	1,9	1,3	-27,8
Importations totales	47,0	81,0	54,3	43,8	34,2	-22,0
Union européenne 27	47,0	80,9	54,2	43,8	34,2	-22,0
<i>Pays-Bas</i>	21,9	38,3	11,1	9,4	6,3	-32,8
<i>Espagne</i>	12,0	25,1	24,7	5,0	0,0	-99,1
<i>Belgique</i>	7,7	6,9	7,5	7,9	9,5	19,5
<i>Allemagne</i>	2,6	7,6	8,7	15,1	13,3	-11,6
Pays Tiers	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	-
SOLDE	-12,0	-44,5	-22,9	-4,9	-19,4	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

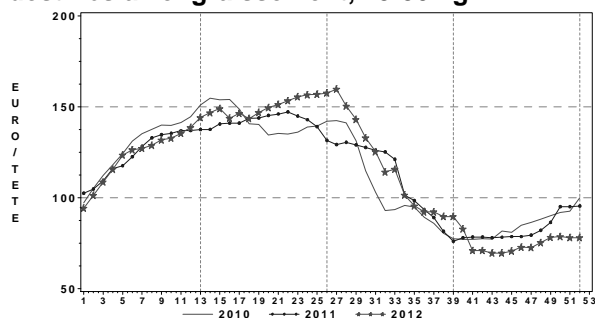
* Estimations

Prix à la production

	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Veaux de 8 jours en €/tête						
Engraissement mâles 45-50 kg	105,0	116,9	114,9	114,7	116,0	1,1
Elevage mâles croisés légers	262,5	302,8	275,5	271,4	308,8	13,8
Prix moyen pondéré (1)	152,2	172,6	162,1	161,7	173,8	7,5
Veaux de boucherie en €/kg net						
Prix moyen pondéré	5,7	5,5	5,7	6,1	6,2	2,3
Veaux sous la mère en €/kg net						
Prix moyen pondéré	7,6	7,3	7,4	7,6	7,7	0,8

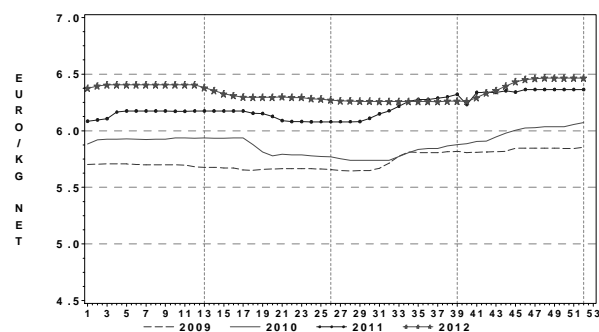
Source : FranceAgriMer

Cotation de veaux de 8 jours à 3 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des ménages de la viande de veau

€/kg	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Viande fraîche	14,8	14,4	14,5	14,8	15,2	2,6
dont viande à griller	16,6	16,1	16,2	16,5	16,9	2,3
dont viande à bouillir	12,1	11,7	11,7	12,0	12,5	4,2

Source : FranceAgriMer, d'après Kantar Worldpanel

Bilan dans le secteur du veau

	2011		2012*		%12*/11	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
Abattages contrôlés	1 440,0	193,8	1 386,5	188,0	-3,7	-3,0
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	120,2		116,0		-3,5	
Importations	37,6		87,2		131,6	
SOLDE	82,6		28,8			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	39,0		14,8		-61,9	
Importations	43,8		34,2		-22,0	
SOLDE	-4,9		-19,4			
Production de veaux finis	1 435,1	195,8	1 367,1	187,5	-4,7	-4,2
Importations de viande des Pays-Bas (1 000 tonnes)		36,1		30,0		-16,9
Consommation		229,9		218,0		-5,2
Consommation individuelle (kg/hab)		3,5		3,3		-5,7
Auto-approvisionnement		85,2%		86,0%		

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

* Estimations

Prévisions 2013

1 000 tec	2012*	2013**	%13**/12*
Production	187,5	183,5	-2,2%
Abattages	188,0	184,2	-2,0%
Importations (animaux vivants + viande)	32,4	32,0	-1,0%
Consommation	218,0	213,6	-2,0%

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

* Estimations, ** Prévisions

Le marché des ovins et caprins en France

› Une nouvelle contraction du cheptel et de la production

D'après l'enquête de cheptel 2011, le cheptel souche ovin est en recul de plus de 3 % par rapport à 2010. La baisse des effectifs de brebis viande a été particulièrement importante au cours de l'année 2010 (- 4%) effaçant partiellement la hausse constatée entre 2009 et 2010. Concernant le cheptel de brebis laitière, l'année 2011 marque une rupture par rapport aux années précédentes. Alors qu'il s'était accru depuis 2008 et 2010, il a diminué de 2 %. Le difficile contexte de la filière laitière explique la diminution des effectifs. Le nombre d'agnelles se caractérise par une baisse de plus de 8 % en décembre 2011, ce qui augure une diminution du nombre d'agneaux dans les prochaines années. Ainsi, le potentiel de production d'agneaux pour l'année 2012 était en repli d'environ 4 %.

D'après les estimations faites pour l'année 2012, les abattages et la production d'agneaux d'origine française ont diminué (respectivement - 5,0 % et - 6,6 %) dans une proportion comparable à celle des femelles saillies. Du fait d'une augmentation régulière du poids moyen des carcasses, le recul en tonnage est moins marqué (- 4,1 % pour la production et - 2,6 % pour les abattages).

› Des importations d'animaux vivants en hausse

Les importations d'animaux vivants se sont accrues d'environ 21 000 têtes en 2012, soit une progression de 6 %. Les achats en provenance d'Espagne ont augmenté d'environ 80 000 têtes pour atteindre 208 000 têtes, faisant de l'Espagne le premier fournisseur du marché français avec une part de marché dépassant 50 % ; au cours des six dernières années, ils avaient varié entre 100 000 et 160 000 têtes. A l'inverse, les importations en provenance des autres fournisseurs traditionnels (Hongrie, Royaume-Uni et Pays-Bas) ont reflué (- 30 000 têtes, - 13 000 têtes, - 12 000 têtes). Les importations françaises en provenance des Pays-Bas ont diminué de 70 % en quatre ans (203 100 têtes en 2008 ; 62 000 têtes en 2012).

Les exportations d'animaux vivants ont diminué d'environ 130 000 têtes (- 17 %) pour atteindre 621 000 têtes. En 2012, les ventes vers l'Espagne ont été en fort recul, notamment sur le quatrième trimestre (384 500 têtes en 2012 contre 485 000 têtes en 2011).

Au final, la contraction des échanges entre la France et l'Espagne s'est traduite par une baisse du solde du commerce extérieur français d'environ 150 000 têtes.

En ce qui concerne la viande, les importations de viande ovine (109 000 tonnes) ont diminué de 4 % en 2012, notamment en raison de la baisse de l'offre océanique et plus particulièrement en provenance de Nouvelle-Zélande (- 5 200 tonnes). En revanche, les achats en provenance de l'Union européenne, qui représente trois quarts des tonnages importés, ont légèrement progressé en 2012 (+ 3 %). Les ventes de l'Irlande ont progressé d'environ 2 200 tonnes ; alors que celles en provenance du Royaume-Uni ont reculé de 6 100 tonnes, les autres fournisseurs, comme l'Espagne (+ 2 200 tonnes) ont assuré la croissance des tonnages. Toutefois, en trois ans, les importations de viande ovine ont diminué de près de 20 %.

› Une consommation très nettement orientée à la baisse

Conséquence d'une diminution de la production intérieure et des importations, la consommation française de viande ovine, mesurée par bilan, a diminué de plus de 3 %. D'après Kantar Worldpanel, la consommation des ménages a reculé faiblement (- 1 %) malgré une hausse des prix à la consommation (+ 2,3 %).

› Prévisions 2013

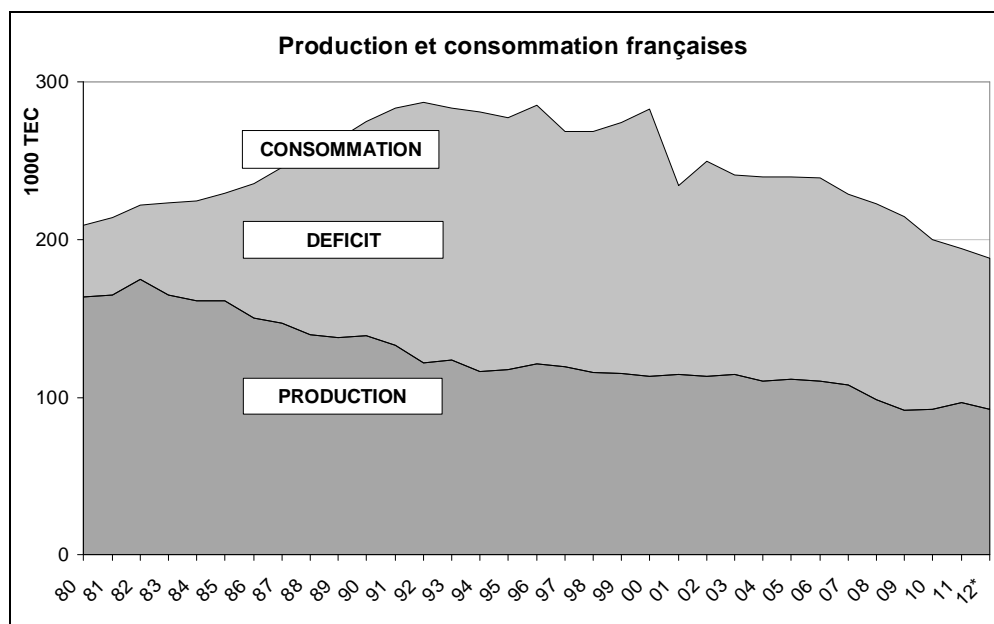
Le moindre recul des abattages de brebis en 2012 (- 3,5 %) permet d'envisager une baisse contenue de la production de viande ovine en 2013. Les importations de viandes en provenance de l'Union européenne et des pays tiers dépendront notamment de la situation économique de la France mais aussi des disponibilités plutôt orientées à la hausse dans les deux zones.

La stabilisation de la consommation est un objectif, il risque toutefois d'être cependant difficile à atteindre si les prix de l'agneau à la production et à la consommation progressent de nouveau en 2013.

Bilan prévisionnel - France (1000 tec)	2012*	2013**	% 13** / 12*
Production ovine et caprine contrôlée	92,3	91,6	-0,8
<i>dont production d'agneaux</i>	69,2	68,9	-0,5
Importations (vif et viande)	112,8	113,6	0,8
Exportations (vif et viande)	16,6	16,6	-0,1
Consommation contrôlée	188,5	188,2	-0,2

* Prévisions

Source : FranceAgriMer



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Cheptel ovin français : enquêtes de décembre

1000 têtes	2007	2008	2009	2010	2011	%11/10
Brebis laitières	1 284	1 271	1 307	1 324	1 298*	-2,0
Brebis viande	4 203	3 894	3 740	3 981	3 818*	-4,1
Total Brebis	5 486	5 165	5 046	5 305	5 116	-3,6
Agnelles saillies	787	723	723	782	719	-8,1
Total femelles saillies	6 274	5 888	5 770	6 087	5 835	-4,1
Agnelles non saillies	306	286	307	370	nd	
Autres ovins	1 705	1 541	1 452	1 466	nd	
TOTAL DES OVINS	8 285	7 715	7 528	7 922	7 634	-3,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Cheptel caprin français : enquêtes de décembre

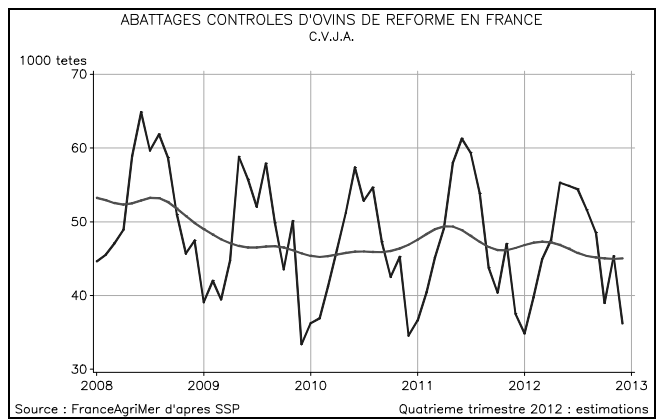
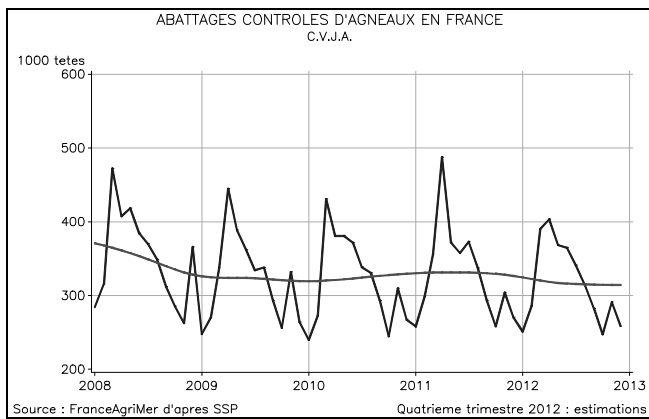
1000 têtes	2007	2008	2009	2010	2011	%11/10
Femelles saillies	1 074	1 073	1 132	1 308	1 253	-4,2
Autres caprins	176	194	186	129	129	0,0
TOTAL Caprins	1 250	1 267	1 318	1 438	1 382	-3,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages et production estimée

1000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Abattages Contrôlés (A)						
Agneaux	4 227	3 868	3 860	3 966	3 798	-4,2
Brebis	634	567	546	572	552	-3,5
Caprins	843	773	818	864	805	-6,8
Total	5 705	5 207	5 225	5 402	5 156	-4,6
Importations vifs (B)						
Agneaux	451	429	403	319	335	4,9
Brebis	60	63	53	28	38	35,6
Caprins	8	15	12	7	1	-91,2
Total	519	507	468	355	376	5,9
Abattages d'origine française (A-B)						
Agneaux	3 776	3 440	3 458	3 647	3 463	-5,0
Brebis	574	503	493	544	514	-5,5
Caprins	835	757	806	857	805	-6,1
Total	5 186	4 700	4 757	5 048	4 780	-5,3
Exportations vifs (C)						
Agneaux	690	687	643	638	538	-15,6
Brebis	68	72	103	112	77	-31,2
Caprins	3	2	2	2	5	138,4
Total	761	760	749	752	621	-17,3
Production contrôlée française (A-B+C)						
Agneaux	4 466	4 127	4 101	4 284	4 001	-6,6
Brebis	642	575	596	656	591	-9,9
Caprins	838	759	808	859	810	-5,7
Total	5 947	5 460	5 506	5 799	5 401	-6,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

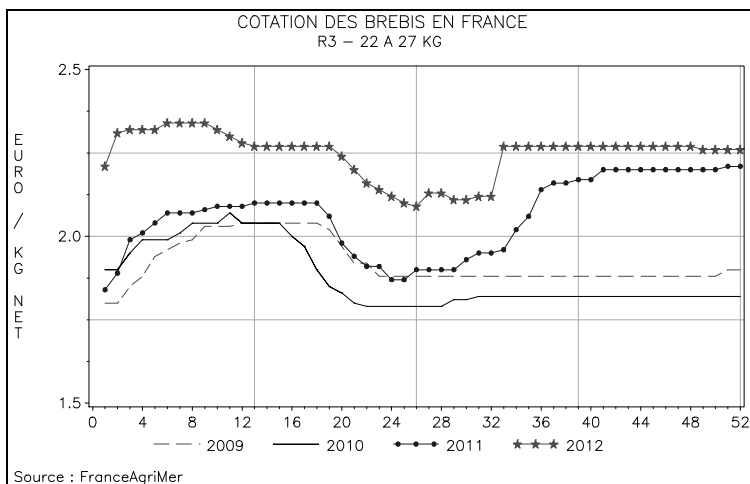
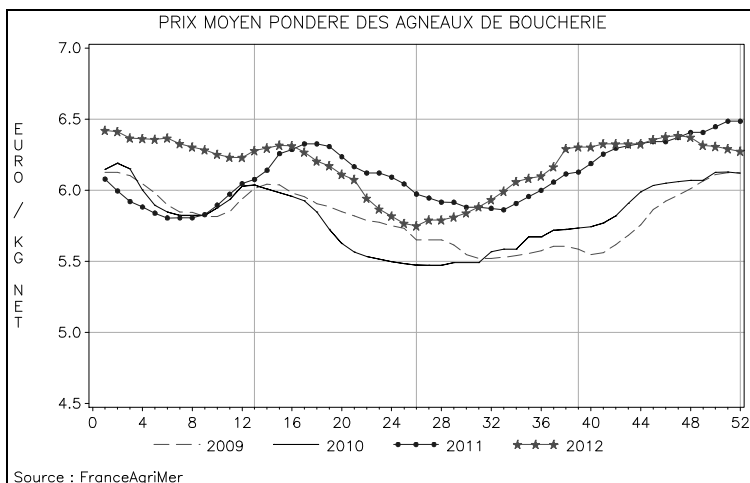


Les prix à la production

€/kg net	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Agneaux						
Prix moyen pondéré	5,64	5,82	5,81	6,10	6,18	1,3
PMP Rungis*	5,58	5,74	6,07	6,12	6,42	5,0
Brebis 22-27 kg / R3	1,86	1,92	1,88	2,06	2,25	8,9

* Cotation RNM

Source : FranceAgriMer

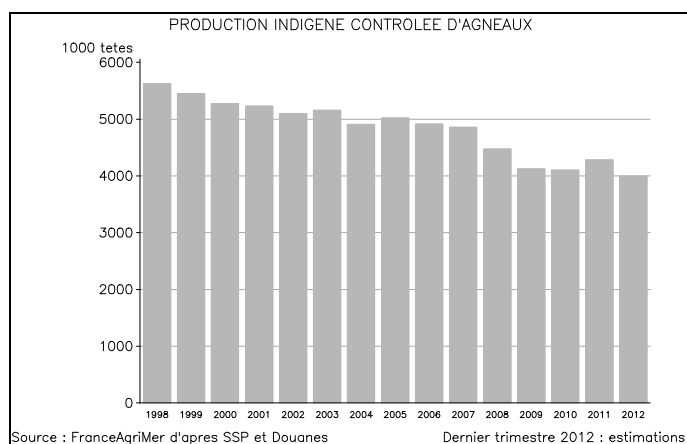
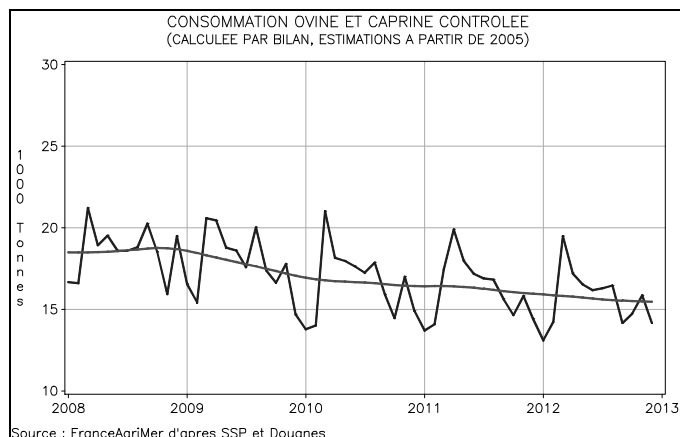
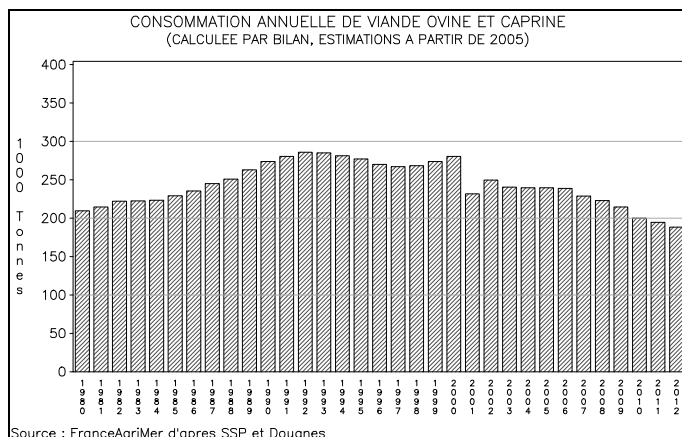


Bilan du secteur ovin et caprin

	2011		2012*		%12*/11	
	1000 têtes	1000 tec	têtes	tec	têtes	tec
Production contrôlée	5 799,3	96,3	5 401,3	92,3	-6,9	-4,1
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	751,7	7,7	621,5	6,1	-17,3	-20,6
Importations	354,9	4,1	375,9	4,1	5,9	-0,9
Solde	396,8	3,6	245,6	2,0	-38,1	-43,5
Abattages contrôlés	5 402,5	92,8	5 155,8	90,3	-4,6	-2,6
Commerce extérieur viande						
Exportations		11,0		10,5		-4,1
Importations		112,8		108,7		-3,7
Solde		-101,9		-98,1		-3,6
Consommation contrôlée		194,6		188,5		-3,2
Solde (production-consommation)		-98,3		-96,1		-2,2
Auto-provisionnement** (%)		49,5		49,0		-1,0

* Estimations ** Calculé à partir de la production et de la consommation contrôlées

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes



Le marché des équins en France

› Une forte croissance des abattages en 2012

Alors qu'en 2010 et 2011 la production et les abattages dans le secteur équin étaient restés stables (respectivement 26 000 têtes et 17 000 têtes), ils ont très fortement progressé en 2012 (+ 6,1 % et + 8,5 % en têtes). Cette évolution est uniquement le fait d'une croissance du prélèvement sur le cheptel équin français, les échanges d'animaux vivants ayant faiblement varié entre 2011 et 2012. En effet, le solde du commerce extérieur d'animaux vivants est passé de 7 370 têtes en 2011 à 7 400 têtes en 2012.

Simultanément, le poids moyen des animaux produits a diminué de près de 5 kg/tête pour atteindre 273 kg/tête. Au stade de l'abattoir, le poids moyen a diminué plus fortement, de près de 7 kg/tête (286 kg/tête), conséquence de l'importation d'animaux plus léger.

Dans un contexte de moindres disponibilités de viande sur le marché mondial (Argentine : - 10 %, Canada : - 10 %, Uruguay : - 20 % mais Mexique : + 46 %), il est probable que la filière équine française puise en France et dans l'Union européenne sur le stock d'animaux vivants disponibles, il est également possible que la part des chevaux lourds (race de trait) diminue au profit d'animaux légers. Malgré ce contexte de croissance de la demande, les prix à la production n'ont pratiquement pas progressé à l'exception des animaux laitons extra.

› Une légère amélioration du commerce extérieur français

En ce qui concerne les animaux vivants, les exportations ont légèrement progressé (+ 3 %), malgré un recul des ventes vers l'Italie, premier pays client de la France (- 17 %). Elles ont augmenté vers l'Espagne et d'autres marchés dans l'Union européenne. Les importations ont augmenté de 9 %, notamment en provenance de la Belgique (+ 50 %), celles en provenance de la Pologne ont diminué de près de 10 %. Les achats sur le marché espagnol se sont effondrés : ils ont été divisés par trois et portent sur moins de cent têtes. Ainsi, la dépendance de la France vis-à-vis de la Belgique s'est renforcée en 2012.

Le solde du commerce extérieur de viande, structurellement négatif, s'est amélioré principalement à la faveur d'une diminution des importations (- 11 %). Les exportations françaises de viandes, essentiellement tournées vers le marché communautaire, ont diminué de 6 %. Un recul est observé vers les deux principales destinations, la Belgique et l'Italie. Les importations ont diminué d'environ 10 %. À l'exception du Mexique et du Brésil où ils se sont maintenus, les flux en provenance des autres pays tiers ont diminué (Canada, Argentine, Uruguay). La Belgique, plateforme d'échanges, a maintenu ses flux sur le marché français. L'activité d'importations directes en provenance des pays tiers s'est donc amoindrie au profit de celle transitant par la Belgique.

› Une consommation très nettement orientée à la baisse

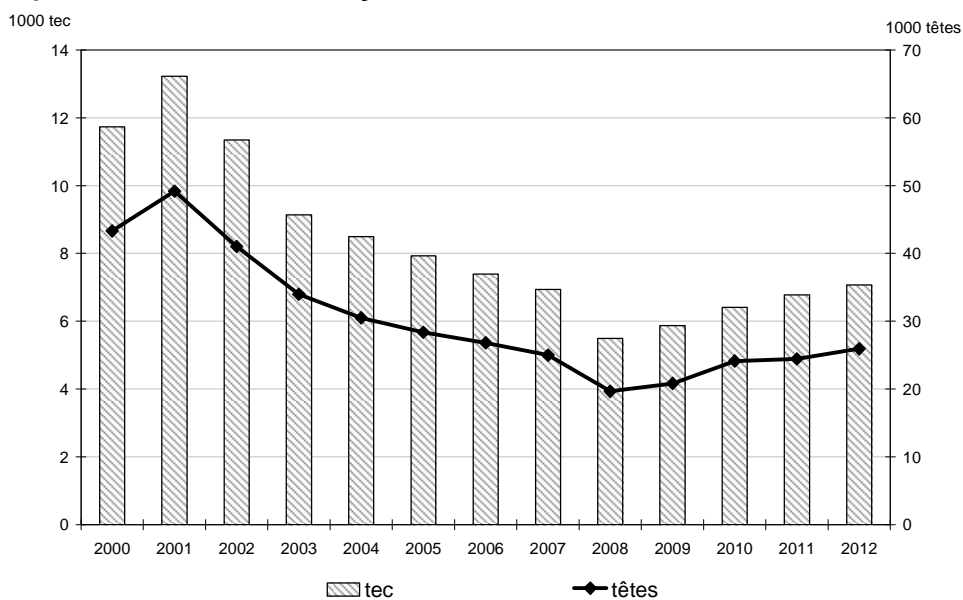
Mesurée par bilan, la consommation française de viande chevaline a diminué de près de 8 % en 2012. D'après Kantar Worldpanel, la consommation des ménages a diminué de près de 5 % et le prix moyen des achats a augmenté de 1 % par rapport à 2011. Ce recul de la consommation est comparable à celui de la filière veau (-4,4 %) ; la viande d'agneau a mieux résisté avec une baisse contenue à 1 %.

Le cheptel équin français dans les exploitations agricoles : enquête de décembre

1000 têtes	2007	2008	2009	2010	2011	%11/10
Chevaux de selle, sport, loisirs et course	357,0	357,6	358,5	359,7	361,0	0,4
Chevaux lourds	70,1	66,5	66,2	63,2	63,2	0,0
Ânes, baudets, mules, mulets et bardots	32,1	31,4	31,6	32,6	32,7	0,5
Ensemble Équidés	459,2	455,6	456,3	455,5	456,9	0,3

Source : FranceAgriMer d'après SSP

La production chevaline française



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Les prix à la production

€/kg	Animaux jeunes			Chevaux d'âge	
	Laitons extra	Poulains lourds extra	Poulains lourds bon	Races lourdes extra	Races légères extra
2007	2,91	2,77	2,43	1,82	2,56
2008	2,89	2,82	2,46	1,87	2,60
2009	2,37	2,53	2,23	1,73	2,45
2010	2,36	2,40	2,20	1,64	2,38
2011	2,47	2,59	2,28	1,59	2,45
2012	2,63	2,61	2,31	1,56	2,45
%12/11	+ 6,4	+ 0,8	+ 1,2	- 2,3	+ 0,1

Source : FranceAgriMer

Commerce extérieur de chevaux vivants

Têtes	2008	2009	2010*	2011	2012**	%12**/11
EXPORTATIONS	11 167	10 499	11 236	10 027	10 300	+ 2,7
Union européenne	10 404	9 898	10 372	9 221	9 000	- 2,4
<i>Italie</i>	7 396	6 770	7 140	6 662	5 500	- 17,4
<i>Espagne</i>	2 329	2 359	2 308	2 122	2 400	+ 13,1
Pays tiers	763	601	864	806	1 300	+ 61,3
<i>Suisse</i>	376	339	397	356	400	+ 12,4
IMPORTATIONS	7 718	5 173	4 220	2 656	2 900	+ 9,2
Union européenne	6 621	4 571	3 810	2 370	2 600	+ 9,7
<i>Belgique</i>	1 790	1 609	1 610	1 240	1 850	+ 49,2
<i>Pologne</i>	1 706	1 199	1 177	659	600	- 9,0
<i>Espagne</i>	1 391	1 198	518	221	80	- 63,8
Pays tiers	1 097	602	410	286	300	+ 4,9
<i>Suisse</i>	143	196	224	185	190	+ 2,7
<i>Argentine</i>	821	351	19	10	10	0
SOLDE	3 449	5 326	7 016	7 371	7 400	+ 0,4

* Les données ont été retraitées compte tenu d'aberrations constatées avec le Royaume-Uni.

** Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viande chevaline

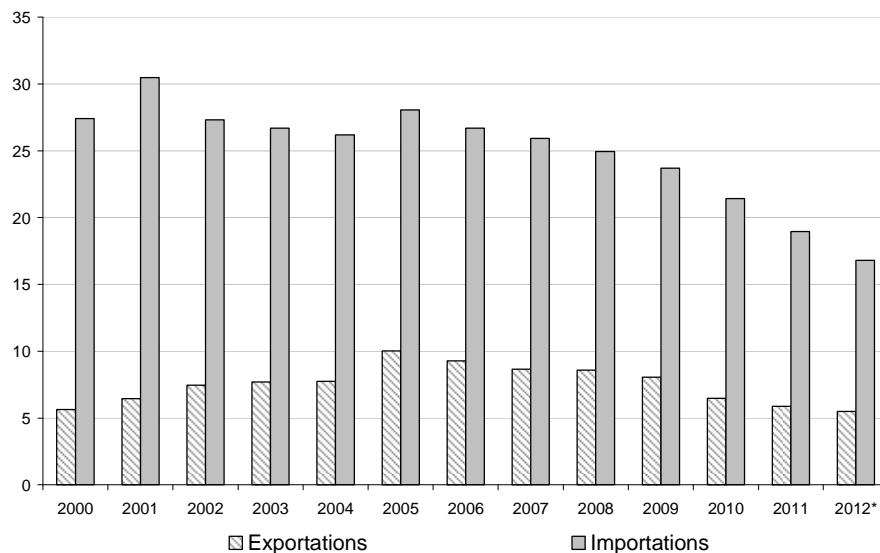
Tec	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
EXPORTATIONS	8 590	8 061	6 468	5 871	5 500	- 6,3
Union européenne	8 570	8 005	6 314	5 638	5 150	- 8,7
<i>Belgique</i>	5 950	4 453	3 475	2 857	2 600	- 9,0
<i>Italie</i>	2 527	3 227	2 682	2 640	2 300	- 12,9
Pays tiers	20	56	154	233	350	+ 50,2
IMPORTATIONS	24 950	23 696	21 423	18 965	16 800	- 11,4
Union européenne	6 313	6 070	7 202	7 297	6 400	- 12,3
<i>Belgique</i>	2 963	2 385	2 281	2 122	2 100	- 1,0
<i>Royaume-Uni</i>	1 158	1 571	2 315	2 432	2 000	- 17,8
Pays tiers	18 637	17 626	14 221	11 668	10 400	- 10,9
<i>Canada</i>	11 383	8 388	6 008	4 644	4 200	- 9,6
<i>Mexique</i>	1 325	1 976	1 940	1 744	1 750	+ 0,4
<i>Argentine</i>	2 778	3 352	3 278	2 542	1 700	- 33,1
<i>Uruguay</i>	1 417	2 148	1 944	1 843	1 700	- 7,7
<i>Brésil</i>	1 192	1 120	245	96	100	+ 4,4
<i>États-Unis</i>	6	13	3	5	8	+ 67,0
SOLDE	-16 360	-15 634	-14 955	-13 093	-11 300	- 13,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viande chevaline en volume

1000 tec



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Bilan annuel du secteur chevalin

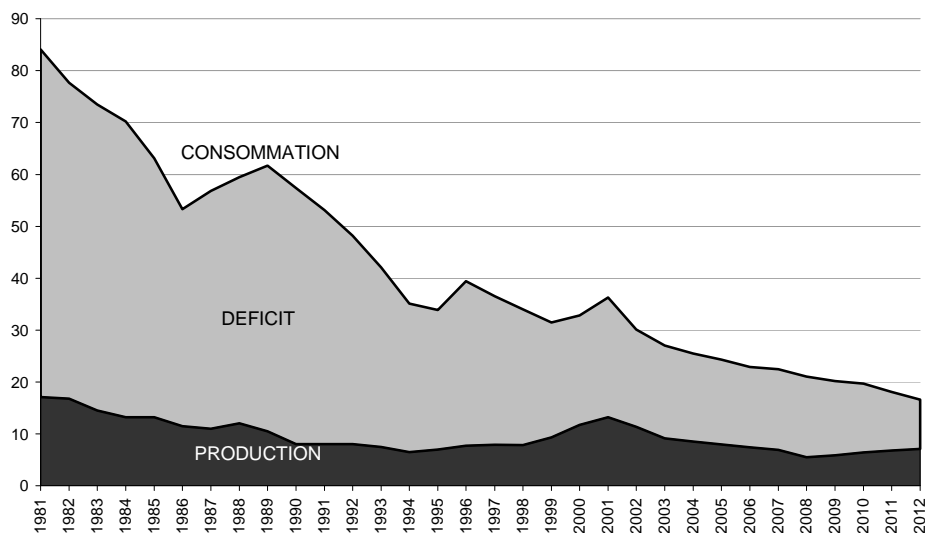
	2011		2012*		% 12*/11	
	têtes	tec	têtes	tec	têtes	tec
Production totale	24 439	6 776	25 925	7 070	+ 6,1	+ 4,3
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	10 027	2 420	10 300	2 460	+ 2,7	+ 1,7
Importations	2 656	640	2 900	690	+ 9,2	+ 7,8
SOLDE	7 371	1 780	7 400	1 770	+ 0,4	- 0,6
Abattages	17 068	4 996	18 525	5 300	+ 8,5	+ 6,1
Commerce extérieur viandes						
Exportations		5 871		5 500		- 6,3
Importations		18 965		16 800		- 11,4
SOLDE		-13 093		-11 300		- 13,7
Consommation totale		18 089		16 600		- 8,2
Solde Product. Consom.		-11 313		-9 530		- 15,8
Auto-provisionnement. (%)		37,5		42,6		

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Production et consommation françaises de viande chevaline

1000 tec



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

viandes blanches



Le marché du porc en France

› Le recul de la production française s'accroît en 2012

Les cheptels porcins enregistrent une baisse significative de leurs effectifs en 2012. Les données de l'enquête de mai présentent un recul de 3,2 % du cheptel reproducteur (- 37 000 têtes) par rapport à mai 2011 et un effectif total en baisse de 1,1 % (- 157 000 têtes).

La productivité des truies a peu évolué en 2012. L'amélioration des performances techniques des éleveurs a marqué le pas et n'a pas permis de compenser la baisse des effectifs reproducteurs. Après le léger recul en 2011, l'offre française chute en 2012 de 2,5 % par rapport à 2011, avec une production inférieure à 25 millions de porcs. Cette réduction de 640 000 porcs représente un volume de 37 000 tec.

Dans le contexte de décroissance de la production dans l'Union européenne, y compris au sein du bassin nord européen (Allemagne, Danemark, Pays-Bas et Belgique), la France conserve sa place de 3^{ème} producteur européen malgré la baisse de 1,8 % des tonnages produits. Toutefois, la production reste orientée à la hausse en Espagne (+ 2,7 %) et dans les pays anglo-saxons (Royaume-Uni + 2,3 % et Irlande + 4,5%).

› La valeur des exportations françaises atteint un nouveau record en 2012, malgré une baisse de l'activité sur les pays tiers

Les volumes exportés par la France en 2012 sont estimés à 796 000 tec, un niveau inférieur de 2 % à celui de 2011. L'année 2011 avait constitué une année record pour les opérateurs français. La hausse du prix du porc en 2012 a pénalisé le commerce français vers les pays tiers qui chute de 15 % par rapport à 2011. Les exportations de viandes fraîches et congelées ont reculé de 29 % vers la Russie, de 28 % vers la Corée du Sud, de 21 % vers la Chine et de 18 % vers le Japon.

Néanmoins, cette hausse des tarifs a abouti à une progression de la valeur globale des exportations françaises de porc de l'ordre de 6 % par rapport à 2011. Avec une hausse de 37 millions d'euros sur l'année 2012, les ventes françaises à l'étranger ont dépassé 1,4 milliard d'euros, un montant qui constitue un record pour la filière française.

En Europe, la baisse de la production a ouvert des opportunités pour les opérateurs français. La France a augmenté ses exportations vers l'UE de 2,4 % par rapport à 2011 et repris une partie des volumes qu'elle avait perdus l'année précédente. La France a développé ses ventes de viandes fraîches et congelées dans le bassin nord européen (Allemagne : + 32 %, Belgique : + 22 %, Pays-Bas : + 20 %). Néanmoins, elle perd encore des volumes sur ses principaux débouchés (Italie : - 8 %, Grèce : - 5 %, Royaume-Uni : - 6 %, Espagne : - 13 %), des pays qui ont été plus fortement impactés par la crise économique.

Le commerce des carcasses de porc au sein du marché communautaire se réduit chaque année au profit du développement d'un commerce de pièces. Les carcasses représentent encore plus de 10 % des volumes exportés par la France (84 000 tec en 2012), mais les ventes s'effritent chaque année (- 12 000 tec en 2012). Pour l'ensemble des viandes fraîches et congelées, la baisse des volumes exportés atteint 3,2 %. Les exportations de produits transformés enregistrent une baisse de 6 % par rapport à 2011 et reviennent au niveau de l'année 2010. Les expéditions de porcs vifs sont restées stables en 2012, après une baisse de près d'un tiers en 2011. Les ventes d'abats reculent en 2012 de l'ordre de 10 %, malgré une forte demande asiatique. La baisse des abattages en France réduit d'autant les disponibilités en abats pour l'exportation. Seul le commerce des graisses a progressé en 2012 de l'ordre de 10 % des volumes par rapport à 2011, plus particulièrement à destination du marché européen.

› Les importations françaises repartent à la hausse en 2012

Les importations françaises en 2012 sont estimées à 618.000 tec. Elles ont progressé de 1,9 % par rapport à 2011. La baisse de production en France a induit une légère hausse des importations de viandes porcines (+ 10.000 tec). Les importations de produits transformés ont poursuivi leur croissance sur le marché français. Leur volume atteint 171 000 tec en 2012 (+ 11 000 tec). Les importations de graisse ont baissé significativement, de l'ordre de 25 % par rapport à 2011.

Le premier fournisseur de la France est l'Espagne avec 293 000 tec de viandes expédiées en 2012 (+ 5,4 %) et 33 000 tec de produits transformés (+ 9,4%). Les opérateurs allemands, sont devenus les seconds fournisseurs du marché français et poursuivent leur croissance. Les importations 2012 en provenance d'Allemagne sont de 52 500 tec de viandes (+ 3,6 %) et de 66 500 tec de produits transformés (+ 9,8 %).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie et des produits transformés vendus en GMS et en RHF.

En valeur, les importations françaises ont donc fortement progressé en 2012 de 10 %. Le montant total est estimé à plus de 1,5 milliard d'euros pour l'année 2012. La hausse des importations, associée à la baisse des exportations entraîne une nette dégradation de la balance commerciale de la France. Le solde reste positif en volume avec + 178 000 tec (- 20 000 tec), mais négatif euros de l'ordre de 110 millions, soit une dégradation de 83 millions d'euros par rapport à 2011. Vis-à-vis des partenaires européens, la France présente un déficit commercial supérieur à 350 millions d'euros.

› **La consommation française recule modestement en 2012**

La consommation contrôlée, mesurée par bilan, est restée relativement stable en 2012, malgré une hausse des prix aux consommateurs. Selon les données du panel d'achats des ménages de Kantar Worldpanel, le prix moyen de la viande fraîche a progressé de 5 % pour le consommateur en 2012 et de 2,2 % sur les produits de charcuterie. Cette évolution des tarifs a entraîné un repli de 1,3 % des achats de viandes fraîches au profit de la volaille. Malgré une hausse régulière du prix des charcuteries, le consommateur continue de plébisciter leur consommation (+ 2,0 %).

Depuis dix ans, la consommation moyenne de porc par habitant en France diminue régulièrement. Avec la crise, la tendance s'est accentuée. Elle est passée de 34,4 kg/hab en 2007 à moins de 31,0 kg/hab en 2012.

› **De fortes tensions sur le marché des matières premières ont poussé le prix de l'aliment vers des niveaux record**

Le prix 2012 de l'aliment en France, calculé par l'IFIP selon une formule « porc en croissance » a atteint une moyenne sur l'année de 269 €/tonne, soit une hausse de 6 % par rapport à 2011. En fin d'année, le prix a même dépassé les 300 €/tonne. En comparaison, le prix moyen en 2010 était inférieur à 190 €/tonne.

Fin 2011, une sécheresse a touché le continent sud-américain et abouti à une baisse importante de la récolte de soja. Sur le marché mondial, le prix du soja a progressé de 40 % sur le 1^{er} semestre 2012. Au cours de l'été, le marché mondial des matières premières s'est encore tendu en raison d'une forte sécheresse aux Etats-Unis qui a impacté à la fois les cultures de maïs et celles de soja. Le prix du soja et du maïs ont atteint des valeurs records de l'ordre de 280 €/tonne pour le maïs et 550 €/tonne pour le soja. Enfin, les cours du soja se sont détendus avec l'arrivée de la nouvelle récolte en Amérique du nord. Les cours des céréales demeurent en fin d'année à des niveaux très élevés.

› **Le prix du porc à la production a progressé de 9,9 % en 2012**

Après une hausse en 2011, portée par l'explosion de la demande asiatique, le prix a progressé en 2012 du fait d'un contexte européen de réduction de l'offre, malgré la baisse des exportations françaises sur les pays tiers. La cotation classe E sur l'ensemble de l'année s'est établie à 1,61 €/kg, soit 0,14 €/kg de plus qu'en 2011 et 0,31 €/kg de plus qu'en 2010. Toutefois, cette hausse est restée contenue par la réduction des débouchés sur le marché mondial pour les opérateurs français. Un « creux » de production au 3^{ème} trimestre a entraîné un pic de prix important au mois d'octobre à 1,90 €/kg. Le prix est ensuite retombé, en raison d'une demande moins dynamique en fin d'année.

La hausse du prix du porc a été répercutée en partie sur les marchés des pièces avec une progression de l'indice du marché de Rungis de 9,6 % en 2012, de même ampleur qu'en 2011. L'évolution la plus importante concerne des pièces destinées à l'industrie de la transformation pour la fabrication de produits de saucisserie et des pâtés : la bardière (+ 23 %) et le hachage (+ 21 %). La forte demande à l'exportation a entraîné un doublement du prix de la bardière en deux ans. Le prix des pièces à plus haute valeur ajoutée (longe, jambon, poitrine) a relativement peu progressé en 2012 de l'ordre de 0,06 à 0,10 €/kg par rapport aux cours de 2011.

› Prévisions 2013

Les réductions de cheptel reproducteur identifiées par la dernière enquête indiquent pour 2013 une poursuite de la baisse de production porcine en France et en Europe. Les coûts production élevés (prix des céréales) et l'application de la nouvelle réglementation sur la conduite en groupe des truies gestantes devraient contraindre une partie des producteurs à réduire ou arrêter la production.

En considérant une baisse de l'offre européenne de l'ordre de 2 %, l'équilibre offre-demande devrait orienter le prix du porc à la hausse. Toutefois, l'impact négatif d'un prix du porc élevé sur la consommation intérieure et les débouchés à l'international devrait limiter cette progression entre 5 % et 10 %.

La demande mondiale en 2013 pourrait être moins dynamique pour les opérateurs français et européens à l'international en raison d'une parité euro/dollar peu favorable et d'un prix du porc nettement plus élevés que les concurrents américains. La baisse de la production en Europe pourrait permettre aux opérateurs français de compenser en partie un recul vers les pays tiers sur le marché communautaire.

Prévisions 2013

1000 tec	2012*	2013**	%13**/12*
Production	2 032,9	1 982,1	-2,5
Importations	617,9	646,8	+4,7
Exportations	796,3	777,3	-2,4
Consommation	1 854,6	1 851,6	-0,2

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Solde financier du commerce extérieur dans le secteur porcine

Millions d'euros	2008	2009	2010	2011	2012*	12*-11
Porcelets	-4,3	-5,5	-3,7	-4,1	-5,1	-1,0
Animaux de boucherie	89,6	91,9	91,2	76,9	59,8	-17,2
Viandes fraîches et congelées	114,6	41,0	33,1	100,2	58,1	-42,1
Conserves et VSSF	-209,3	-230,1	-222,9	-253,4	-282,5	-29,2
Graisses	36,8	31,3	34,9	52,5	59,6	7,2
SOLDE	+27,4	-71,5	-67,4	-27,9	-110,2	-82,3

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Bilan du secteur porc (hors abats)

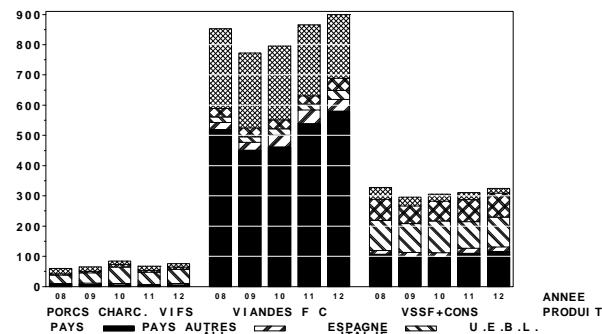
	2011		2012*		%12*/11	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	25 348,9	2 069,7	24 709,1	2 032,9	-2,5	-1,8
Commerce extérieur						
Animaux vivants de boucherie						
Exportations	625,9	78,4	632,0	80,2	+1,0	+2,3
Importations	102,5	8,9	108,9	9,8	+6,2	+10,1
SOLDE	+523,4	+69,5	+523,1	+70,4		
Abattages contrôlés	24 825,5	2 000,3	24 186,0	1 962,5	-2,6	-1,9
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		508,7		492,5		-3,2
Importations		396,4		406,2		+2,5
SOLDE		+112,2		+86,3		
VSSF et conserves						
Exportations		120,4		112,6		-6,5
Importations		160,1		171,1		+6,9
SOLDE		-39,7		-58,4		
Graisses						
Exportations		105,7		110,9		+4,9
Importations		40,7		30,9		-24,1
SOLDE		+64,9		+80,0		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation contrôlée		1 862,8		1 854,6		-0,4
Auto-approvisionnement %		111,1		109,6		

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP – Douanes françaises

Répartitions des exportations par pays

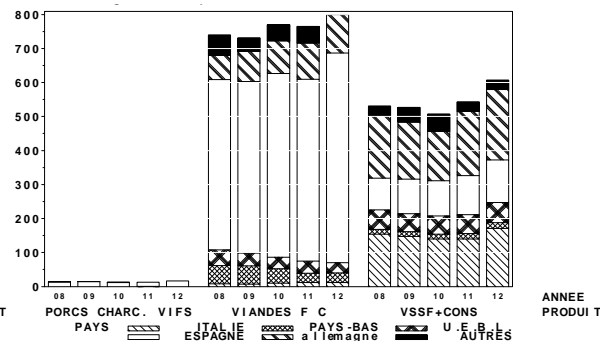
Millions d'€



Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Répartitions des importations par pays

Millions d'€



Commerce extérieur du secteur porcin

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations	804,4	790,8	807,1	813,1	796,3	-2,1
Porcs vivants	78,1	86,3	88,6	78,4	80,2	+2,3
Viandes fraîches et cong.	512,1	486,4	500,9	508,7	492,5	-3,2
<i>carcasses</i>	153,8	130,2	111,8	96,5	84,6	-12,3
<i>pièces</i>	358,4	356,1	389,2	412,1	407,9	-1,0
Prépa. et Conserves+VSSF	121,4	114,2	112,9	120,4	112,6	-6,5
Graisses	92,8	103,9	104,8	105,7	110,9	+4,9
Importations	620,7	605,4	614,1	606,2	617,9	+1,9
Porcs vivants	9,8	11,0	10,5	8,9	9,8	+10,1
Viandes fraîches et cong.	404,0	401,6	407,9	396,4	406,2	+2,5
<i>carcasses</i>	2,8	2,7	2,4	2,8	3,0	+7,1
<i>pièces</i>	401,1	398,9	405,5	393,7	403,2	+2,4
Prépa. et Conserves+VSSF	157,5	149,2	151,3	160,1	171,1	+6,9
Graisses	49,5	43,5	44,5	40,7	30,9	-24,1
SOLDE	+183,8	+185,4	+193,0	+206,9	+178,3	
Porcs vivants	+68,4	+75,3	+78,1	+69,5	+70,4	
Viandes fraîches et cong.	+108,2	+84,8	+93,0	+112,2	+86,3	
<i>carcasses</i>	+150,9	+127,6	+109,4	+93,8	+81,7	
<i>pièces</i>	-42,8	-42,8	-16,3	+18,4	+4,7	
Prépa. et Conserves+VSSF	-36,1	-35,1	-38,4	-39,7	-58,4	
Graisses	+43,3	+60,4	+60,3	+64,9	+80,0	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées

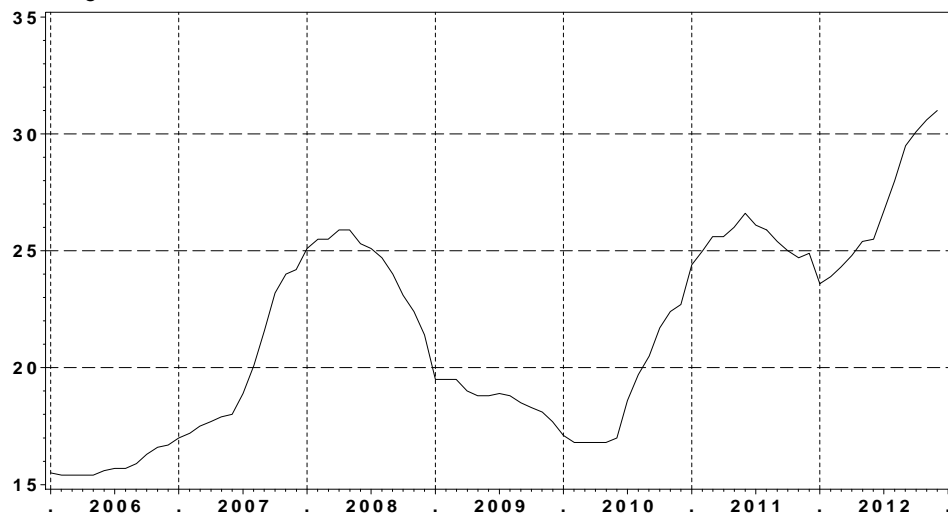
1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations totales	512,1	486,4	500,9	508,7	492,5	-3,2
Union européenne	408,8	404,8	396,5	384,0	392,5	+2,2
<i>Italie</i>	145,8	147,8	143,0	129,1	118,9	-7,9
<i>Royaume-Uni</i>	42,8	44,5	42,4	45,1	42,1	-6,7
<i>Grèce</i>	65,0	49,8	41,7	37,9	35,9	-5,3
<i>Allemagne</i>	18,5	19,4	20,8	18,5	24,6	+33,0
<i>Pays-Bas</i>	24,4	25,7	15,7	13,5	16,3	+20,7
<i>Espagne</i>	16,8	18,5	28,4	29,0	25,1	-13,4
Pays Tiers	103,3	81,6	104,4	124,7	100,0	-19,8
<i>Russie</i>	36,2	25,5	32,2	35,0	24,9	-28,9
<i>Corée du Sud</i>	16,9	14,2	14,8	16,9	12,2	-27,8
<i>Japon</i>	9,3	10,9	14,1	13,6	11,1	-18,4
<i>Philippines</i>	5,9	4,0	12,9	12,9	13,2	+2,3
<i>chine+hk</i>	17,7	13,1	14,6	29,1	23,0	+2,3
Importations totales	404,0	401,6	407,9	396,4	406,2	+2,5
Union européenne	393,1	401,0	407,8	396,3	406,1	+2,5
<i>Espagne</i>	268,2	279,4	287,9	277,8	292,8	+5,4
<i>Danemark</i>	11,2	11,3	10,5	17,3	15,7	-9,2
<i>Pays-Bas</i>	37,7	32,9	25,5	17,2	15,9	-7,6
<i>UEBL</i>	27,4	22,2	21,8	19,6	16,5	-15,8
<i>Allemagne</i>	35,2	43,7	45,5	50,7	52,6	+3,7
Pays Tiers	10,9	0,5	0,1	0,1	0,1	0,0
SOLDE	+108,2	+84,8	+93,0	+112,2	+86,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Le prix de l'aliment selon la formule porc en croissance IFIP

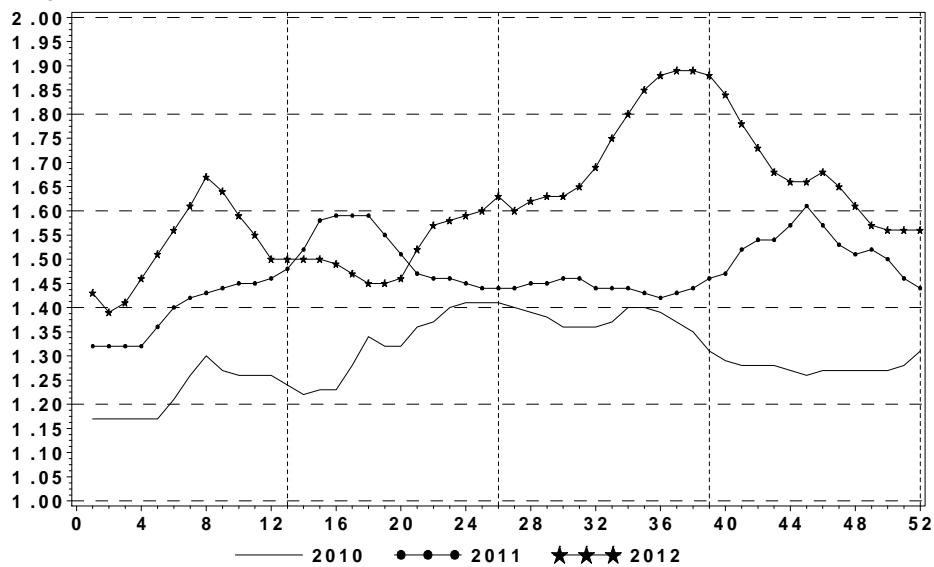
€/100kg



Source : Institut du Porc IFIP

Prix du porc charcutier classe E

€/kg carcasse



Source : FranceAgriMer

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Baisse significative de la production européenne en 2012

L'offre européenne a reculé de près de 1,5 % en 2012 par rapport à 2011. La production porcine qui est restée relativement stable au 1^{er} semestre, a fortement chuté au 3^e trimestre de l'ordre de 5 % par rapport à 2011. La hausse importante des coûts de production depuis 2 ans (prix de l'aliment) pèse sur la rentabilité des élevages.

Dans l'Union européenne à 27, après 2 années de croissance, les abattages ont reculé en 2012 de 1,4 %. En volume, la baisse représente 156 000 tec dans les nouveaux États membres et 129 000 tec dans l'UE à 15. Parmi les principaux producteurs en Europe, en 2012, seule l'Espagne parvient à développer sa production (+ 2,1 %). Les abattages sont stables en Belgique (+ 0,3 %), mais ils reculent nettement en Allemagne (- 2,0 %), en France (- 1,8 %), au Danemark (- 5,7 %), aux Pays-Bas (- 3,4 %) et en Pologne (- 5,8 %). Malgré le contexte difficile, les filières anglo-saxonnes maintiennent une croissance élevée avec un développement de la production porcine de l'ordre de 3,5 % au Royaume-Uni et en Irlande.

D'après les résultats de l'enquête cheptel du mois de mai 2012 réalisée dans l'UE, le recul de la production européenne devrait se poursuivre en 2013. La baisse des effectifs de truies est estimée à 3,4 % (- 460 000 truies) et aura un impact sur la production européenne sans amélioration significative des performances techniques des éleveurs en Europe.

› Les exportations européennes en 2012 se maintiennent à un niveau historiquement élevé

La hausse du prix du porc dans l'UE, a réduit la compétitivité de la viande européenne sur le marché mondial. Toutefois, l'impact sur les exportations européennes est resté modeste de l'ordre de 1 % en volume par rapport à 2011. Avec 2,7 millions de tec (hors abats) expédiées sur l'ensemble de l'année 2012, les ventes des opérateurs européens ont atteint une somme de 6 milliards d'euros, soit progression de 60 % du chiffre d'affaires des européens sur le marché mondiale depuis 2010.

Les difficultés rencontrées sur plusieurs destinations (Russie - 11 %, Corée du sud - 29 %, Hong Kong - 31 % et Philippines -25 %) ont été compensées par une forte croissance sur d'autres destinations (Ukraine + 45 %, Biélorussie + 16 % et Chine 47 %).

Les exportations sur le Japon, deuxième marché mondial derrière la Chine, sont restés stables (- 1 %).

En Corée du Sud, la demande en viande importée s'est considérablement réduite en 2012. La relance de la production nationale, après l'épizootie de 2010, a conduit les autorités sud-coréennes à ne pas renouveler les contingents d'importation à droit réduit, octroyés en 2011.

Les flux commerciaux vers la Chine ont évolué au cours de l'année 2012. Les importations chinoises de viandes et d'abats porcins, qui transitaient majoritairement via la région administrative spéciale de Hong Kong, en raison d'une législation moins restrictive, se sont progressivement orientées vers les autres ports chinois de la côte Est. Les autorités chinoises ont nettement accru leur vigilance sur le négoce hongkongais. Au final, les européens ont réussi à maintenir leurs parts de marché en Chine et même à développer leurs expéditions à destination de l'ensemble chinois de l'ordre de 10 %. L'union européenne est le premier fournisseur du marché chinois devant les Etats-Unis avec 280 000 tec de viandes et 690 000 tonnes d'abats exportées en 2012. La croissance rapide de la consommation de viande au sein de la population chinoise génère un déficit structurel croissant de la Chine. L'élevage de porc en Chine rencontre des difficultés pour accroître sa production sur un rythme aussi soutenu.

En Russie, les exportateurs nord-américains ont profité d'un prix plus faible pour poursuivre leur croissance sur le marché russe et prendre des parts de marché aux européens. Les exportations européennes de viandes ont baissé 44 000 tec en 2012. Toutefois, la demande en Russie reste forte. Une partie de l'approvisionnement du marché russe passe par l'intermédiaire de pays limitrophes. L'Ukraine et Biélorussie sont deux destinations où les exportations européennes ont fortement progressé (Ukraine + 62 % et Biélorussie + 15 %) et compensent pour moitié le recul des européens en Russie.

› **Nouvelle baisse des importations européennes de viande porcine**

Déjà très réduites, les importations de l'Union européenne ont continué de baisser en 2012, de l'ordre de 8 %. Elles représentent un volume inférieur à 40 000 tec, constitué pour moitié d'abats et pour le reste essentiellement de viandes congelées. La Suisse a exporté 19 000 t de produits porcins vers l'Union européenne (+ 3 %), essentiellement des abats. Le second fournisseur de l'Union européenne reste le Chili qui a exporté en 2012 pour 9 000 tec de viandes congelées.

› **Le commerce intra-communautaire, marque le pas en 2012**

Les volumes de viandes fraîches et congelées échangés au sein du marché communautaire sont proches de 5,3 millions de tonnes en 2012 (- 4,6 %), soit le quart de la production de l'Union européenne. Le recul de l'offre a réduit les disponibilités et limiter les échanges sur le marché communautaire.

Le principal exportateur sur le marché européen est l'Allemagne avec 24,5 % des volumes échangés, suivi du Danemark (14,5 %) et de l'Espagne (12,5 %). La part de marché de la France baisse régulièrement depuis plusieurs années, elle représente à peine 7 % du commerce européen total en 2012.

Les principaux pays importateurs sur le marché communautaire sont l'Allemagne et l'Italie. Leurs achats respectifs représentent chacun plus de 17 % du commerce européen de produits porcins. L'Italie est un marché nettement déficitaire alors que l'Allemagne compense sa forte activité à l'international (UE et marché mondial) par des achats massifs de viandes et de porcs vifs auprès des pays limitrophes et partenaires européens (Danemark, Pays-Bas et Belgique).

› **Le contexte économique difficile entraîne une contraction de la consommation européenne**

La consommation européenne de porc estimée par bilan a reculé en 2012 de 1,5 %. Elle représente 20 millions de tec, soit son niveau le plus bas depuis 10 ans. La baisse est relativement forte dans les NEM (- 5 %) et plus modérée dans l'UE à 15 (- 0,5 %).

Proche de 43 kg/an en 2007, la consommation moyenne par habitant en 2012 ne représente plus que 39 kg/an dans l'ensemble de l'UE à 27, soit une baisse de 8 % sur 5 ans. La crise économique en Europe pénalise significativement la consommation de viande dans l'ensemble de l'UE.

› **La réduction significative de la production européenne a orienté les cours du porc à la hausse sur le marché communautaire**

Le prix du porc sur le marché communautaire a progressé de 11,4 % en 2012 par rapport à 2011. Pour la deuxième année consécutive, le prix du porc en Europe connaît une hausse significative.

La forte demande chinoise a contribué sur le premier semestre 2012 à maintenir un prix du porc élevé sur le marché communautaire. Au second semestre 2012, l'écart de prix avec les cours de 2011 a atteint 15 %. Le recul de la production porcine européenne s'est accentué depuis l'été, entraînant de fortes tensions d'approvisionnement des abattoirs en Europe et une hausse rapide des cours du porc sur le marché communautaire.

Sur la fin de l'année, la hausse des cours a été contenue par le recul saisonnier de la demande de viande porcine.

› Prévisions 2013

L'équilibre offre-demande pourrait rester relativement tendu en 2013. La réduction de cheptel, induite par la hausse des coûts de production devrait se poursuivre en 2013 et peut-être s'accroître. Une partie des éleveurs ne devraient pas engager les travaux de mises aux normes de leur bâtiment choisir de stopper progressivement leur production au cours de l'année. Avec un recul de l'offre européenne qui pourrait atteindre 2 %, l'équilibre offre-demande restera tendu et devrait maintenir un prix européen du porc élevé pour l'année 2013.

Toutefois, le niveau de consommation sur le marché communautaire et les débouchés sur le marché mondial seront sensibles au niveau de prix du porc en Europe. La parité €/€ moins favorable aux opérateurs européens devraient également favoriser leurs concurrents nord-européens à l'exportation. Une demande moins dynamique dans l'UE et sur le marché mondial, pourrait limiter l'évolution des cours du porc en Europe à une hausse de l'ordre de 5 à 10 % par rapport à 2012.

Prévisions 2013 pour l'Union européenne à 27

1000 tec	2012	2013**	%13**/12
Production	22 786,4	22 330,7	-2,0
Importations	20,2	20,2	=
Exportations	2 731,4	2 463,4	-9,8
Consommation	20 075,2	19 887,5	-0,9

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Bilan dans le secteur porcin (hors abats)

1000 tec	UE à 27			
	2010	2011	2012	%12*/11
Production indigène brute	22 824,1	23 158,8	22 786,4	-1,6
Commerce extérieur anim. vivants				
Exportations	78,6	91,6	51,4	-43,9
Importations	0,2	0,1	0,1	0,0
Solde	78,4	91,6	51,3	-44,0
Abattages	22 745,7	23 067,2	22 735,2	-1,4
Commerce extérieur viandes				
Exportations	1 858,1	2 708,2	2 680,0	-1,0
Importations	28,9	22,3	20,1	-9,9
Solde	1 829,2	2 685,9	2 660,0	-1,0
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	-
Consommation	20 916,5	20 381,3	20 075,2	-1,5
Auto approvisionnement (%)	109,1	113,6	113,5	-0,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Cheptel de truies dans l'Union européenne

- enquêtes de mai -

1000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	%12*/11
Allemagne	2 368	2 307	2 243	2 194	2 172	-1,0
Autriche	302	299	292	281	274	-2,7
Belgique-Lux	548	544	532	522	517	-1,0
Danemark	1 303	1 345	1 323	1 264	1 236	-2,2
Espagne	2 562	2 498	2 521	2 425	2 358	-2,8
France*	1 210	1 184	1 158	1 144	1 107	-3,2
Italie	747	743	728	673	585	-13,1
Irlande	156	147	160	155	145	-6,6
Pays-Bas	1 080	1 120	1 090	1 105	1 065	-3,6
Royaume-Uni	477	490	501	506	516	+2,0
UE 15	11 543	11 463	11 347	10 991	10 664	-3,0
Hongrie	340	317	319	301	286	-5,0
Pologne	1 423	1 370	1 393	1 214	1 097	-9,6
Roumanie	377	367	360	350	360	+2,8
NEM 12	2 800	2 618	2 612	2 378	2 245	-5,6
UE 27	14 343	14 080	13 959	13 369	12 909	-3,4

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Abattages dans l'Union européenne

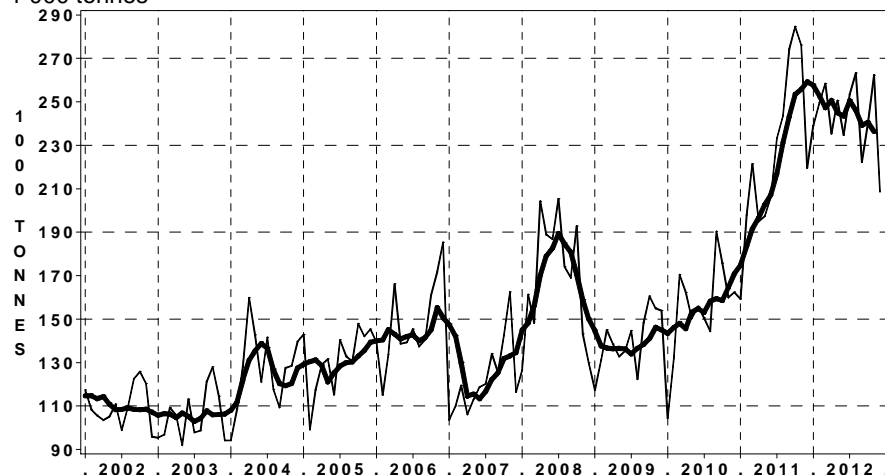
1000 tec	2007	2008	2010	2011	2012	%12*/11
Allemagne	5 015	5 141	5 463	5 615	5 503	-2,0
Autriche	531	526	542	544	532	-2,2
Belgique-Lux	1 073	1 066	1 133	1 118	1 121	+0,3
Danemark	1 802	1 707	1 668	1 723	1 625	-5,7
Espagne	3 439	3 484	3 369	3 469	3 564	+2,7
France	2 281	2 275	2 247	2 229	2 189	-1,8
Italie	1 603	1 606	1 633	1 573	1 631	+3,7
Irlande	205	202	214	234	244	+4,5
Pays-Bas	1 290	1 318	1 288	1 347	1 302	-3,4
Royaume-Uni	739	740	774	806	825	+2,3
UE 15	18 943	19 054	19 328	19 640	19 463	-0,9
Hongrie	562	530	452	433	390	-10,0
Pologne	2 091	1 888	1 850	1 904	1 793	-5,8
R. tchèque	360	336	291	275	251	-8,6
NEM 12	3 968	3 655	3 417	3 428	3 272	-5,0
UE 27	22 911	22 709	22 746	23 067	22 735	-1,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Évolution des exportations de l'Union européenne (hors vifs et abats)

1 000 tonnes



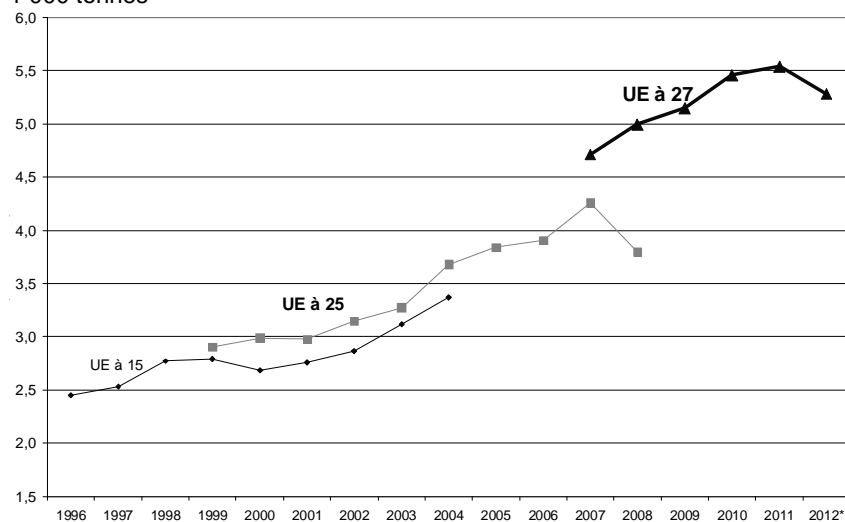
Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Les volumes correspondent à ceux de l'UE à 15 jusqu'en 2004 inclus.

De 2005 à 2006, il s'agit de l'UE à 25, puis à partir de 2007, de l'UE à 27.

Échanges intra communautaires de viandes fraîches et congelées de porc

1 000 tonnes

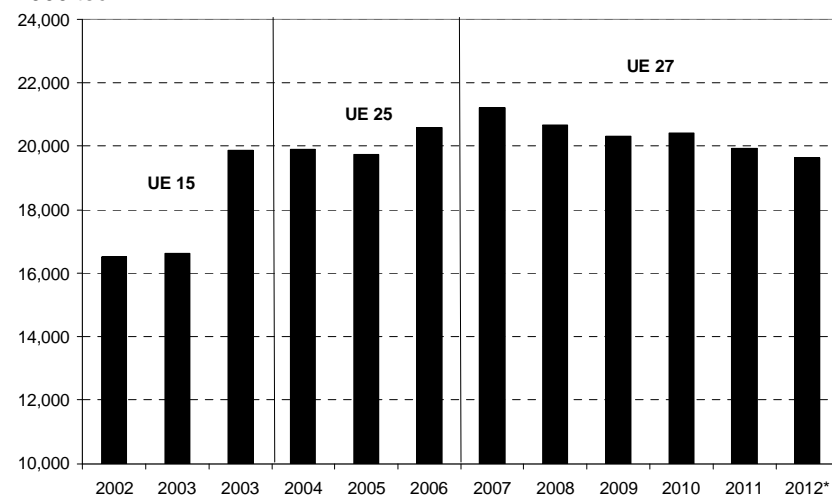


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Consommation de viandes de porc dans l'Union européenne

1 000 tec



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Le marché de la volaille de chair en France

› La filière avicole est fortement impactée par la flambée du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment

Entre les mois de janvier et de décembre 2012, les indices ITAVI coût matières premières de l'aliment volaille ont progressé de 28 à 37 % selon les espèces. Alors que les cours des matières premières (céréales, soja) s'étaient relativement détendus en 2011 après leur ascension débutée au second semestre 2010, les indices ITAVI ont rapidement retrouvé puis dépassé les niveaux atteints début 2011.

Cette nouvelle flambée a pour conséquence directe un renchérissement du coût de l'aliment, mais aussi du coût des poussins via les consommations d'aliment des reproducteurs. La progression globale du coût de production du vif induite par ces hausses est alors de l'ordre de 20 % sur l'année.

› La reprise de la production française de volaille en 2010 et 2011 a été stoppée en 2012

Sous l'impulsion d'une forte demande en viande de poulet dans les pays tiers et d'une progression de la consommation intérieure, la production française de volaille de chair s'était redressée de 2,0 % en 2010 (+ 35 milliers de tec) puis de 2,6 % en 2011 (+ 47 milliers de tec). En 2012, la tendance s'est retournée avec une baisse de 0,6 % par rapport à 2011. La production française de volaille est alors estimée à 1,85 million de tec.

Le secteur du poulet, ainsi moteur de la croissance en 2010 et 2011, a été le plus touché par le repli des volumes abattus (environ - 15 000 tec, soit - 1,4 %), avec à la fois une diminution des exportations et une diminution de la production destinée au marché intérieur.

En valeur relative, la production de pintade a enregistré la plus forte baisse (- 6,6 %) en raison d'un recul marqué des abattages entre avril et septembre.

Dans le secteur de la dinde, la croissance des abattages en volume en 2012 (+ 7 000 tec, soit + 1,8 %) masque en réalité une poursuite de l'érosion de la production, cette reprise étant liée à une nouvelle hausse des poids moyens d'abattage. Ainsi, après la pintade, la dinde est l'espèce pour laquelle la diminution relative du nombre de volailles abattues a été la plus forte en 2012.

Enfin, les abattages de canards ont eux aussi enregistré une évolution à la baisse (- 1,2 %), stoppant le retour à la croissance des deux dernières années. Elle résulte d'un repli de la production dans le secteur des palmipèdes gras, alors que les abattages de canards à rôtir se sont inscrits en légère hausse (+ 0,8 %).

› Les performances enregistrées à l'exportation en 2011 par la filière française n'ont pas été réitérées en 2012

Après deux années particulièrement favorables sur le plan des exportations, l'année 2012 a été marquée par un recul des ventes françaises de viandes et préparations de volaille. Elles sont cependant restées supérieures aux niveaux des années 2006 à 2010. Les volumes exportés, toutes destinations confondues, sont estimés autour de 641 000 tec, en baisse de 3,3 % par rapport à 2011 (mais encore supérieurs de 3 % aux volumes exportés en 2010).

Depuis 2008, les expéditions sur le marché intracommunautaire (40 % des ventes en 2012) sont sensiblement inférieures aux exportations à destination des pays tiers (60 %). Cette situation résulte à la fois d'un repli des expéditions vers l'UE au cours des dix dernières années et d'un retour à la croissance des exportations vers les pays tiers depuis la crise de l'influenza aviaire en 2006.

Sur le marché européen, alors que le rythme de décroissance des exportations avait ralenti récemment (- 7,0 % par an en moyenne entre 2000 et 2008, - 1,5 % par an entre 2008 et 2011), leur repli a été plus marqué en 2012. La hausse des coûts de production et la crise économique, mais aussi la concurrence d'autres Etats membres comme la Pologne, ou de pays tiers comme le Brésil et la Thaïlande, ont conduit à une diminution estimée à - 3,7 % des ventes françaises sur le marché intracommunautaire. La hausse des prix a cependant limité le repli des expéditions en valeur (- 1,4 %), qui demeurent ainsi supérieures aux exportations vers les pays tiers (57 % des ventes françaises, en valeur, ont été destinées au marché européen).

Sur les marchés pays tiers, la tendance à la hausse des exportations au cours des dernières années s'est inversée en 2012 ; elles sont en effet estimées en baisse d'environ 12 000 tec (- 3,1 %). Dans le

secteur du poulet, elles se sont stabilisées en valeur (+ 0,2 %), mais ont enregistré un repli de l'ordre de 2 % en volume (- 6 800 tec). En viande de dinde, les exportations se sont à nouveau contractées après une modeste reprise en 2011, elles ont néanmoins continué de progresser en valeur (- 16 % en volume, soit - 5 600 tec, mais + 11 % en valeur).

À destination du Proche et Moyen-Orient, les exportations de viande de poulet ont reculé sur l'Arabie Saoudite, le Yémen et Oman, mais cela a été compensé par une hausse des volumes vers les Emirats Arabes Unis. Ce sont principalement les ventes vers la Jordanie qui ont décroché (l'Irak a également été absente en 2012 alors qu'elle avait importé près de 3 000 tec de poulet français en 2011).

Vers la Russie, une progression marquée des exportations de viande de poulet a été enregistrée (+ 56 %, soit environ + 12 000 tec), elle a cependant été beaucoup plus limitée en valeur (+ 12 %). En effet, ce sont les ventes de viande séparée mécaniquement (VSM), produits à faible valeur, qui ont progressé, alors que les ventes de préparations ont reculé (depuis 2011, les ventes françaises de poulet vers la Russie ne sont plus constituées que de VSM pour environ 15 000 tec et 6,4 millions d'euros en 2011, et de préparations pour 5 500 tec et 18,2 millions d'euros).

En viande de dinde, les exportations s'étaient également développées vers la Jordanie en 2011, à hauteur de 2 600 tec ; celles-ci sont revenues à un niveau très faible en 2012. Les ventes vers la Russie, en déclin sur les dix dernières années, ont perdu près de 2 500 tec en 2012 pour ne plus s'élever désormais qu'à 1 600 tec (elles étaient encore d'environ 38 000 tec en 2005). De même qu'en viande de poulet, elles sont essentiellement constituées de VSM, dont les exportations ont chuté en 2012 ; néanmoins, une croissance des ventes d'autres produits de dinde (qui reste limitée à de très faibles tonnages), mieux valorisés, a été observée et explique la progression en valeur des exportations de viande de dinde vers la Russie en 2012. Compte tenu des évolutions sur le marché russe, l'Afrique subsaharienne est devenue le principal client de la France en 2009 pour les exportations de viande de dinde vers les pays tiers (62 % des volumes en 2012). Les ventes vers cette destination se sont stabilisées en tonnage et ont progressé en valeur.

Après deux années de modeste redressement sur le marché intracommunautaire (principalement lié à une croissance vers l'Espagne), les expéditions de viande de poulet se sont repliées de près de 2 % en 2012 (soit environ - 2 700 tec). Elles ont toutefois encore progressé en valeur. Les volumes ont principalement reculé sur l'Espagne (- 12 %), la République tchèque (- 58 %), la Belgique (- 8 %), les Pays-Bas (- 12 %) et la Roumanie (- 62 %).

En dinde, les ventes vers l'UE à 27 ont continué de s'affaiblir (- 3,8 %, soit - 3 000 tec) et leur recul a été plus marqué en valeur qu'en volume, contrairement au poulet. Jusqu'en 2005, l'Allemagne était le premier client de la France en viande de dinde ; mais avec une production intérieure en croissance, elle a fortement réduit ses achats en France jusque 2007. Parallèlement, l'Allemagne a lentement développé ses exportations de viande de dinde vers la France. Ainsi, en 2010, la France est devenue déficitaire en viande de dinde vis-à-vis de l'Allemagne (à partir de 2008 en valeur). Toutefois, on constate que les exportations françaises vers l'Allemagne sont relativement stables depuis 2007, autour de 13 000 tec ; en 2011 et 2012 elles se sont même plutôt inscrites en hausse avec une production allemande qui tend à stagner. Avec le déclin des ventes sur l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique sont devenues les deux premiers clients de la France en viande de dinde. Toutefois, les ventes faiblissent régulièrement sur l'Espagne au cours des dix dernières années et ont encore perdu plus de 2 000 tec en 2012 (- 16 %) pour s'établir à 11 800 tec. À partir de 2007, de même que sur l'Allemagne, le rythme de décroissance des expéditions vers la Belgique a également ralenti ; depuis, les volumes exportés sont de l'ordre de 22 000 tec et ont enregistré une hausse de 5,2 % (+ 1 100 tec) en 2012. En 2012, le repli des exportations françaises de dinde a donc surtout été lié à une nouvelle baisse sur l'Espagne, mais aussi sur le Royaume-Uni (- 2 900 tec, soit - 49 %), où la production de dinde tend à se redresser depuis 2010.

En raison de modifications dans les nomenclatures douanières début 2012 pour le canard et la pintade¹, il est difficile de comparer précisément les évolutions des échanges entre 2011 et 2012 pour l'ensemble canard d'une part, et l'ensemble pintade d'autre part. Néanmoins, par type de produits exportés, on constate en 2012 un repli des ventes de découpes désossées de canard-pintade d'environ 1 500 tec (- 8 %) sur l'Union européenne (Allemagne principalement) ; elles se sont également établies en repli de 1 100 tec sur les pays tiers (- 29 %). L'Allemagne, où les abattages de canards ont progressé en 2012, a aussi réduit ses achats de canards entiers en France. Avec des baisses également enregistrées sur le Danemark ou encore la Belgique, les ventes françaises de canards entiers se sont ainsi repliées d'environ 1 300 tec sur le marché européen (- 15 %). Les exportations de carcasses de pintades ont quant à elles progressé vers le Royaume-Uni (1^{er} client) mais ont diminué vers l'Allemagne et la Belgique, entraînant une baisse globale des ventes sur l'UE de l'ordre d'une centaine de tonnes (environ - 4 %).

1. Auparavant, les produits découpés de canard et de pintade n'étaient pas individualisés ; désormais, les échanges de découpes de pintade sont connus, mais sans dissocier le frais et le congelé.

Enfin, les exportations de préparations à base de viande de volaille autres que poulet et dinde ont diminué d'environ 1 900 tec (- 27 %) vers l'UE pour s'établir à près de 5 300 tec ; le principal client de la France pour ces produits, l'Espagne, a fortement réduit ses achats (- 45 %).

› **L'excédent commercial français en viande de volaille est reparti à la baisse en 2012 en raison du repli des exportations vers les pays tiers, mais surtout avec le renforcement des importations en provenance de l'UE à 27**

D'environ 200 000 tec au début des années 2000, les importations françaises de viandes et préparations de volaille se sont élevées à près de 506 000 tec en 2012 (+ 4,3 % par rapport à 2011, soit + 20 600 tec). En valeur, alors qu'elles représentaient un peu moins de 300 millions d'euros en 2000, elles ont atteint plus de 1 milliard d'euros en 2012. Ainsi, l'écart avec les exportations a continué de se réduire ; en 2012, il n'est plus que d'environ 170 millions d'euros (encore à la faveur des exportations), contre 1 160 millions d'euros en 2000.

En volume, le solde des échanges français de viande de volaille s'est établi autour de 135 000 tec en 2012 (+ 725 000 tec en 2000) ; il reste positif avec un excédent de 347 000 tec vis-à-vis des pays tiers, qui compense le déficit de 212 000 tec vis-à-vis de l'UE à 27.

L'excédent français en viande de volaille se contracte donc de plus en plus. Entre 2000 et 2012, il a reculé de 15 % par an en valeur et de 13 % par an en volume. Sur cette période, seul le solde de 2011 a été en hausse, grâce au dynamisme des exportations de poulet vers les pays tiers.

Les importations françaises ont pour principale origine le marché intracommunautaire (93 % des approvisionnements en 2012). L'accroissement des importations en 2012 a été principalement lié à une augmentation des achats de découpes congelées de poulet en provenance des Pays-Bas (+ 34 %), de Pologne (+ 40 %) et d'Allemagne (+ 37 %). Les importations de viande de dinde ont quant à elles progressé de 5 % en provenance de l'UE à 27 (+ 1 900 tec, avec des achats qui ont aussi augmenté en provenance d'Allemagne et de Pologne), mais se sont à nouveau repliées en provenance du Brésil (- 56 %, soit - 2 300 tec). Les achats de viande de poulet au Brésil ont également reculé (- 6,5 %, soit - 1 200 tec) ; ceci n'a été que faiblement compensé par une croissance des importations en provenance de Thaïlande (+ 19 %, soit + 1 500 tec).

› **Une progression de la consommation française de viande de volaille en 2012, soutenue par la croissance des importations**

En 2011, d'après les résultats du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, avec un prix moyen d'achat qui avait augmenté de 5,7 %, les achats des ménages français de viandes et élaborés de volaille frais s'étaient repliés de 1,6 % par rapport à 2010. Ils étaient néanmoins restés supérieurs de 3,7 % à ceux de 2009. En 2012, alors que le prix moyen a continué de progresser (+ 2,2 %), les achats des ménages ont retrouvé une évolution positive (+ 2,3 %).

Dans un contexte économique difficile et avec une augmentation des prix, la viande de volaille est privilégiée face aux viandes de boucherie plus onéreuses. Elle est ainsi la seule viande dont les volumes achetés par les ménages ont progressé en 2012. Les achats de viande fraîche de porc ont bien résisté au cours des trois premiers trimestres mais ont finalement enregistré un repli de 1,3 % sur l'année avec un prix moyen d'achat en hausse de 5,1 %. Celui-ci s'est établi à 6,93 €/kg en moyenne sur l'année, soit moins cher que la viande de volaille dans son ensemble (7,65 €/kg pour l'ensemble volaille et élaborés frais), mais plus cher que le poulet (6,40 €/kg).

Dans l'univers volaille, les achats des ménages des viandes les plus coûteuses (magret de canard, pintade, élaborés) ont toutefois progressé. De même, si les achats de viande de poulet ont augmenté (+ 0,7 %), cela a été lié à une hausse des achats de poulet entier label rouge (+ 4,5 %), alors que les achats de poulet entier standard ont reculé (- 4,2 %). Le poulet entier label reste cependant moins cher que la viande de porc et moins cher que les découpes de poulet ou de dinde, dont les achats ont diminué.

La consommation française totale de viande de volaille, calculée par bilan, est quant à elle estimée en hausse de 2,0 % en 2012, évolution similaire à celle des achats des ménages. C'est la consommation de viande de dinde qui aurait le plus progressé en valeur relative, en lien avec une progression de la production en volume et un repli des exportations. Cette croissance serait le fait de la RHD, les achats des ménages ayant reculé de 1,9 %. La consommation totale de viande de poulet est évaluée en hausse

de 2,2 %. Alors que les abattages destinés au marché intérieur se sont repliés (- 0,9 %), la progression de la consommation française de viande de poulet a résulté exclusivement de l'accroissement des importations.

› **Prévisions 2013**

En 2012, alors que la production française a reculé, la production de volaille dans les autres principaux pays producteurs de l'UE a continué d'augmenter malgré la hausse des coûts de production. Même si elle pourra n'être que limitée, une nouvelle progression de la production européenne devrait avoir lieu en 2013 et contribuerait à la fois à l'augmentation des importations de la France et au recul de ses expéditions sur le marché intracommunautaire, concurrencées également par des approvisionnements européens en croissance en provenance de Thaïlande.

En raison de deux baisses successives des restitutions en octobre 2012 et janvier 2013 dans la filière poulet export, d'une demande mondiale impactée par la hausse des prix, d'une parité euro/dollar peu favorable aux exportateurs français et européens, d'une hausse des taux de fret, un retour à la croissance des exportations françaises vers les pays tiers en 2013 est difficilement envisageable.

Nouveau développement des importations, recul des exportations et coûts de production toujours élevés sont autant de facteurs défavorables, qui continueraient de mettre en difficulté les opérateurs des filières avicoles françaises en 2013.

Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1000 tec	2011	2012*	%12*/11
Production	1 865	1 855	-0,6
Abattages	1 821	1 805	-0,8
Commerce extérieur viandes			
Exportations	663	641	-3,3
Importations	485	506	+4,3
Solde	+178	+135	
Variations de stock	+4	-0	
Consommation **	1 638	1 671	+2,0
Auto approvisionnement %	113,8	111,0	

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

* Estimations ** Calculée par bilan

Prévisions 2013

1000 tec	2012*	2013**	%13**/12*
Production	1 855	1 825	-1,6
Importations	506	536	+5,9
Exportations	641	611	-4,7
Consommation	1 671	1 701	+1,8

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

* Estimations ** Prévisions

Production indigène brute de volaille en France

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
VOLAILLE	1 857	1 783	1 818	1 865	1 855	-0,6
Poulet	1 014	1 008	1 046	1 096	1 087	-0,8
Dinde	456	423	409	405	412	+1,7
Canard	264	235	240	243	240	-1,3
Pintade	45	41	40	39	36	-6,6
Autres espèces avicoles	78	75	84	82	79	-3,1

Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

Consommation indigène brute de viande de volaille en France

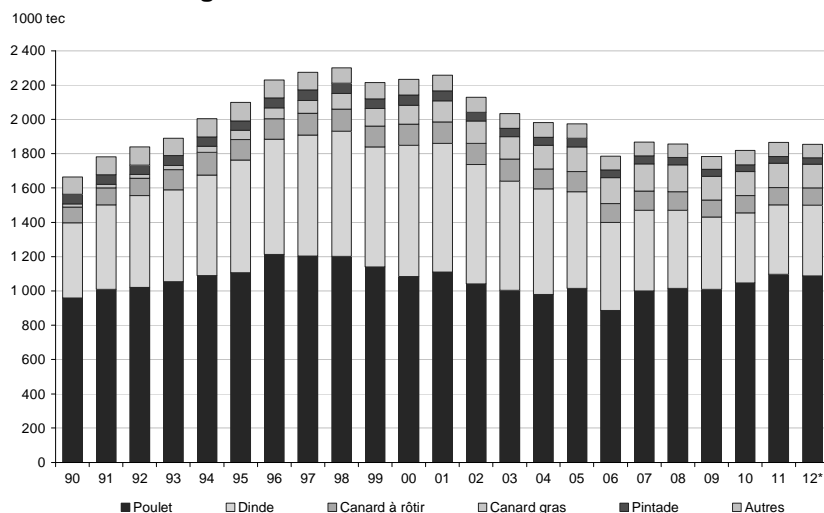
1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
VOLAILLE	1 571	1 540	1 616	1 638	1 671	+2,0
Poulet	896	925	970	989	1 010	+2,2
Dinde	335	304	324	326	341	+4,7
Canard	218	195	199	203	202	-0,7
Pintade	42	39	37	36	34	-6,3

Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

NB : En 2012 ont été créées des nomenclatures douanières spécifiques aux découpes de pintade et de canard. Auparavant, les deux n'étaient pas dissociées et les volumes correspondants étaient tous affectés à la viande de canard. En 2012, cela fait « apparaître » des exportations de découpes de pintade de l'ordre de 4 000 tec qui rendent l'établissement d'un bilan (calcul de la consommation) délicat...Pour ne pas créer de rupture de série dans les bilans 2011 et 2012, les exportations de découpes de pintade en 2012 ont été réaffectées à la viande de canard. Lors de l'établissement du bilan 2013, l'ancien et le nouveau calcul pourront être présentés, afin de pouvoir comparer 2012 et 2013 sur la base des nouvelles informations.

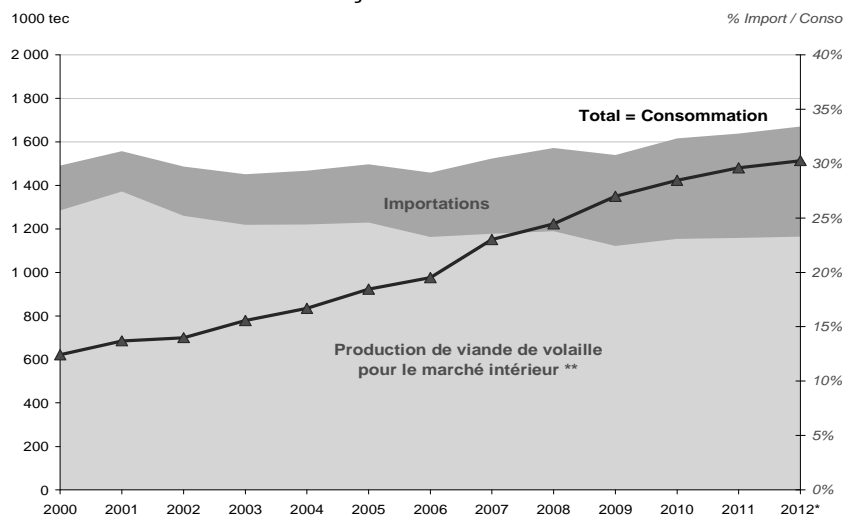
Production indigène brute de volaille en France



Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viande de volaille



* Estimations ** Abattages - exportations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Achats de viande de volaille par les ménages français

	Tonnage %12/11	Prix moyen	
		€/kg	%12/11
VOLAILLE + ELABORES FRAIS	+2,3	7,65	+2,2
Poulet	+0,7	6,40	+2,2
PAC	+1,7	4,96	+3,0
Découpe crue nature	-0,9	7,18	+1,8
Dinde	-1,9	8,37	+2,0
Canard	+6,9	11,43	+1,9
Pintade	+1,2	8,68	+4,0
Autres volailles	+22,2	8,34	+1,7
Elaborés de volaille (hors charcuterie)	+3,2	8,42	+0,8

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Structure des échanges français de viande de volaille - En volume

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations	610,3	603,8	622,0	663,1	641,0	-3,3
Union européenne	281,7	278,3	274,4	269,4	259,4	-3,7
Viandes fraîches	110,5	107,6	108,0	109,7	106,2	-3,2
Viandes congelées	105,3	107,8	108,2	104,8	98,0	-6,5
Préparations	63,6	60,6	56,0	52,8	53,2	+0,8
Volailles saumurées	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	-3,1
Pays tiers	328,6	325,5	347,5	393,7	381,5	-3,1
Viandes fraîches	8,7	11,1	14,2	13,1	14,2	+7,7
Viandes congelées	310,2	303,7	323,2	370,1	357,0	-3,5
Préparations	9,4	9,5	8,1	10,1	10,2	+0,8
Volailles saumurées	0,4	1,2	2,1	0,4	0,2	-39,9
Importations	384,3	415,5	460,0	485,1	505,7	+4,3
Union européenne	342,5	371,5	424,1	448,0	471,1	+5,1
Viandes fraîches	153,0	178,2	212,2	223,9	214,2	-4,3
Viandes congelées	147,9	158,3	177,3	185,5	212,9	+14,8
Préparations	38,4	32,7	32,4	35,8	40,6	+13,4
Volailles saumurées	3,2	2,4	2,3	2,8	3,7	+30,8
Pays tiers	41,8	43,9	35,9	37,0	34,7	-6,3
Viandes fraîches	0,4	0,9	0,4	0,3	0,5	+75,1
Viandes congelées	16,9	16,7	13,8	17,0	14,3	-15,8
Préparations	21,8	23,5	18,7	16,9	15,0	-11,2
Volailles saumurées	2,7	2,9	3,0	2,8	4,8	+71,5

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

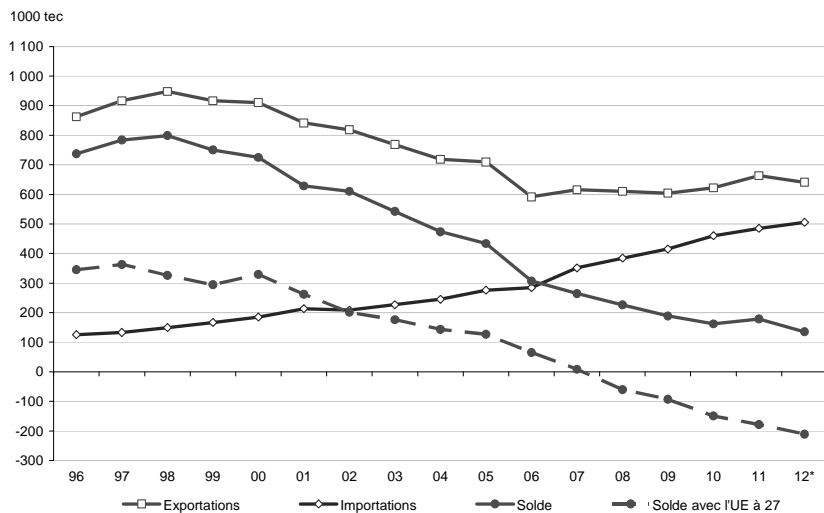
Structure des échanges français de viande de volaille - En valeur

Millions €	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations	1 108,6	1 011,3	1 065,5	1 220,8	1 220,1	-0,1
Union européenne	733,7	668,9	659,1	710,5	700,8	-1,4
Viandes fraîches	337,2	306,0	310,3	336,5	328,9	-2,3
Viandes congelées	205,9	177,6	170,8	187,7	173,5	-7,6
Préparations	184,0	178,1	170,3	178,4	191,3	+7,2
Volailles saumurées	6,6	7,2	7,7	8,0	7,3	-8,7
Pays tiers	374,9	342,4	406,4	510,2	518,9	+1,7
Viandes fraîches	31,0	32,0	40,9	42,2	46,6	+10,3
Viandes congelées	310,3	278,2	336,3	433,6	438,5	+1,1
Préparations	32,4	30,8	27,6	33,2	33,2	+0,0
Volailles saumurées	1,2	1,3	1,6	1,3	0,8	-33,7
Importations	721,2	752,5	844,1	982,2	1 050,5	+7,0
Union européenne	637,5	667,8	768,1	896,6	967,4	+7,9
Viandes fraîches	293,0	325,2	388,0	464,5	485,7	+4,6
Viandes congelées	225,3	237,8	275,7	308,7	345,5	+11,9
Préparations	112,2	100,5	99,7	117,3	128,7	+9,8
Volailles saumurées	7,0	4,4	4,8	6,2	7,7	+24,9
Pays tiers	83,7	84,7	76,0	85,6	83,3	-2,6
Viandes fraîches	1,1	2,1	1,0	0,9	1,4	+55,5
Viandes congelées	32,3	29,6	27,8	35,3	30,6	-13,3
Préparations	45,3	47,8	41,7	43,6	42,2	-3,4
Volailles saumurées	4,9	5,3	5,6	5,8	9,2	+60,1

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

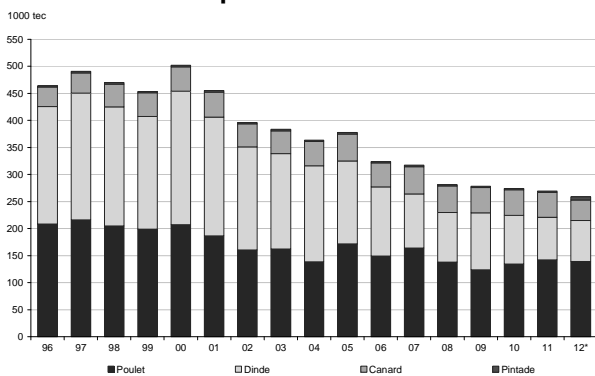
Commerce extérieur français de viande de volaille



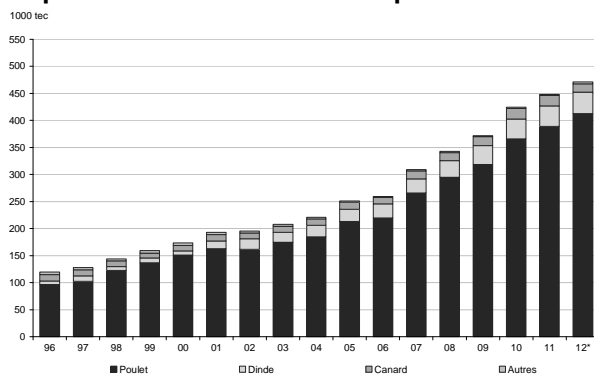
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

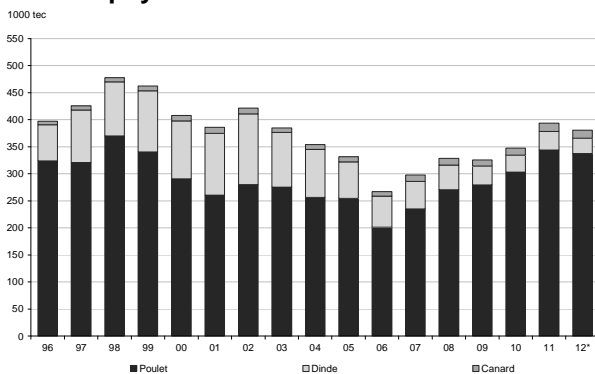
Exportations françaises de viande de volaille vers l'Union européenne



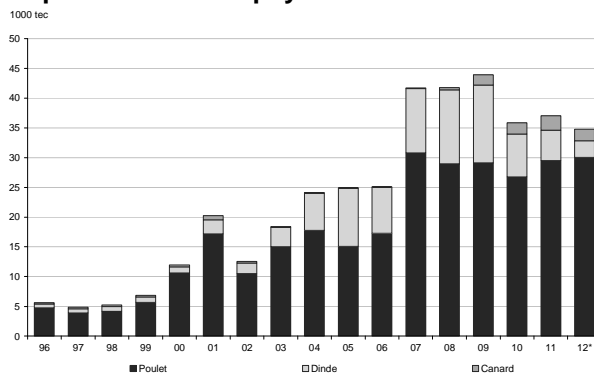
Importations françaises de viande de volaille en provenance de l'Union européenne



Exportations françaises de viande de volaille vers les pays tiers



Importations françaises de viande de volaille en provenance des pays tiers



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

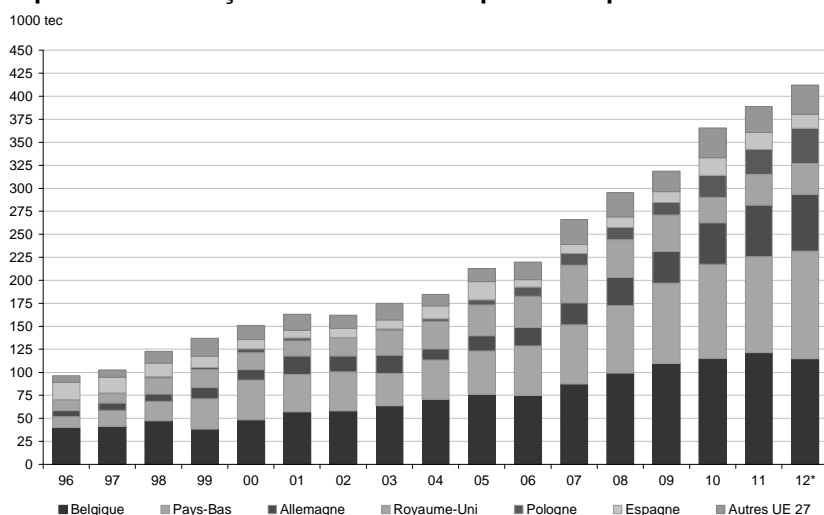
Commerce extérieur français de viande de poulet avec l'Union européenne

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations	138,0	124,2	134,4	142,2	139,5	-1,9
Espagne	21,6	22,3	26,5	32,4	28,5	-12,1
Royaume-Uni	32,4	27,1	22,3	23,7	24,8	+5,0
Belgique	16,9	16,7	17,7	17,5	16,0	-8,5
Allemagne	17,9	12,7	16,0	19,9	20,6	+3,8
Pays-Bas	13,1	10,0	11,6	10,2	8,9	-12,4
Italie	9,0	6,1	9,0	9,1	10,1	+11,2
Importations	295,1	318,8	365,7	388,8	412,3	+6,0
Belgique	99,2	109,9	115,1	121,2	114,8	-5,3
Pays-Bas	73,2	86,9	102,1	104,4	116,8	+11,9
Allemagne	30,7	34,5	45,2	56,3	61,9	+9,9
Royaume-Uni	41,2	39,7	27,7	33,0	33,6	+1,6
Pologne	13,1	13,7	23,8	27,4	38,3	+39,9
Espagne	11,6	11,5	19,3	18,3	15,4	-15,9
SOLDE	-157,1	-194,7	-231,3	-246,6	-272,8	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

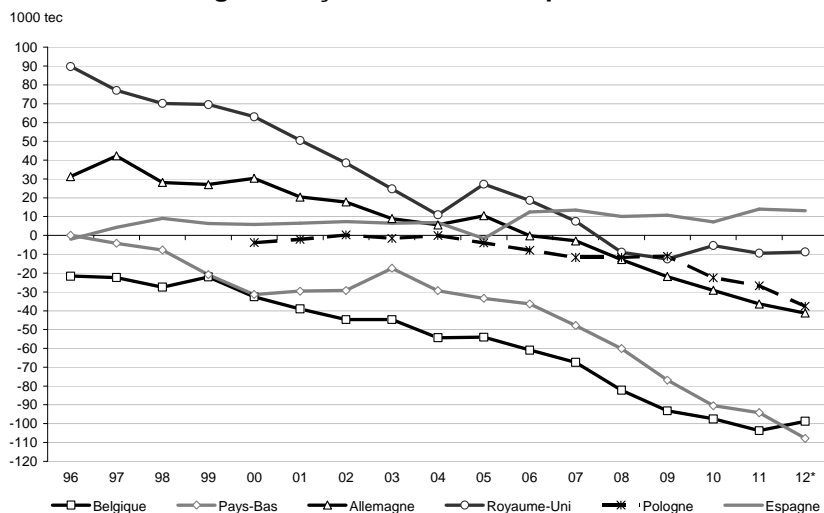
Importations françaises de viande de poulet en provenance de l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Solde des échanges français de viande de poulet avec l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Exportations	91,5	104,9	90,2	78,7	75,7	-3,8
Belgique	22,5	22,0	22,1	21,2	22,3	+5,2
Espagne	23,3	23,4	17,9	14,0	11,8	-15,9
Allemagne	14,0	13,9	12,1	12,8	12,9	+0,6
Royaume-Uni	5,1	6,7	7,1	6,0	3,1	-48,6
Grèce	5,5	7,8	6,9	3,6	3,7	+2,6
Pays-Bas	4,1	2,6	2,8	3,0	2,9	-4,5
Italie	2,5	3,0	2,7	1,1	1,5	+33,6
Danemark	2,7	3,1	2,2	1,8	2,1	+13,2
Importations	30,4	34,5	36,8	37,8	39,7	+5,1
Allemagne	11,1	11,0	12,3	14,3	15,6	+8,8
Italie	7,8	6,5	6,9	5,9	5,5	-7,4
Pays-Bas	3,4	7,5	4,7	4,2	3,8	-10,0
Espagne	1,2	1,6	3,5	3,8	4,2	+10,1
Belgique	2,7	2,4	2,3	2,4	2,3	-6,8
Royaume-Uni	1,0	1,2	1,8	1,7	1,5	-12,2
Pologne	1,8	1,9	2,6	3,3	4,6	+40,0
SOLDE	+61,2	+70,4	+53,4	+40,9	+36,0	

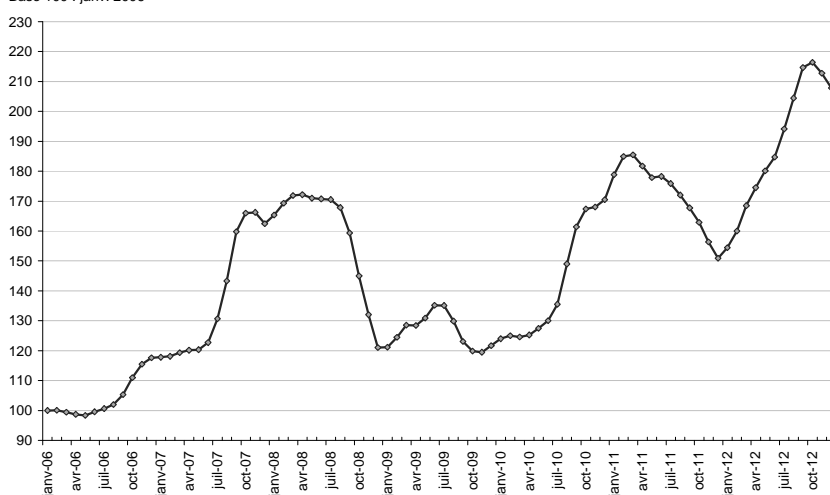
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Indice ITAVI coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2006



Source : FranceAgriMer d'après ITAVI

Le marché de la volaille de chair dans l'Union européenne

› Le contexte mondial du marché de la volaille en 2012

En 2012, les filières avicoles européennes et, plus globalement, mondiales ont subi une nouvelle flambée du cours des matières premières de l'aliment. En raison de difficultés à répercuter ces hausses en aval, les marges des opérateurs ont été réduites et les ont conduit à limiter la croissance de leur production, voire à la diminuer. Cela a été le cas notamment du Brésil et des Etats-Unis ; ainsi, selon l'Ubabef, la production brésilienne de volaille a reculé de plus de 2 % en 2012.

La croissance de la demande mondiale en produits avicoles, plus compétitifs en termes de prix par rapport aux autres viandes, continue néanmoins de soutenir la production de volaille. Dans le monde, la FAO estime la croissance de la production en 2012 à + 2,2 %, contre + 3,4 % en 2011 et + 5,7 % en 2010. Elle reste supérieure à la croissance de la production de l'ensemble des viandes (+ 1,6 %).

La hausse de la production mondiale a surtout été portée par la Chine, mais aussi par de plus petits producteurs comme l'Inde, la Russie, l'Argentine, la Turquie et la Thaïlande.

Le développement de la production en Asie, une des principales régions importatrices de viande de volaille, et la modeste expansion des exportations des Etats-Unis et du Brésil avec une production plus limitée, ont conduit à un ralentissement sensible de la croissance des échanges mondiaux de viande de volaille. Selon la FAO, le commerce mondial n'aurait progressé que de 2,4 % en 2012 à 13 millions de tonnes environ, contre + 6,7 % et + 8,8 % en 2010 et 2011.

Les importations de régions telles que l'Afrique progressent cependant ; en particulier, l'Angola, l'Afrique du Sud, le Bénin, le Ghana et le Congo prennent une part croissante dans le commerce mondial de volaille. Après quatre années de repli, la Russie a également augmenté ses importations en 2012.

En Argentine et en Turquie, la croissance de la production est restée forte, soutenue par une demande accrue des marchés locaux, mais aussi étrangers. Ainsi, leurs exportations grandissent et la FAO estime que les exportations de la Turquie auraient pu progresser de 20 % en 2012, notamment vers l'Irak, mais aussi vers d'autres pays voisins du Proche et Moyen-Orient. L'Arabie Saoudite, malgré une croissance marquée de sa consommation, aurait pu toutefois limiter ses importations totales en 2012 (en provenance majoritairement du Brésil et de la France) en raison d'un développement de sa production locale, soutenu par le gouvernement. Les exportations de l'Argentine auraient surtout progressé vers d'autres pays d'Amérique du Sud, le Venezuela et le Chili.

En Thaïlande, la production et les exportations ont nettement progressé en 2012 (hausse de la production estimée à + 15 % par l'USDA), en particulier sur l'Union européenne à partir du second semestre, avec des prix compétitifs et la levée de l'embargo de 8 ans sur la volaille crue¹.

L'USDA note ainsi que les fournisseurs traditionnels (Brésil, USA, UE) continuent de dominer le marché mondial de la volaille, mais que ce sont plutôt les petits fournisseurs (Thaïlande, Turquie, Argentine) qui élargissent leurs parts de marché.

› Une croissance modérée de la production européenne de volaille dans un contexte de coûts de production en hausse

Dans l'Union européenne à 27, à partir des données de la Commission et de sources nationales, la production de volaille en 2012 est estimée en hausse de 1,7 %, contre une croissance de l'ordre de 4 % en 2010 et de 2 % en 2011.

Après la crise de la grippe aviaire en 2006, la production de la volaille dans l'UE à 15 s'était rapidement relevée et a pu se développer jusque 2011, tirée principalement par la forte croissance de la production en Allemagne. Elle avait toutefois légèrement décroché en 2009 en raison d'un recul en Espagne et en France. En 2012, la production de ces deux pays est repartie à la baisse, affectant à nouveau la production de l'UE à 15 (- 0,3 %). De plus, depuis 2011, le rythme de croissance de la production allemande a ralenti, en particulier dans le secteur de la dinde. Ainsi, la production allemande de volaille n'a progressé que de 2 % en 2011 et de 1 % en 2012 après un bond de 11 % en 2010. Les abattages allemands de poulet ont continué de progresser en 2012 en volume, mais se sont inscrits en baisse en nombre de têtes ; en effet, la production accrue de découpes conduit à une augmentation des poids moyens d'abattage, tendance qui semble se poursuivre depuis plusieurs années. La production allemande de dinde a par contre stagné en volume comme en nombre de têtes, tandis que la production

1. En janvier 2004, les importations européennes de viande de volaille en provenance de Thaïlande, qui avait été atteinte par l'influenza aviaire hautement pathogène, avaient été suspendues. Ces restrictions ont porté sur les produits crus, tandis que la Thaïlande a alors développé ses exportations de préparations cuites. L'embargo a été levé en avril 2012, autorisant de nouveau les exportations à partir de juillet 2012.

de canard aurait enregistré une légère hausse. Au Royaume-Uni, après un ralentissement entre 2005 et 2009, la production de volaille est repartie à la hausse en 2010 et est encore évaluée en progression de 3 % en 2012 grâce à une croissance dans le secteur du poulet, mais aussi de la dinde. En déclin sur la dernière décennie, la production britannique de dinde se redresse depuis 2010.

Même s'il faut prendre les chiffres concernant les données de production des NEM à 12 avec précaution, la croissance de la production de l'UE à 27 serait surtout liée au développement de la production polonaise de poulet et de dinde, ainsi que d'une hausse de la production en Hongrie (dans toutes les espèces, en particulier le poulet et l'oie), en Bulgarie et en République tchèque. La Pologne accroît la production pour son marché intérieur mais aussi pour le marché européen où ses exportations sont en forte hausse sur les dernières années. Son premier client est l'Allemagne, mais elle développe aussi ses ventes sur le Royaume-Uni, la République tchèque, la Slovaquie, les Pays-Bas, la France...

› Amélioration du solde des échanges européens de viande de volaille avec les pays tiers

En 2012, les exportations européennes de viande de volaille à destination des pays tiers sont estimées en hausse de 3,4 % en volume et de 12,3 % en valeur par rapport à 2011. Elles se sont alors établies à environ 1,46 million de tec (11 % de la production). En valeur, elles ont atteint près de 1,62 milliard d'euros. Les principaux contributeurs au développement des volumes exportés ont été les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique, la Hongrie et la Pologne, alors que la France a réduit ses ventes, notamment sur le Proche et Moyen-Orient. Par type de produits, on constate ainsi un repli des ventes de poulet entier congelé alors que les ventes de produits découpés ont progressé. Les exportations vers l'Asie ont reculé, mais ont été largement compensées par une hausse sur l'Afrique et, dans une moindre mesure, sur l'Ukraine. La Russie a également légèrement augmenté ses achats.

Après une hausse marquée en 2011, les importations européennes ont été relativement stables en 2012 en volume et en valeur, à environ 1,13 million de tec et 2,25 milliards d'euros. Alors que les importations en provenance du Brésil se sont repliées de près de 40 000 tec, les achats de viande de volaille ont continué de progresser en provenance de Thaïlande. Les volumes se sont également inscrits en légère hausse en provenance du Chili et de la Chine (croissance des importations allemandes et anglaises de viande de canard en provenance de Chine). La levée de l'embargo européen sur la volaille crue en provenance de Thaïlande a conduit à un développement des importations de ces produits dès le mois de septembre. Les achats ont été essentiellement réalisés par les Pays-Bas et, dans une moindre mesure, l'Allemagne. Le Royaume-Uni a continué d'augmenter ses importations de préparations cuites et est resté le premier client de la Thaïlande dans l'UE (environ 66 % des importations européennes de viande de volaille en provenance de Thaïlande en 2011).

La poursuite de la croissance des exportations européennes et la stagnation des importations en 2012 ont permis un nouveau redressement du solde des échanges de viande de volaille de l'UE à 27 avec les pays tiers. En 2010, il était redevenu positif en volume après cinq années de déficit. Toutefois, en valeur, malgré une évolution favorable des échanges, la balance commerciale européenne reste déficitaire à environ - 640 millions d'euros.

› Croissance de la consommation européenne de viande de volaille

En 2012, la consommation de viande de volaille dans l'UE à 27 a profité de la baisse de consommation des autres viandes, elle est ainsi estimée en hausse d'un peu plus de 1 %. En raison de l'augmentation des exportations et de la stagnation des importations, elle a donc progressé un peu moins que la production. Par ailleurs, de même que pour la production, la croissance de la consommation serait surtout imputable aux NEM à 12, alors qu'elle se serait stabilisée dans l'UE à 15.

› Prévisions 2013

Dans le secteur de la volaille, compte tenu de cycles de production courts, l'établissement de prévisions est difficile. Néanmoins, une demande intérieure ainsi qu'à l'exportation toujours présente devrait favoriser un nouvel accroissement de la production européenne de viande de volaille en 2012.

Le rythme d'expansion des exportations européennes pourrait faiblir en raison d'une concurrence croissante sur les pays tiers, d'autant plus que les coûts de production et l'évolution défavorable de la parité euro/dollar affectent la compétitivité des produits européens.

Malgré une évolution de la production de la Thaïlande prévue à la baisse en 2013 (- 6 % selon l'USDA), en raison d'une surproduction en 2012 qui a conduit à une dégradation des prix intérieurs, les exportations de ce pays devraient continuer de progresser, en particulier sur l'Union européenne. Mais la Thaïlande cherche aussi à développer ses ventes hors de l'UE et du Japon, qui sont actuellement ses deux principaux clients.

Bilan de l'UE à 27 dans le secteur de la volaille de chair

1000 tec	2011	2012*	%12*/11
Production	12 544	12 760	+1,7
Commerce extérieur viandes			
Exportations	1 411	1 459	+3,4
Importations	1 130	1 125	-0,5
Solde	+281	+334	
Consommation UE**	12 263	12 425	+1,3
Consommation S 27***	11 894	12 026	+1,1
Auto approvisionnement %	102,3	102,7	

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

* Estimations ** Calculée par bilan *** Cumul des consommations de chaque Etat membre

Prévisions 2013

1000 tec	2012*	2013**	% 13**/12*
Production	12 760	12 862	+0,8
Importations	1 125	1 181	+5,0
Exportations	1 459	1 495	+2,5
Consommation	12 425	12 547	+1,0

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

* Estimations ** Prévisions

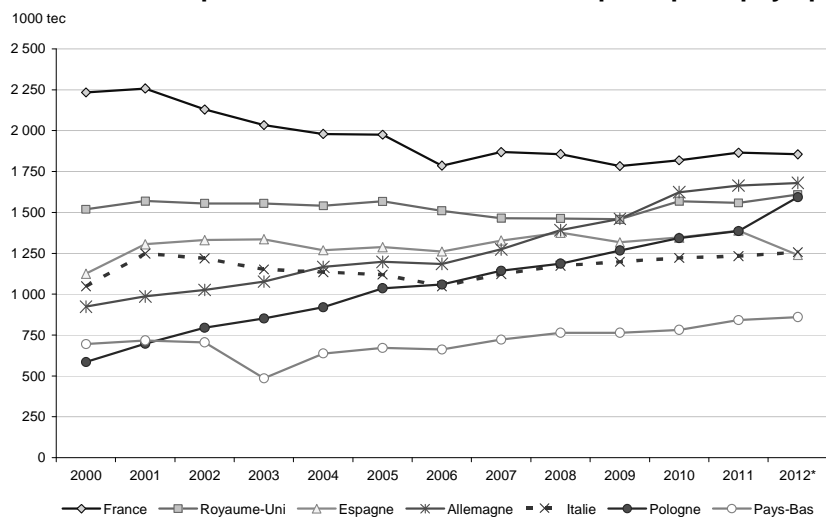
Production indigène brute de volaille dans l'Union européenne

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
France	1 857	1 783	1 818	1 865	1 855	-0,6
Royaume-Uni	1 462	1 457	1 568	1 558	1 608	+3,2
Allemagne	1 391	1 460	1 623	1 663	1 680	+1,0
Espagne	1 375	1 317	1 345	1 387	1 239	-10,7
Italie	1 174	1 197	1 222	1 232	1 256	+1,9
Pays-Bas	764	764	781	841	860	+2,3
Portugal	284	292	296	292	288	-1,4
Belgique-Luxembourg	257	259	276	271	277	+2,2
Danemark	176	167	184	186	186	=
Autriche	120	121	125	128	128	=
Grèce	172	174	178	175	175	=
Total UE 15	9 364	9 306	9 755	9 942	9 908	-0,3
Pologne	1 186	1 267	1 342	1 385	1 593	+15,0
Hongrie	388	360	360	383	402	+5,0
Roumanie	343	290	287	294	287	-2,4
Total NEM 12	2 496	2 476	2 546	2 603	2 852	+9,6
TOTAL UE 27	11 860	11 783	12 302	12 544	12 760	+1,7

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

* Estimations

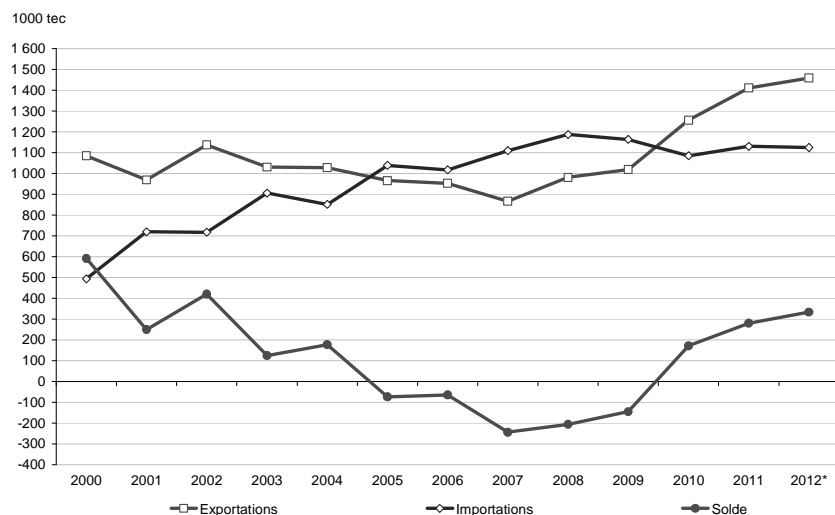
Évolution de la production de volaille dans les principaux pays producteurs de l'UE à 27



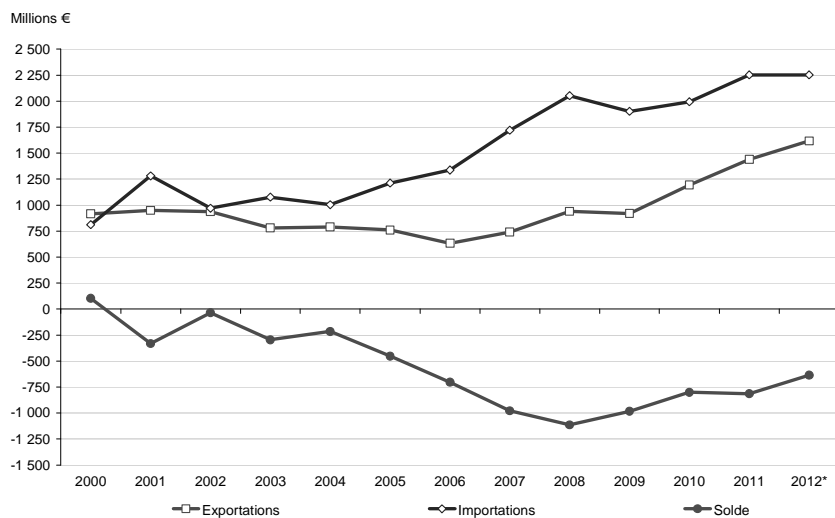
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

* Estimations

Commerce extérieur de viande de volaille de l'UE à 27 avec les pays tiers En volume



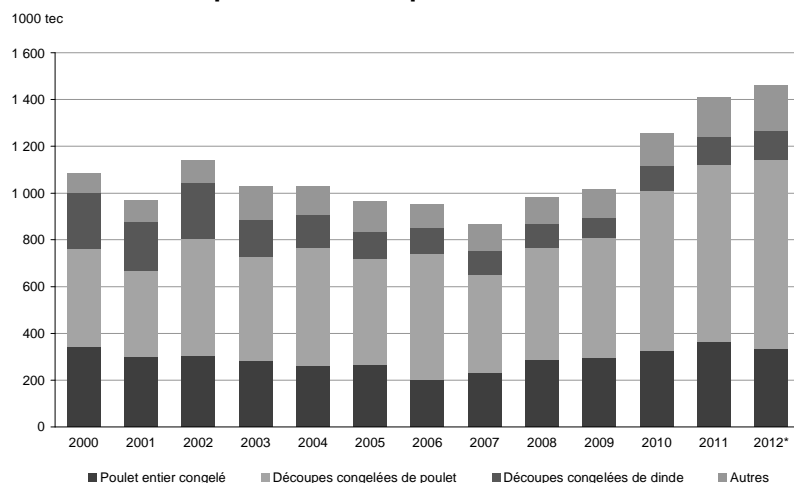
En valeur



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

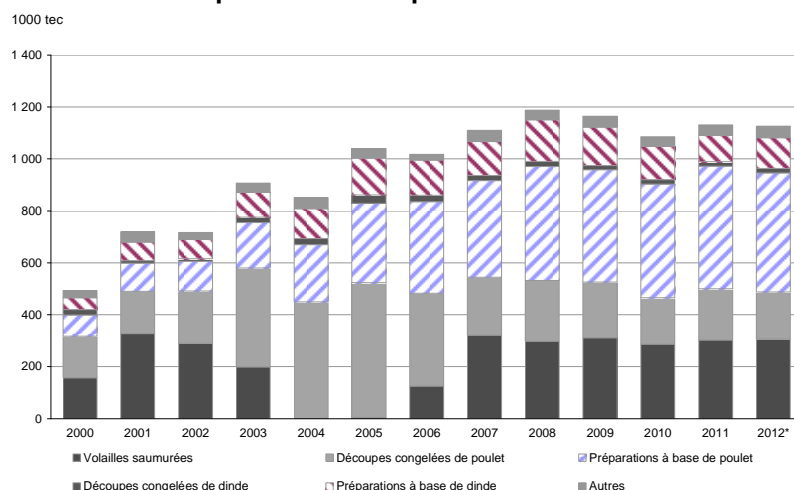
Structure des exportations européennes de viande de volaille



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Structure des importations européennes de viande de volaille



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Destinations des exportations européennes de viande de volaille

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Russie	227	232	252	116	122	+4,4
Proche et Moyen Orient	189	202	235	293	277	-5,5
Afrique Subsaharienne	226	225	323	469	542	+15,5
Asie de l'Est	112	143	211	264	204	-23,0
Autres	227	218	236	268	315	+17,5
TOTAL	981	1 019	1 257	1 411	1 459	+3,4

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Origines des importations européennes de viande de volaille

1000 tec	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Brésil	815	787	699	716	677	-5,5
Thaïlande	274	263	278	289	317	+9,8
Autres	99	113	108	126	131	+4,5
TOTAL	1 188	1 164	1 085	1 130	1 125	-0,5

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

lait



Le marché du lait de vache en France

› Un cheptel en cours d'adaptation dans la perspective de la fin des quotas

D'après les données de la BDNI, le cheptel de vache laitière¹ au 1^{er} novembre 2012 était en baisse de près de 2 % par rapport à novembre 2011. Cette diminution du cheptel de vaches est dû principalement à un déclin des naissances en 2009 et 2010 (- 2,3 % puis - 0,7%), alors que les abattages de génisses étaient orientés à la hausse jusqu'en 2011 (croissance régulière d'environ 3 % par an depuis 2009 pour les génisses). Les abattages de vaches laitières en 2012 restent en croissance depuis 2009, et la chute des abattages de 4,8 % pour les onze premiers mois s'explique principalement par la forte augmentation connue en 2011 (+ 8 %). Le cheptel de génisses laitières a, quant à lui, crû de 2,8 % à la même date, ce qui s'explique par le déclin des abattages de génisses de 3,5 % sur les onze premiers mois de 2012, alors que les naissances d'animaux de races laitières ont repris depuis début 2011. Cette progression du cheptel des animaux de renouvellement peut s'expliquer par la bonne conjoncture en 2011, mais également par les prémices de la préparation à la sortie du régime des quotas laitiers.

Le 1^{er} avril 2015, le régime des quotas laitiers prendra fin. Compte tenu de la durée nécessaire à la constitution des troupeaux, certains producteurs ont d'ores et déjà pris des décisions quant à l'évolution de leur cheptel. Dans le croissant laitier, notamment dans le Grand Ouest, les effectifs de vaches laitières progressent depuis trois ans aux dépens de ceux de vaches allaitantes. En revanche, dans le Sud Ouest, leur diminution se poursuit. En ce qui concerne les animaux plus jeunes (animaux femelles de moins de 24 mois), sur les deux dernières années, les effectifs sont en progression dans le bassin Grand-Ouest et dans le bassin Nord-Picardie, pendant que ceux du Sud Ouest sont en recul. Ainsi les prémices d'un renforcement des capacités de production dans les zones à fort dynamisme laitier, observés en 2011, se poursuivent, et cela aux dépens des zones en déprises laitières.

› Une collecte 2012/13 freinée par la baisse du prix et la hausse des coûts

Après la forte diminution de la sous-réalisation en 2011/12 avec une collecte en deçà du quota national de 750 000 t (3 %), la sous-réalisation française devrait à nouveau s'accroître pour la campagne 2012/13, du fait d'une baisse de la collecte de 1,5 % sur les huit premiers mois de la campagne par rapport à la même période de la campagne 2011/12 et d'une augmentation du quota national de 1 %. La hausse de collecte du printemps 2012 par rapport à la même période de l'année passée s'explique par la sécheresse printanière en 2011 qui avait provoqué une chute de la collecte. À partir de juin 2012 et jusqu'à la mi-août, la collecte a été équivalente à celle de 2011, du fait d'une hausse de la collecte estivale en 2011. À partir de la mi-août, la diminution du prix du lait payé au producteur (- 7,5 % sur la période août-novembre 2012 par rapport aux mêmes mois de 2011) et l'augmentation des coûts de production, ont impliqué une baisse de la collecte par rapport à celle de 2011. L'indice Ipampa lait de vache réalisé par l'Institut de l'élevage a progressé de plus de 9 points entre novembre 2011 et novembre 2012, tiré principalement par le poste *aliments achetés* qui a progressé de 39 points sur la même période. Les producteurs ont cependant tenté de limiter l'impact de cette hausse des prix sur les coûts de production en distribuant moins d'aliments concentrés, induisant le repli de la collecte. Ces évolutions à la hausse puis à la baisse sur l'année se compensent et la collecte pour l'année 2012, avec 23,8 milliards de litres, est finalement estimée en légère baisse (- 0,5 %) par rapport à celle de 2011.

› Des fabrications pour l'export en hausse

D'après les données de l'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer, les fabrications de poudres de lait (toutes catégories confondues) ont été stables sur les neuf premiers mois de 2012, après la forte hausse constatée en 2011. Les poudres écrémées continuent de gagner de l'importance aux dépens de poudres grasses qui ne représentent plus que 23 % des fabrications de poudres de lait. En ce qui concerne la matière grasse, exprimée en équivalent beurre, les fabrications ont diminué de 2,7 % sur cette période, entraînées par la chute des fabrications de MGLA² (- 12,6 %). Prises dans leur globalité, les fabrications de fromages ont connu une progression importante par rapport aux neuf premiers mois de 2011 (+ 2,1 % ; + 19 000 tonnes). Les fromages à pâtes pressées cuites ont été les principaux moteurs de cette croissance, avec 27 300 tonnes supplémentaires, soit une croissance de 10,2 % (emmental : + 19,0 %, comté : + 14,4 %). Les volumes de pâtes filées, en régulière

1. Approché à partir des femelles de race laitière de plus de 24 mois dans la BDNI.

2. Matière grasse laitière anhydre

progression depuis 2009, ont gagné 10,5 %. En revanche, les fabrications de pâtes pressées non cuites et de pâtes molles ont légèrement chuté (respectivement - 1,9 % et - 2,1 %).

Les fabrications de lait UHT ont fortement augmenté (+ 7,2 %) au cours des neuf premiers mois de l'année comparés aux mêmes mois de 2011, en particulier au premier semestre du fait de la forte hausse de la collecte à cette période, dans un contexte de prix mondiaux des produits industriels en baisse. Le marché du lait conditionné, fortement concurrentiel, s'est engorgé et les prix de vente pour les industriels ont chuté. Dans le secteur de l'ultra-frais, les fabrications de fromages blancs et de petits suisses sont restées stables, tout comme celles de yaourts, alors que celles de desserts lactés ont diminué de 5,2 %.

› **Un solde du commerce extérieur qui approche 4 milliards d'euros**

En 2012, le solde du commerce extérieur du secteur des produits laitiers a approché 4 milliards d'euros et continue sur la tendance à la hausse enregistrée depuis 2006 (sauf l'année 2009 où il était en baisse). Cette croissance s'explique par une forte hausse des exportations depuis 2008 (+ 1 200 M€), alors que dans le même temps les importations ont, certes progressé, mais de façon beaucoup moins importante (+ 490 M€). La croissance du solde commercial depuis 2008 s'est faite uniquement vers les pays tiers (+ 62 %), le solde vers le reste de l'Union européenne ayant chuté de 5%.

Sur les cinq dernières années, les exportations nettes de fromages sont en hausse de 53 000 t, tirées par les pâtes fraîches (+ 32 000 t) et les pâtes molles (+ 24 000 t). La spécialisation française pour la poudre de lait écrémé se poursuit au détriment de la poudre grasse, avec une hausse des exportations nettes de poudre écrémée de 105 000 t face à une baisse de 88 000 t de celles de poudre grasses.

L'accroissement des exportations nettes de yaourts et de laits fermentés que l'on observe depuis 2008 s'accélère en 2012, du fait d'une augmentation des exportations (+ 10 % en 2012) et d'une diminution des importations (- 9 % en 2012). Les exportations de crème sont également en forte hausse depuis 2008 (+ 220 000 t), tirées par les ventes de crème vrac. Les exportations nettes de lait sont quant à elles en baisse en 2012 par rapport à 2011, après une croissance régulière depuis 2009. Ce sont celles de lait vrac qui ont le plus subi cette baisse alors que celles de lait conditionné sont à nouveau en hausse, après quatre ans de diminution plus ou moins forte.

› **Une consommation des ménages tirée par la crème et les fromages**

Selon l'Insee, la hausse du prix à la consommation des produits laitiers (+ 1,3 %) a été moins importante en 2012 que celle de l'indice général (+ 2,0%). Les produits dont les prix ont le plus augmenté sont le lait et la crème (+ 1,7 %) ainsi que les yaourts et les desserts lactés (+ 1,5 %). Après la forte progression connue en 2011, le prix du beurre a connu un faible accroissement cette année (+ 0,8 %). La plus faible hausse de 2012 comparée à 2011 est celle du prix des fromages (+ 0,8 %).

D'après le panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats des ménages de lait liquide, d'ultra-frais et de beurre (- 0,1 % pour chacune de ces familles par rapport à 2011) sont stables. L'augmentation de la consommation des ménages de crème se poursuit en 2012 (+ 3,3 %), tirés par la forte hausse des achats de crème longue conservation (+ 5,1 %), et ce malgré une élévation des prix de 1,1 % pour ce produit. La consommation des ménages de fromage s'est également accrue en 2012 (+ 2,8 %), grâce principalement aux pâtes pressées cuites et non cuites (+ 2,9 % et + 4,1 %, respectivement).

› **Lait biologique : vers une crise d'excédent d'offre ?**

D'après l'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer, la collecte de lait de vache biologique a progressé de 32 % sur les onze premiers mois de 2012 après avoir augmenté de 25 % en 2011. Cet accroissement s'explique principalement par une croissance du nombre de producteurs. En 2012, le dynamisme a été particulièrement important durant les huit premiers mois, puis la hausse s'est essouffée à partir du mois de septembre.

Cette forte évolution de la collecte ne se retrouve pas au niveau des fabrications et des achats des ménages. Les fabrications de lait conditionné, principal débouché en volume de la filière, ont crû de 3,2 % sur les onze premiers mois de 2012. Dans le même temps, d'après le panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats des ménages ont augmenté de 5,2 %. En ce qui concerne l'ultra-frais, la tendance est à la baisse sur les onze premiers mois de l'année, que ce soit pour les fabrications (- 1,2 %) ou les

achats des ménages (- 1,3 %). Les évolutions sont en revanche plus contrastées pour les fromages, dont les fabrications ont chuté de 3,4 % tandis que les achats des ménages ont progressé de 6,1 %. Cette évolution se retrouve pour la crème conditionnée dont les fabrications ont diminué de 1,8 % sur les onze premiers mois de l'année, et dans le même temps, les achats des ménages ont augmenté de 10 %. Pour ce qui est du beurre, on remarque des évolutions inverses avec des fabrications en hausse de 8,6 % et des achats des ménages en déclin de 16,5 %. La croissance des achats des ménages est donc plus faible que celle de la collecte, et la recherche de nouveaux débouchés doit être une priorité pour la filière face à une collecte qui devrait à nouveau s'accroître en 2013.

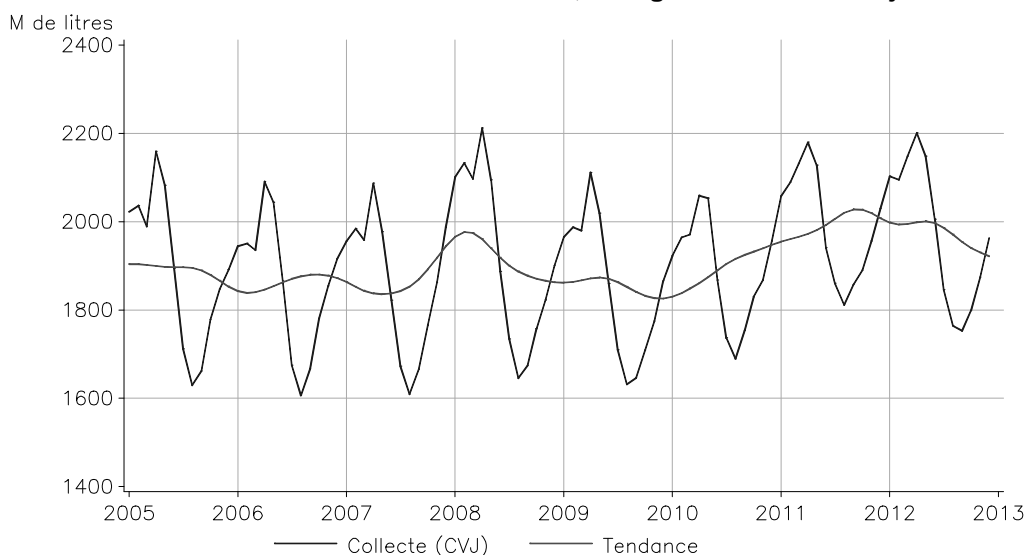
Collecte française de lait de vache

1 000 l	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Janvier	2 137 260	2 003 816	1 950 835	2 089 812	2 142 806	2,5
Février	2 069 341	1 828 228	1 806 812	1 922 409	1 992 044	3,6
Mars	2 199 915	2 017 356	2 015 164	2 169 098	2 190 738	1,0
Avril	2 105 129	2 076 594	2 036 903	2 152 085	2 167 971	0,7
Mai	2 136 099	2 048 864	2 094 020	2 125 097	2 185 701	2,9
Juin	1 858 767	1 844 185	1 889 061	1 908 877	1 980 268	3,7
Juillet	1 764 652	1 744 542	1 771 166	1 919 527	1 880 835	-2,0
Août	1 669 964	1 656 844	1 721 656	1 872 305	1 799 814	-3,9
Septembre	1 660 249	1 557 156	1 725 124	1 839 296	1 714 437	-6,8
Octobre	1 793 173	1 742 797	1 870 084	1 919 532	1 839 385	-4,2
Novembre	1 782 731	1 747 978	1 851 469	1 926 946	1 855 398	-3,7
Décembre	1 943 098	1 898 379	1 960 886	2 070 279	2 007 392	-3,0
Total	23 120 377	22 166 740	22 693 181	23 915 264	23 756 788	-0,7

* Estimation pour le mois de décembre

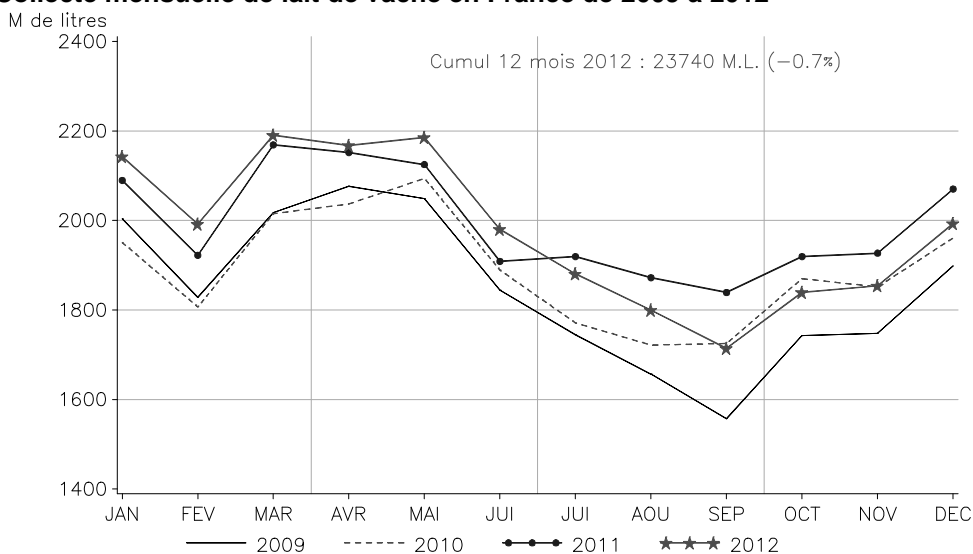
Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France, corrigée des variations journalières



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France de 2009 à 2012



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications de produits laitiers en France

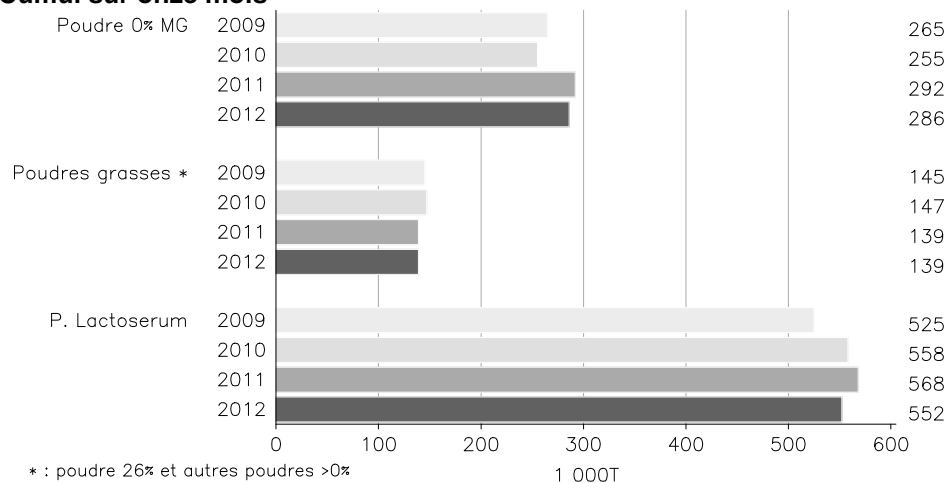
1 000 t ou M I	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Laits conditionnés (M I)	3 722	3 558	3 537	3 460	3 625	4,8
Lait UHT (M I)	3 418	3 272	3 248	3 182	3 376	6,1
Yaourts et desserts lactés	2 231	2 241	2 284	2 307	2 294	-0,5
Yaourts et laits fermentés	1 573	1 582	1 615	1 635	1 648	0,8
Desserts lactés frais	614	612	620	620	606	-2,3
Desserts lactés de conserve	44	47	49	52	40	-22,4
Fr. blancs et petits suisses	576	584	622	594	596	0,3
Crème conditionnée	356	359	375	416	456	9,6
Crème fraîche	160	154	152	164	174	6,3
Crème longue conservation	195	205	224	252	282	11,7
Matières grasses (éq. beurre)	423	407	403	425	415	-2,4
Beurre	348	343	336	358	354	-1,1
Fromages	1 176	1 153	1 208	1 234	1 256	1,7
PPC	326	304	334	360	387	7,5
<i>dont Emmental</i>	258	232	254	267	283	6,3
PPNC	244	237	242	239	235	-1,8
Pâtes molles	438	428	438	432	430	-0,4
<i>dont Camembert</i>	111	108	111	106	107	0,3
Pâtes fraîches	96	102	100	102	98	-4,0
Pâtes persillées	36	40	39	39	38	-3,9
Pâtes filées	36	43	55	62	68	10,0
Fromages fondus	105	97	103	102	93	-8,4
Poudres de lait	453	453	441	473	467	-1,4
Poudre de lait 0% MG	261	292	281	320	315	-1,8
Poudre réengraissée	26	37	38	38	40	5,5
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	17	13	14	18	21	13,2
Poudre de lait >26 % MG	149	111	108	97	92	-5,3
Poudre de lactosérum	626	572	607	618	600	-3,0
Poudre de babeurre	32	28	28	28	28	0,7
Caséines	41	27	33	37	36	-0,9

* Estimations

Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications françaises de poudres de lait vrac

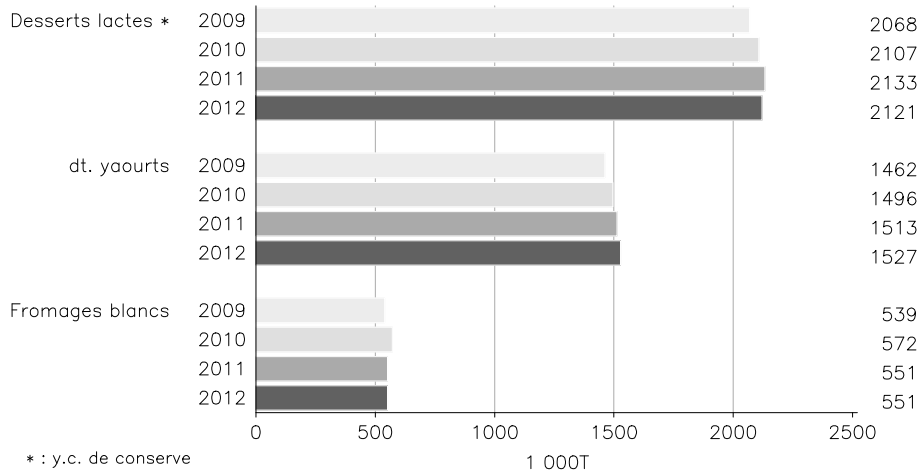
Cumul sur onze mois



Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications françaises de desserts lactés et fromages blancs

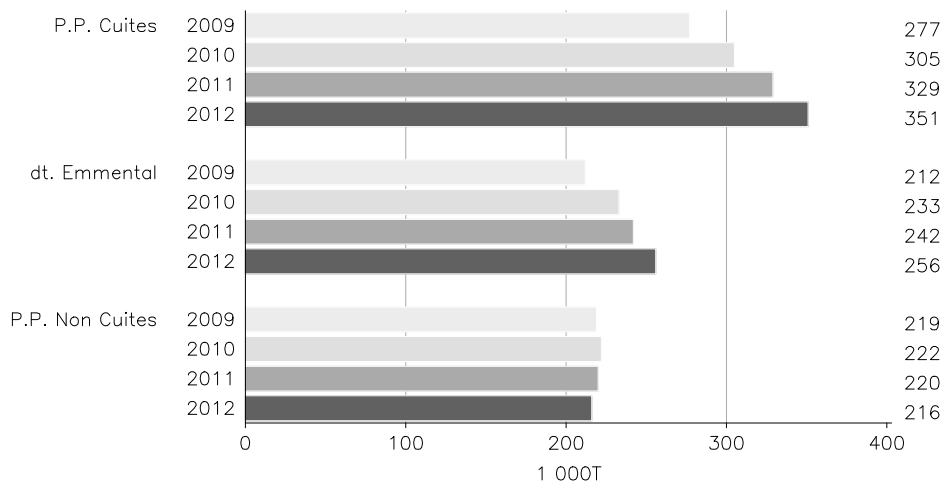
Cumul sur onze mois



Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications françaises de fromages à pâtes pressées

Cumul sur onze mois



Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Commerce extérieur français de produits laitiers

Exportations (1 000 t)	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Lait Liquide	956	889	922	996	945	-5,1
<i>Conditionné</i>	375	315	326	290	365	26,0
<i>Vrac</i>	580	574	595	706	581	-17,7
Yaourts et laits fermentés	440	433	449	464	512	10,2
<i>Yaourts</i>	263	240	234	263	306	16,3
Crème	103	184	239	354	319	-9,8
<i>Conditionnée</i>	35	38	47	82	75	-8,4
<i>Vrac</i>	68	146	193	272	244	-10,3
Fromages	603	593	639	669	679	1,4
<i>Pates pressées cuites</i>	31	29	39	37	39	6,0
<i>Pates pressées non cuites</i>	69	65	68	67	66	-0,5
<i>Pates molles</i>	163	162	176	174	172	-1,3
<i>Pates fraîches</i>	198	205	215	239	251	5,0
<i>Fromages fondus</i>	65	57	59	65	63	-1,7
Beurre & MGLA	70	76	84	82	102	24,1
Poudre de lait écrémé	122	119	188	205	234	14,2
Poudre de lait entier	148	86	86	74	78	5,3
Poudre de lactosérum	342	303	316	361	323	-10,6

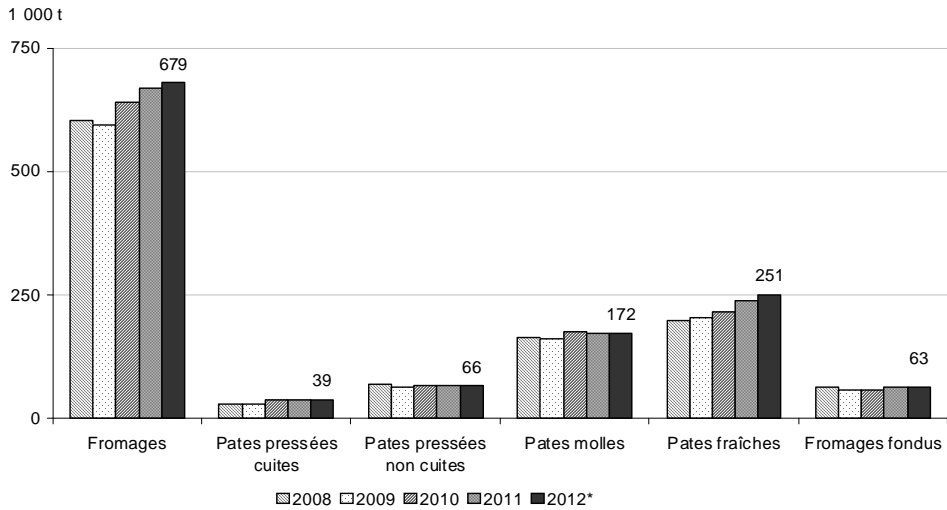
Importations (1 000 t)	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Lait Liquide	344	397	384	411	406	-1,2
<i>Conditionné</i>	192	261	272	242	229	-5,2
<i>Vrac</i>	152	136	113	169	177	4,7
Yaourts et laits fermentés	133	113	109	108	99	-8,8
<i>Yaourts</i>	69	51	46	47	49	3,6
Crème	167	194	197	164	147	-10,4
<i>Conditionnée</i>	52	67	77	84	76	-10,3
<i>Vrac</i>	115	126	120	79	71	-10,4
Fromages	259	287	277	272	281	3,4
<i>Pates pressées cuites</i>	49	58	47	44	46	4,4
<i>Pates pressées non cuites</i>	63	67	69	68	67	-1,4
<i>Pates molles</i>	20	24	15	5	5	-6,4
<i>Pates fraîches</i>	50	51	59	64	70	10,0
<i>Fromages fondus</i>	30	31	31	33	33	1,4
Beurre & MGLA	142	148	163	157	162	3,1
Poudre de lait écrémé	30	27	25	36	37	4,4
Poudre de lait entier	17	21	25	26	34	32,0
Poudre de lactosérum	79	77	88	92	92	0,0

Solde (1 000 t)	2008	2009	2010	2011	2012*
Lait Liquide	611	492	537	585	540
<i>Conditionné</i>	183	54	55	48	136
<i>Vrac</i>	428	438	483	538	404
Yaourts et laits fermentés	306	321	340	356	413
<i>Yaourts</i>	194	189	189	216	257
Crème	-64	-10	42	191	173
<i>Conditionnée</i>	-17	-29	-30	-2	0
<i>Vrac</i>	-47	19	73	193	173
Fromages	344	305	362	397	397
<i>Pates pressées cuites</i>	-18	-29	-9	-7	-6
<i>Pates pressées non</i>	6	-2	-1	-2	-1
<i>Pates molles</i>	143	137	161	169	167
<i>Pates fraîches</i>	149	154	156	175	181
<i>Fromages fondus</i>	36	27	28	32	30
Beurre & MGLA	-72	-72	-79	-75	-60
Poudre de lait écrémé	92	93	163	169	197
Poudre de lait entier	131	65	61	48	43
Poudre de lactosérum	264	226	229	270	231

* Estimations

Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

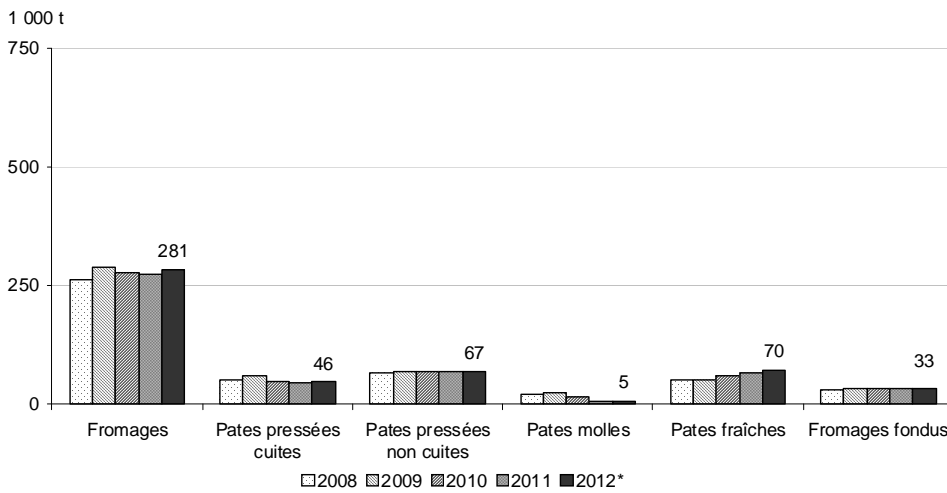
Exportations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

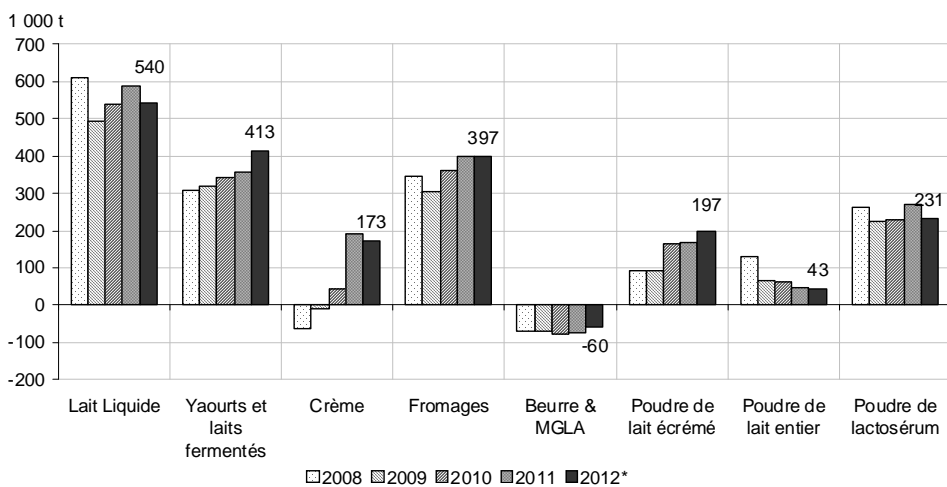
Importations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Solde du commerce extérieur de produits laitiers, en volume



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

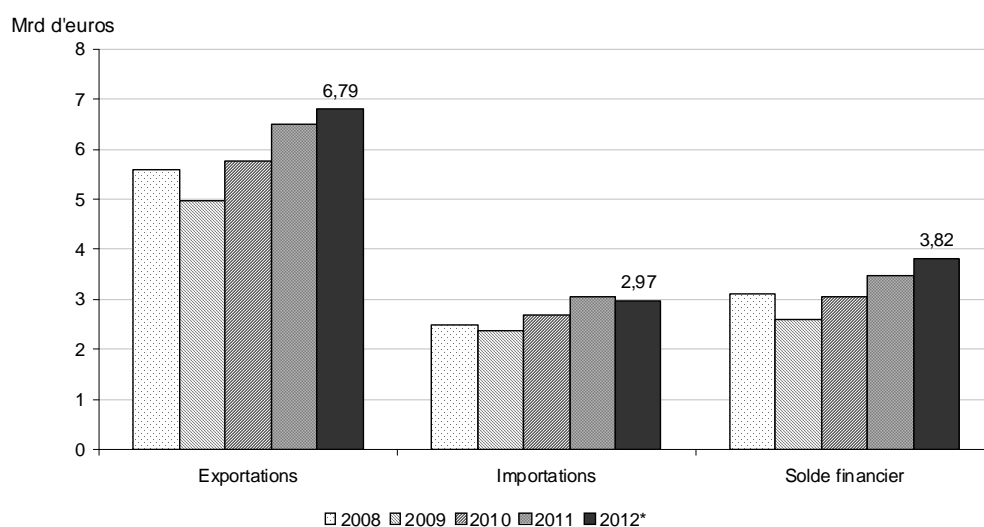
Solde financier du commerce extérieur français de produits laitiers

M d'euros	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Exportations						
Lait liquide	435	339	373	406	397	-2,1
Yaourts et laits fermentés	547	524	531	553	629	13,7
Crème	145	149	212	306	269	-12,3
Fromages	2 633	2 516	2 677	2 814	2 902	3,1
Beurre et MGLA	234	204	292	328	311	-5,2
Poudre de lait écrémé	281	218	407	495	540	9,3
Poudre de lait entier	314	193	233	235	236	0,7
Poudre de lactosérum	277	203	295	381	418	9,8
Total produits laitiers	5 582	4 946	5 721	6 420	6 707	4,5
Importations						
Lait liquide	181	188	181	196	182	-7,1
Yaourts et laits fermentés	153	122	111	111	109	-2,1
Crème	207	211	255	298	274	-8,0
Fromages	1 020	1 021	1 059	1 144	1 161	1,5
Beurre et MGLA	408	357	520	592	499	-15,7
Poudre de lait écrémé	72	48	54	85	85	0,2
Poudre de lait entier	44	44	59	71	76	7,7
Poudre de lactosérum	94	70	104	127	129	1,7
Total produits laitiers	2 421	2 305	2 626	2 952	2 892	-2,0
Solde financier						
Lait liquide	255	151	191	210	216	
Yaourts et laits fermentés	393	401	420	442	520	
Crème	-62	-62	-43	8	-5	
Fromages	1 613	1 496	1 618	1 670	1 741	
Beurre et MGLA	-174	-153	-228	-264	-188	
Poudre de lait écrémé	209	170	353	410	456	
Poudre de lait entier	270	149	174	164	160	
Poudre de lactosérum	183	133	191	254	289	
Total produits laitiers	3 160	2 641	3 095	3 468	3 814	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Solde financier du commerce extérieur des produits laitiers



* Estimations

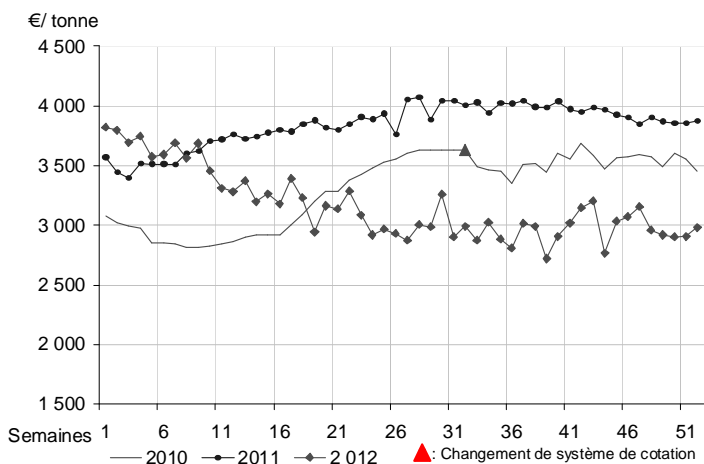
Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2008	2009	2010	2011	2012	% 12/11
Beurre vrac industriel	2 600	2 419	3 307	3 837	3 165	-17,5
Poudre 0 % MG	2 209	1 800	2 186	2 437	2 368	-2,8
Poudre 26 % MG	2 729	2 129	2 721	3 143	2 753	-12,4
Poudre de lactosérum	435	487	670	846	909	7,5

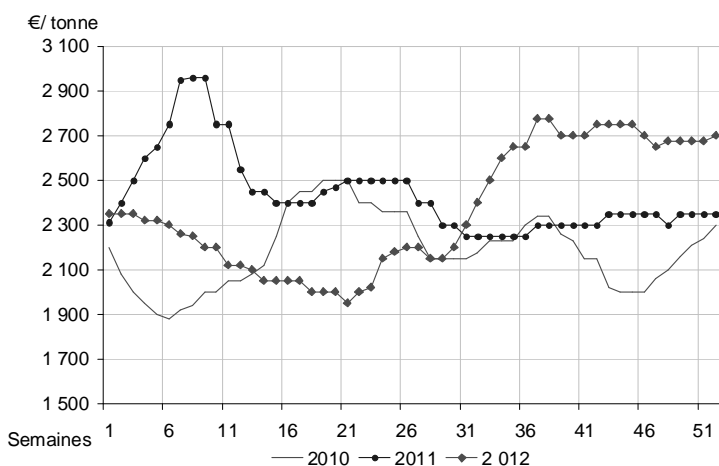
Source : cotations FranceAgriMer et ATLA

Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel en France



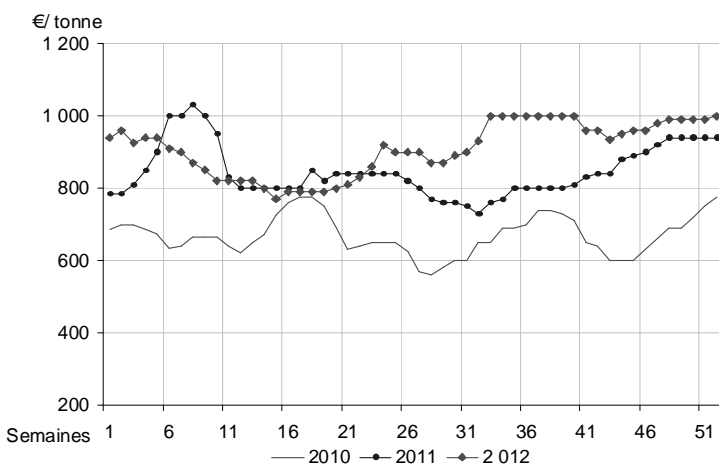
Source : FranceAgriMer

Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

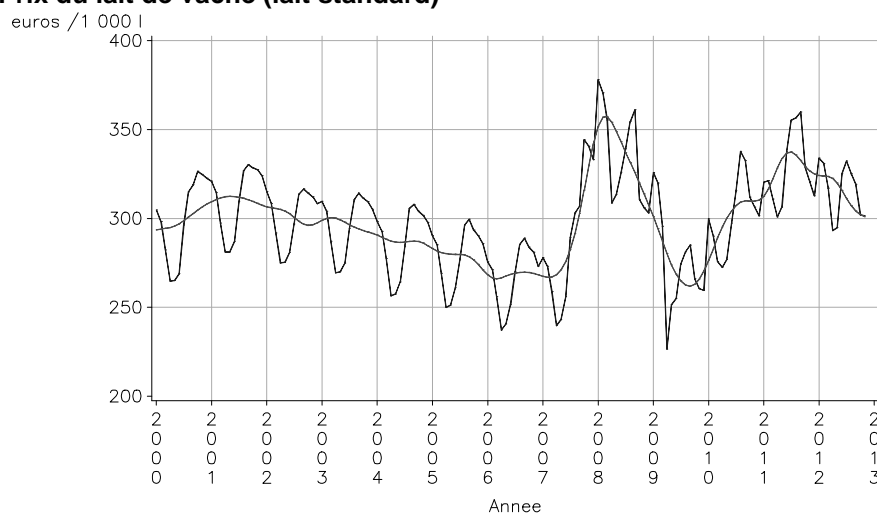
Prix moyen du lait de vache payé aux producteurs

€/1000 l	2008	2009	2010	2011	2012	% 12/11
Janvier	397,39	348,48	319,22	341,91	352,35	3,1
Février	390,50	338,41	307,85	340,52	355,28	4,3
Mars	373,88	311,08	292,56	330,45	337,37	2,1
Avril	326,26	235,52	284,97	313,18	307,94	-1,7
Mai	324,89	261,25	286,83	314,62	305,63	-2,9
Juin	333,12	262,48	305,86	347,27	331,82	-4,4
Juillet	348,48	279,70	322,99	365,08	336,46	-7,8
Août	365,88	291,62	349,84	367,08	330,86	-9,9
Septembre	376,37	301,19	353,44	375,02	332,49	-11,3
Octobre	333,82	284,35	338,43	346,54	321,59	-7,2
Novembre	332,14	282,63	334,38	341,21	322,91	-5,4
Décembre	327,18	280,78	330,81	332,95		
Année	351,40	288,14	315,92	340,95	330,29	-3,6**

**comparaison du prix moyen sur 11 mois

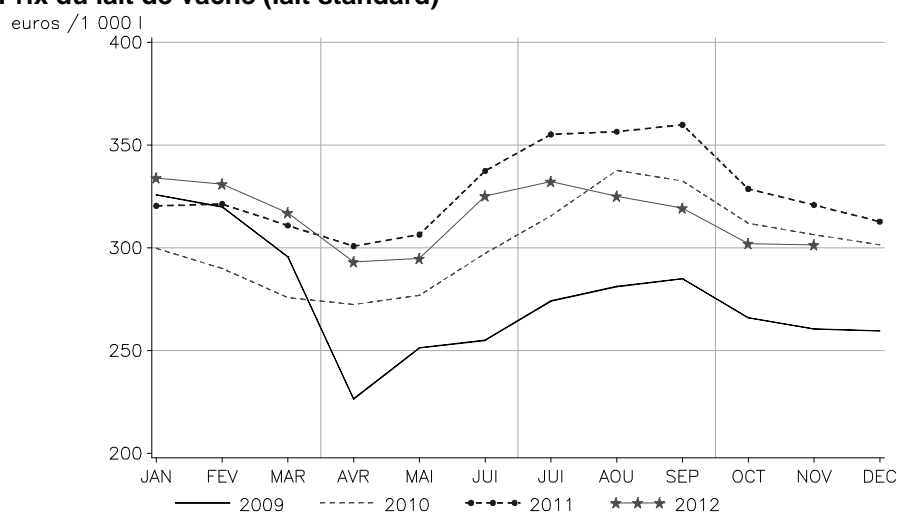
Source : Insee

Prix du lait de vache (lait standard)



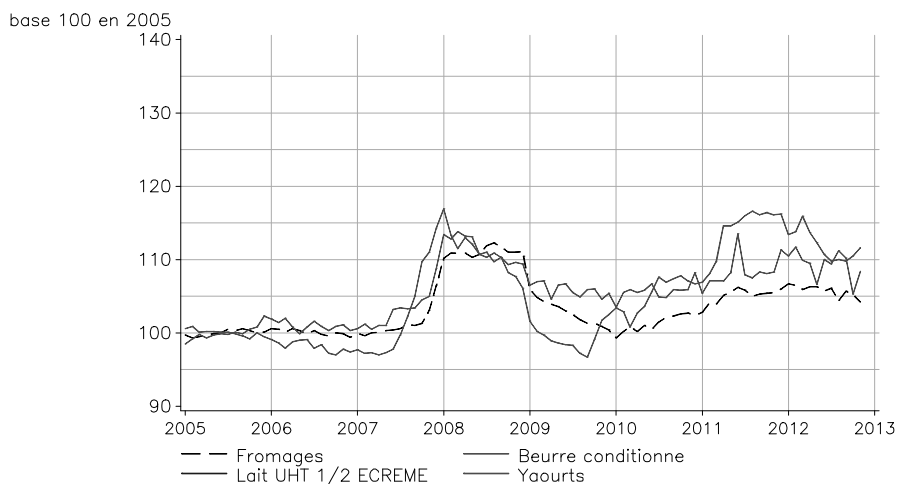
Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait standard)



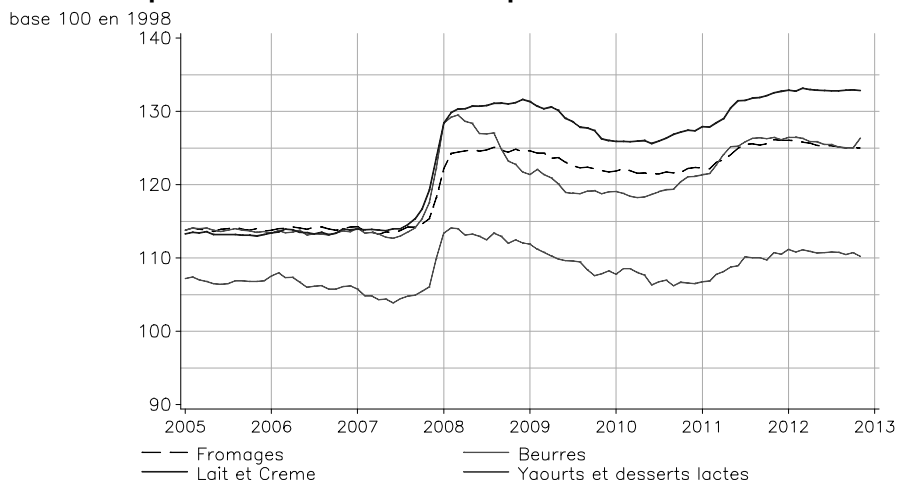
Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

Indices des prix de production de l'industrie française



Source : FranceAgriMer d'après Insee

Indices des prix à la consommation des produits laitiers



Source : FranceAgriMer d'après Insee

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› Un contexte international favorable, notamment pour les exportations européennes de poudre de lait écrémé

Les marchés mondiaux ont été très dynamiques sur les dix premiers mois de 2012. Le marché le plus porteur a été celui des fromages, dont les volumes exportés par les principaux fournisseurs mondiaux (Union européenne, Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis) ont augmenté de plus de 13 % sur cette période, comparée aux mêmes mois de 2011. Cette hausse de la demande mondiale a profité majoritairement à l'UE à 27, premier fournisseur mondial, qui a augmenté ses exportations de 14,8 % (+ 83 000 t), suivi des États-Unis (+ 20,1 % ; + 37 000 t) et de la Nouvelle-Zélande (+17,6 % ; + 37 000 t).

Le marché mondial de la poudre de lait écrémé a surtout été porteur pour l'Union européenne qui a accru ses ventes de près de 10 %, lui permettant de renforcer sa place de leader sur ce marché au détriment de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis. En revanche, les ventes de poudre grasse sont restées stables (+ 0,3 %) alors que la demande mondiale était croissante. Cela a permis à la Nouvelle-Zélande de renforcer sa position de leader sur ce marché. La hausse de la demande mondiale est localisée en Amérique latine et en Afrique du nord pour la poudre écrémée, et principalement en Asie et au Moyen-Orient pour la poudre grasse.

› Mais avec un décalage dans le temps offre/demande qui a fait chuter les prix en été

Les hausses de collecte et de demande se sont faites de façon décalées dans le temps, entraînant un effet yoyo des prix des produits industriels sur le marché mondial. Après avoir baissé lors du premier semestre, les prix ont augmenté au second semestre après avoir atteint leur point bas en juin, et ont fini l'année de façon stable du fait de la hausse saisonnière de la collecte en Nouvelle-Zélande, venant abonder les disponibilités sur les marchés. Selon l'USDA, le beurre est ainsi passé de 3 000 €/t en Nouvelle-Zélande en début d'année, à 2 280 €/t début juillet avant de se stabiliser aux alentours de 2 500 €/t. Les prix européens ont suivi les mêmes évolutions en passant de 3 500 €/t à 2 500 €/t début juin et de se stabiliser à 3 400 €/t.

› Une évolution contrastée des effectifs de vaches laitières

Avec 22,9 millions de têtes (enquête de décembre 2011), le cheptel européen s'est stabilisé en 2012 d'après les chiffres disponibles pour onze États membres regroupant 85 % du cheptel (enquête cheptel de mai 2012). L'enquête de mai montre une stabilité du cheptel dans la majorité de ces pays encouragée par une hausse du prix du lait en 2011. Les évolutions restent assez faibles, sauf pour l'Italie (+ 4,8 %), la Belgique (- 3,6 %) et l'Espagne (- 1,8 %).

› Une collecte en nette croissance

Au niveau communautaire, la collecte brute de lait pour la campagne 2011/12 a été de 140,5 millions de tonnes, soit une sous-réalisation de 6,9 millions de tonnes, contre 8,1 millions de tonnes la campagne précédente. Cependant, cinq pays ont été en dépassement malgré les augmentations régulières de quotas : l'Autriche (121 000 t), l'Irlande (60 000 t), les Pays-Bas (59 000 t), l'Allemagne (37 000 t), le Luxembourg et Chypre. Le Royaume-Uni (1 512 000 t), la France (925 000 t) et la Suède (742 000 t) sont les plus importants sous-réalisateurs. La marge de collecte sans pénalité reste importante pour les nouveaux États membres, sauf pour la Pologne qui a produit près de 98 % de son quota, mais la sous-réalisation polonaise du quota vente directe est toujours conséquente. Pour les autres pays, la marge de manœuvre est notable, sauf pour la Belgique, le Danemark et l'Italie qui en ont produit une part importante (plus de 99 %).

Sur les huit premiers mois de la campagne 2012/13, la collecte européenne est restée stable (- 0,1 %) par rapport à la même période de 2011/12. Cette stagnation de la collecte cache en fait une disparité entre les deux premiers trimestres de la campagne. Entre avril et juin, la collecte a été dynamique et a progressé de 1,6 % par rapport aux mêmes mois de 2011. Au contraire, la diminution des prix du lait et la hausse des coûts de productions ont entraîné une baisse de la collecte du mois de juillet au mois de novembre de 1,2 %. Une distinction géographique peut également être faite entre les nouveaux États

membres dont la collecte a fortement augmenté sur le premier semestre de la campagne (+ 5,2 %), et l'UE à 15 où la collecte a légèrement baissée (- 0,4 %). Les plus fortes hausses ont été observées en Pologne (+ 6,5 %), au Danemark (+ 2,6 %) et en Hongrie (+ 7,9 %), tandis que des baisses notables ont eu lieu en Irlande (- 3,9 %), en Italie (- 2,7 %), au Royaume-Uni (- 1,5 %) et en France (- 0,7 %). Si le dynamisme de la collecte se confirme au Danemark et en Pologne¹, ces pays pourraient terminer la campagne en dépassement de leur quota, tout comme l'Allemagne et l'Autriche.

Sur le onze premiers mois de l'année civile 2012, la collecte européenne a progressé de 0,8 %. Cette croissance s'est faite principalement dans les nouveaux États membres (+900 000 t ; + 5,3 %), et en particulier en Pologne (+548 000 t ; + 6,4 %), à l'origine de la moitié de la hausse de la collecte européenne. Dans l'UE à 15, la collecte a peu évolué (+118 000 t ; + 0,1 %), et les hausses de collecte en Allemagne (+ 349 000 t ; + 1,3 %) et au Danemark (+ 143 000 t ; + 1,3 %) permettent de compenser les baisses de collecte en Italie (-234 000 t ; -2,5 %), au Royaume-Uni (-154 000 t ; -2,5 %) et en Irlande (-135 000 t ; -2,5 %). Pour l'ensemble de ces pays, les évolutions de collecte ont été assez semblables avec un certain dynamisme en début d'année qui s'est ensuite essoufflé au fil des mois de façon plus ou moins forte selon les pays.

› Hausse des fabrications de produits industriels et de fromages pour le marché export

Le différentiel de collecte par rapport à l'an passé (+ 1,2 % sur les onze premiers mois de l'année 2012) a principalement été transformé en beurre, en poudre écrémée et en fromages.

Les fabrications de poudre écrémée avaient été très soutenues en 2011 du fait d'une hausse des prix de près de 11 %. En 2012, et malgré une baisse des prix (- 3,9 %), les fabrications restent en hausse (+ 3,8 %) du fait d'une demande mondiale élevée et d'écart de prix faible entre l'Europe et ses principaux concurrents (Nouvelle-Zélande, États-Unis). Les principaux pays dont les fabrications ont augmenté sont l'Espagne (multipliées par 3, destinées au marché mexicain), l'Allemagne (+ 4,6 %), la Pologne (+ 10,2 %), la Belgique (+ 6,4 %) et les Pays-Bas (+ 10,3 %). L'Irlande est le seul pays dont les fabrications ont diminué de façon significative (- 25,6 %).

L'essentiel de la croissance des fabrications de beurre a eu lieu en Pologne (+ 15,6 %), au Royaume-Uni (+ 11,4 %), en Italie (+ 8,4 %), en Allemagne (+ 1,4 %) et aux Pays-Bas (+ 5,2 %). À l'inverse, elles ont diminué en France (- 1,7 %), en Espagne (- 8,4 %) et en Estonie (- 38,5 %).

À l'exception d'une hausse des fabrications en Pologne (+ 6,7 %) et au Danemark (+ 8,8 %), les évolutions des fabrications de fromages ont été relativement modestes dans tous les principaux pays producteurs. Elles ont augmenté de 1,2 % en Allemagne, et de 1 % en France (avec une progression des fromages affinés, mais un recul des fromages frais).

1. La Pologne possède tout de même une réserve grâce à une sous-réalisation notable de son quota vente directe

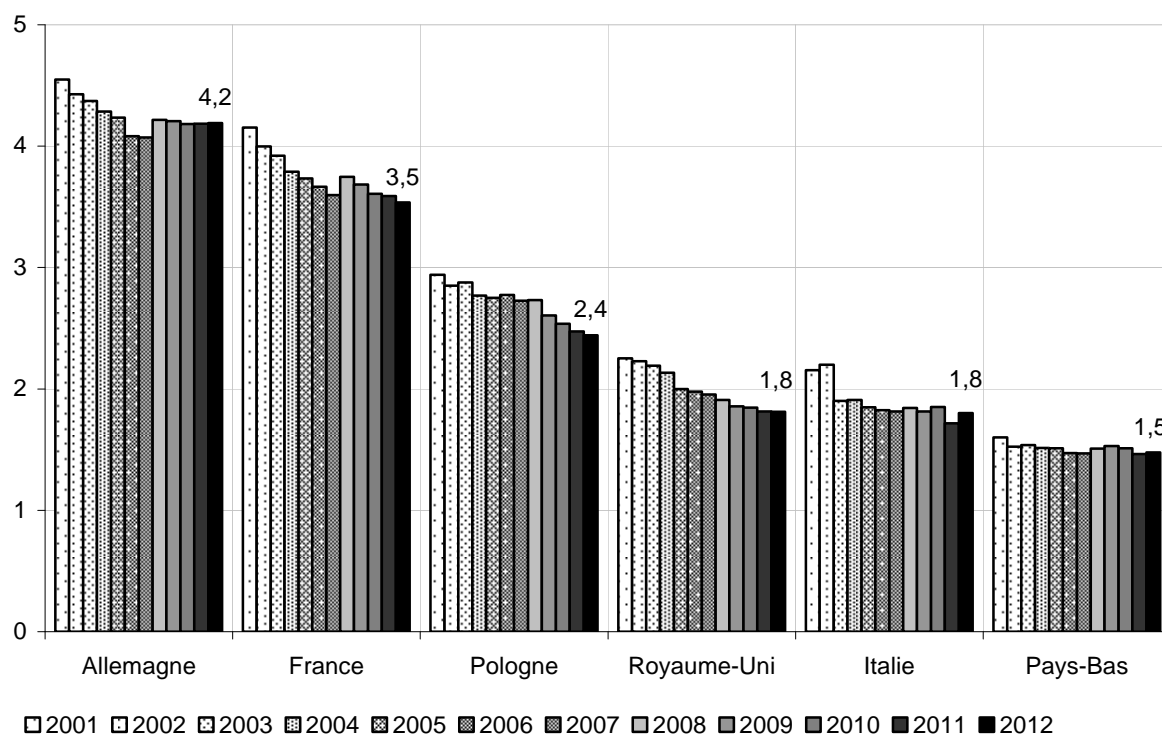
Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne
Enquêtes de mai

1 000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	% 12/11
Allemagne	4 218	4 206	4 183	4 185	4 191	0,2
France	3 747	3 683	3 608	3 589	3 536	-1,5
Pologne	2 733	2 606	2 538	2 473	2 441	-1,3
Royaume-Uni	1 909	1 857	1 847	1 814	1 812	-0,1
Italie	1 843	1 815	1 851	1 718	1 800	4,8
Pays-Bas	1 509	1 530	1 510	1 463	1 478	1,0
Roumanie	1 579	1 512	1 431	1 181	1 188	0,5
Espagne	888	838	837	851	836	-1,8
Danemark	557	565	574	575	582	1,2
Autriche	528	533	535	532	529	-0,7
Belgique	517	525	521	508	489	-3,6
Suède	357	357	348	347	348	0,4

Source : Commission européenne

Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne
Enquêtes de mai

Millions de têtes



Source : Commission européenne

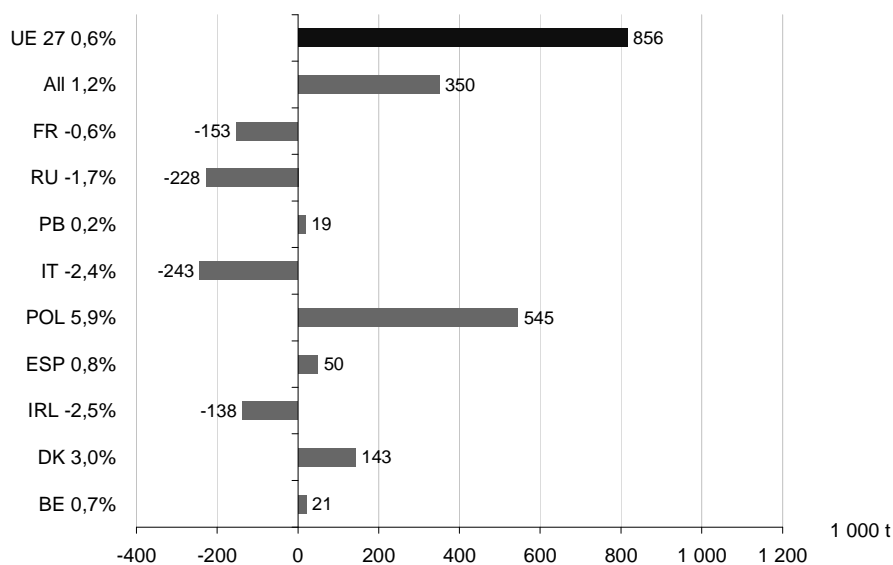
Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Allemagne	27 466	28 248	28 659	29 339	29 689	1,2
Autriche	2 705	2 709	2 781	2 904	2 964	2,1
Belgique	2 849	2 954	3 067	3 106	3 127	0,7
Danemark	4 586	4 741	4 818	4 787	4 930	3,0
Espagne	5 849	5 750	5 832	5 950	6 000	0,8
Finlande	2 254	2 281	2 289	2 255	2 254	0,0
France	23 742	22 832	23 361	24 607	24 469	-0,6
Grèce	690	684	688	638	661	3,6
Irlande	5 106	4 928	5 327	5 536	5 398	-2,5
Italie	10 489	10 560	10 408	10 260	10 016	-2,4
Luxembourg	265	271	282	281	277	-1,5
Pays-Bas	10 936	11 469	11 626	11 627	11 646	0,2
Portugal	1 890	1 869	1 824	1 837	1 854	0,9
Royaume-Uni	13 350	13 233	13 584	13 804	13 576	-1,7
Suède	2 955	2 931	2 860	2 850	2 861	0,4
UE 15	115 132	115 459	117 404	119 782	119 725	0,0
Chypre	150	149	151	153	156	2,2
Estonie	606	592	573	624	662	6,2
Hongrie	1 425	1 407	1 322	1 294	1 375	6,3
Lettonie	635	595	625	662	718	8,5
Lituanie	1 382	1 275	1 278	1 317	1 359	3,1
Malte	41	41	41	41	41	0,1
Pologne	9 112	9 136	8 990	9 296	9 841	5,9
Rép. tchèque	2 433	2 354	2 317	2 366	2 450	3,5
Slovaquie	946	852	800	811	852	5,0
Slovenie	524	517	519	526	535	1,8
NEM 10	17 255	16 918	16 617	17 090	17 989	5,3
Bulgarie	681	579	539	499	498	-0,2
Roumanie	1 053	978	901	892	882	-1,1
NNEM 2	1 734	1 556	1 440	1 391	1 380	-0,8
UE 27	134 121	133 934	135 461	138 263	139 094	0,6

* Estimations

Source : Commission européenne

Évolution de la collecte de lait de vache en Europe en 2012* (par rapport à 2011)



** Estimations

Source : Commission européenne

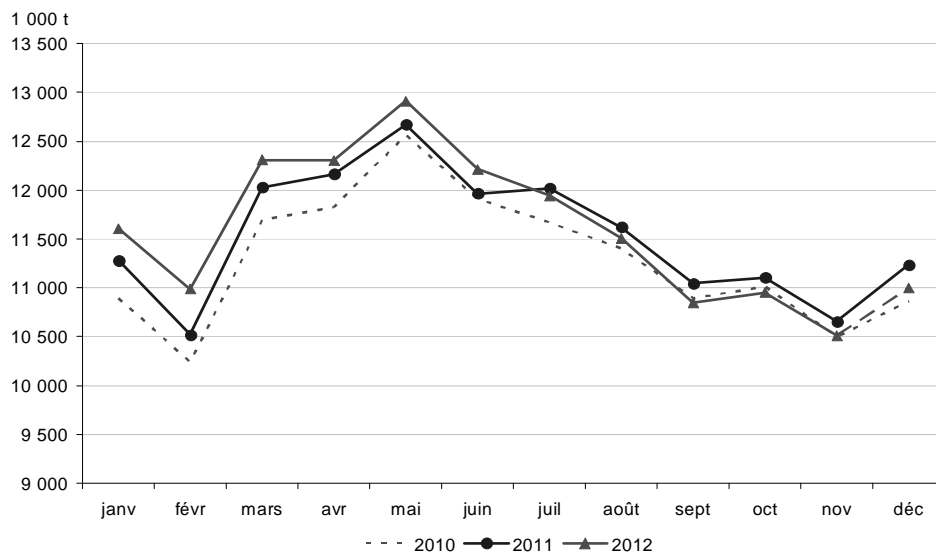
Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'UE à 27

1000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
<i>Collecte</i>	134 121	133 934	135 461	138 263	139 105	0,6
Beurre	1 935	1 892	1 855	1 893	1 961	3,6
Poudre 0 % MG	892	1 100	991	1 115	1 157	3,7
Poudre grasse	624	614	613	591	575	-2,7
Fromages	8 205	8 206	8 427	8 467	8 654	2,2
Lait de consommation	30 807	30 621	30 791	30 881	30 982	0,3

* Estimations

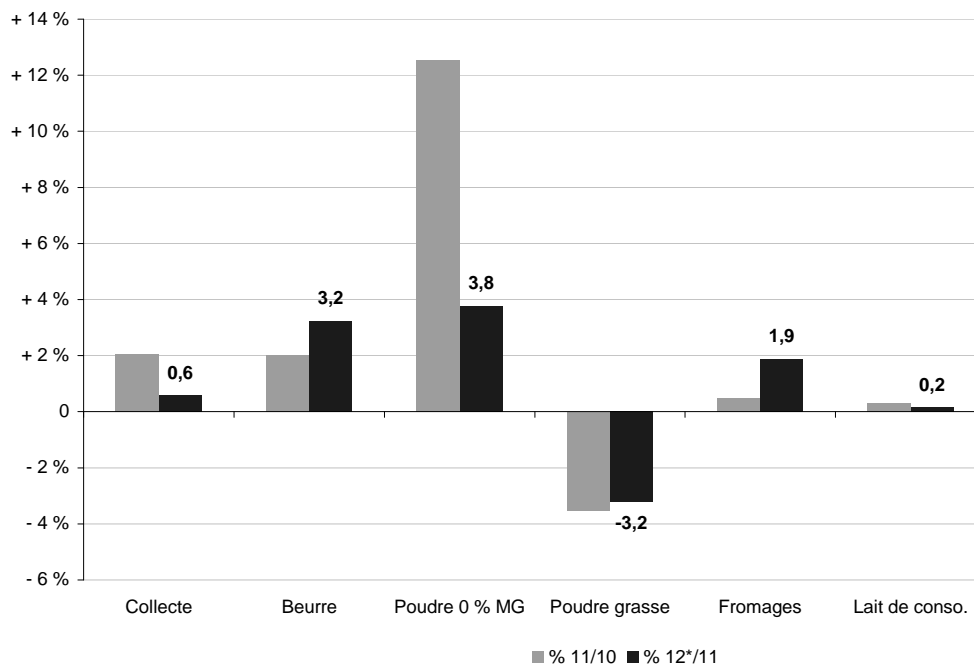
Source : Commission européenne

Collecte mensuelle de lait de vache dans l'UE à 27



Source : Commission européenne

Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 27) des produits laitiers



* Estimations

Source : Commission européenne

Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégories

Beurre

1 000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Allemagne	465	453	449	474	502	6,0
France	434	416	408	429	418	-2,5
Irlande	126	123	138	149	149	0,2
Pologne	157	140	139	141	160	13,9
Royaume-Uni	113	120	119	128	141	10,1
Pays-Bas	131	128	133	125	128	2,4
Italie	106	107	95	89	94	5,5
UE 27	1 935	1 892	1 855	1 893	1 954	3,2

Poudre 0 %

1 000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
France	287	331	320	359	356	12,5
Allemagne	227	286	259	301	315	16,6
Belgique	59	75	76	98	105	6,4
Pologne	114	98	79	97	107	22,2
Irlande	55	75	63	65	48	3,1
Pays-Bas	0	64	64	61	66	-4,7
Danemark	18	20	28	35	39	28,4
UE 27	892	1 100	991	1 115	1 157	3,8

Poudre grasse

1 000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Pays-Bas	<i>n.d.</i>	139	135	129	119	-8,3
France	165	123	122	117	110	-5,8
Danemark	95	111	119	115	107	-6,6
Allemagne	90	80	84	94	88	-6,3
Belgique	94	68	69	54	48	-10,8
Pologne	45	30	26	27	32	16,8
Suède	40	31	23	23	35	55,3
UE 27	624	614	613	591	572	-3,2

Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Allemagne	2 023	2 086	2 169	2 196	2 244	2,2
France	1 725	1 712	1 827	1 828	1 850	1,2
Italie	1 047	1 072	1 022	1 002	985	-1,7
Pays-Bas	722	714	753	746	760	1,8
Pologne	637	628	668	680	726	6,7
Royaume-Uni	373	357	371	384	387	0,6
Danemark	324	324	292	276	298	8,2
UE 27	8 205	8 206	8 427	8 467	8 626	1,9

Lait de consommation

1 000 tonnes	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Royaume-Uni	6 811	6 735	6 937	7 067	6 907	-2,3
Allemagne	5 132	5 288	5 276	5 238	5 256	0,3
Espagne	3 612	3 600	3 540	3 689	3 621	-1,9
France	3 676	3 496	3 472	3 409	3 590	5,3
Italie	2 760	2 690	2 714	2 657	2 560	-3,7
Pologne	1 358	1 462	1 471	1 454	1 511	3,9
Suède	915	908	908	875	856	-2,2
UE 27	30 807	30 621	30 791	30 881	30 929	0,2

** Estimations

Source : Commission européenne

Prix moyen du lait payé aux producteurs
Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

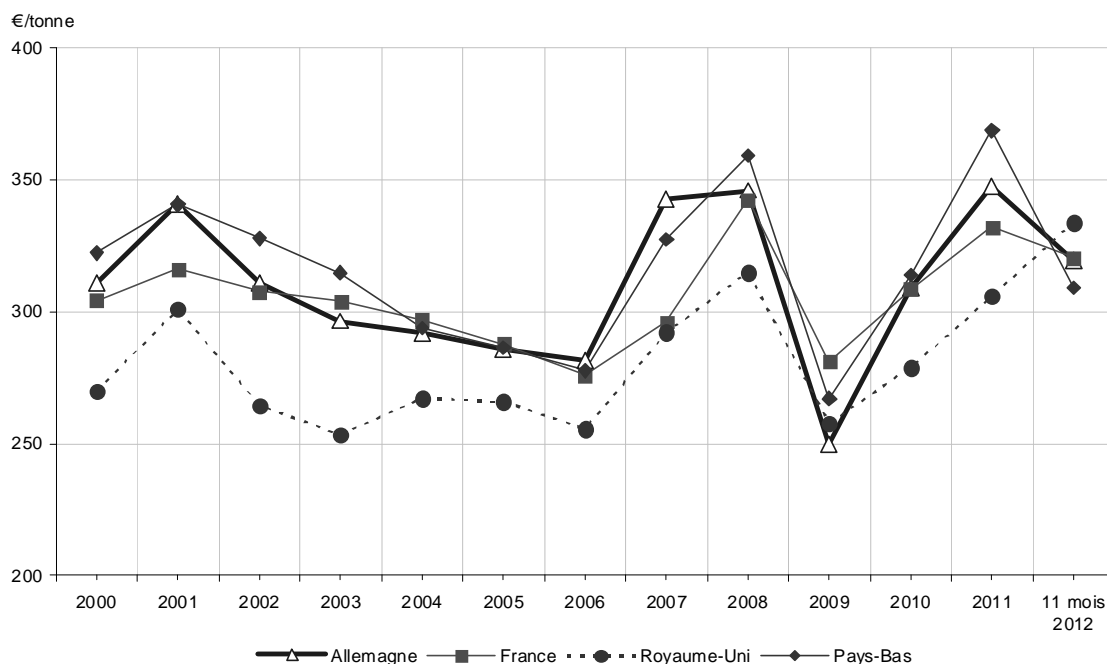
€/tonne	2008	2009	2010	2011	11 mois 2012	% 12/11**
Allemagne	346,0	249,9	309,2	347,6	319,3	-7,9
Autriche	389,0	290,0	317,2	353,7	337,8	-3,8
Belgique	321,3	235,6	304,2	330,9	297,4	-10,0
Danemark	371,4	274,9	318,8	356,7	336,2	-5,5
Espagne	380,1	291,4	293,5	312,7	307,2	-1,3
France	342,5	281,0	308,6	332,1	320,6	-3,7
Irlande	348,1	236,9	310,9	340,0	311,6	-8,2
Italie	373,9	306,0	337,5	384,2	368,8	-3,9
Pays-Bas	359,1	267,1	314,0	368,9	309,0	-5,1
Royaume-Uni	314,9	257,6	278,7	305,8	333,7	10,2
Hongrie	322,1	214,3	259,4	308,4	296,1	-4,2
Pologne	303,2	221,1	272,7	295,0	285,6	-3,4
République tchèque	330,3	226,1	282,7	327,2	296,8	-9,5
Bulgarie	314,4	253,4	274,5	326,6	302,0	-7,2
Roumanie	314,4	202,3	236,8	281,2	268,8	-3,9
UE 15*	351,7	271,4	310,6	344,9	330,2	-4,1
NEM 10/12*	289,2	219,0	270,8	303,9	288,2	-5,2
UE 27*		264,1	305,3	339,4	324,3	-4,3

* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

** Comparaisons sur les onze premiers mois de l'année

Source : Commission européenne

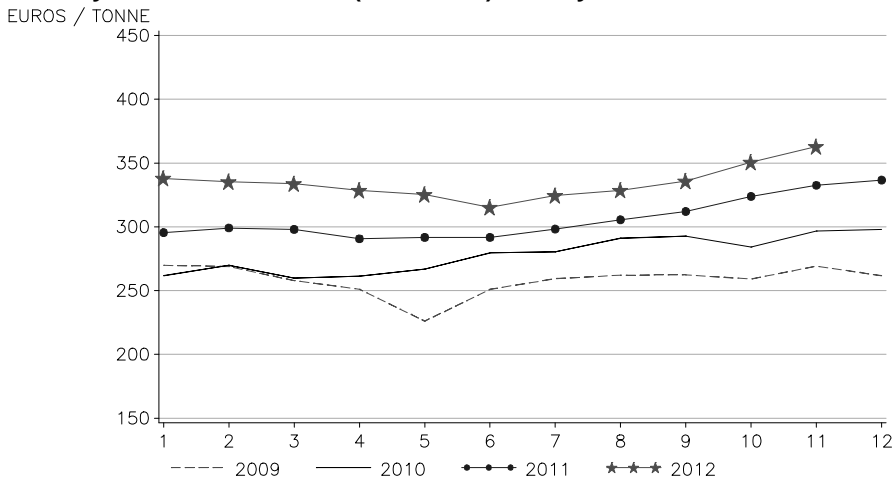
Prix moyen annuel du lait payé aux producteurs



* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

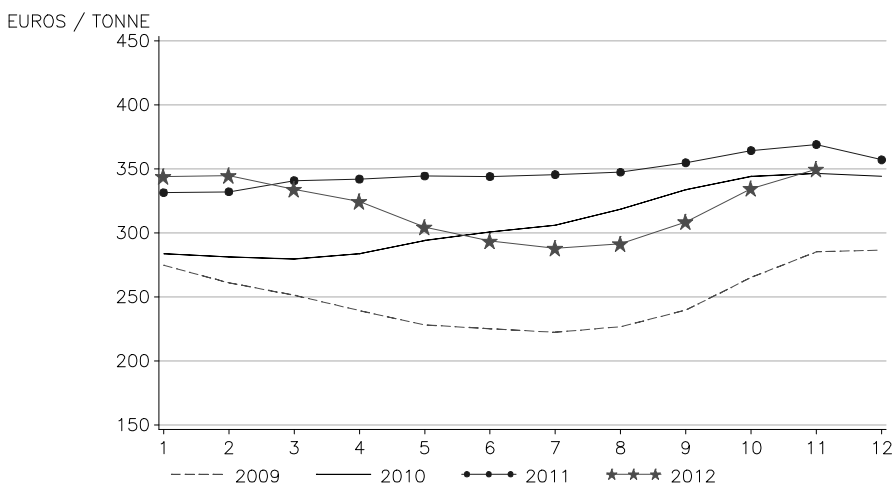
Source : Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Royaume-Uni



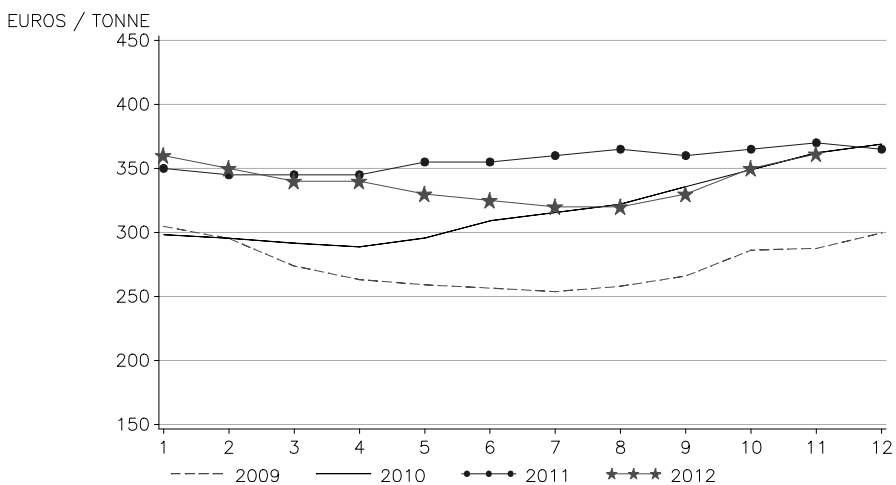
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Allemagne



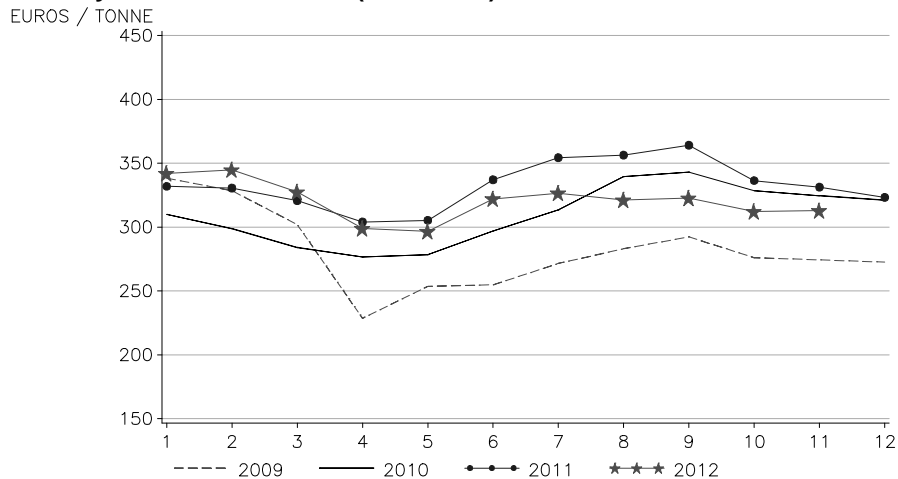
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Danemark



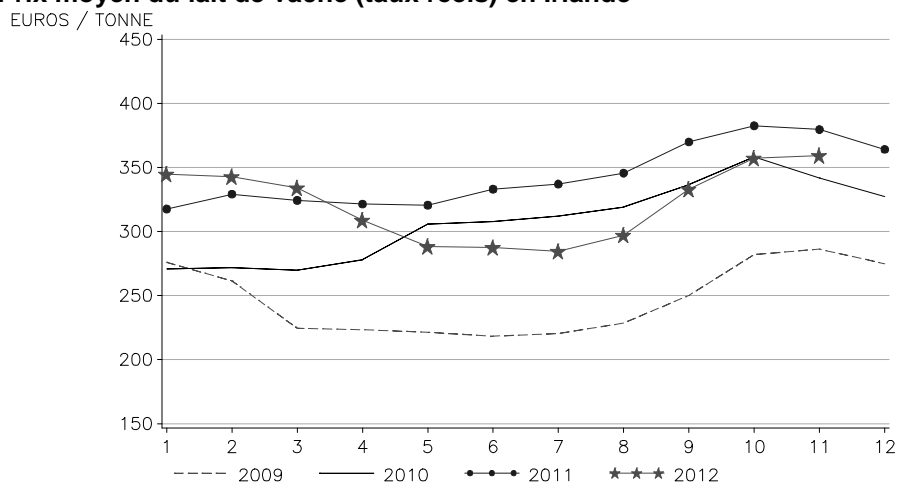
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en France



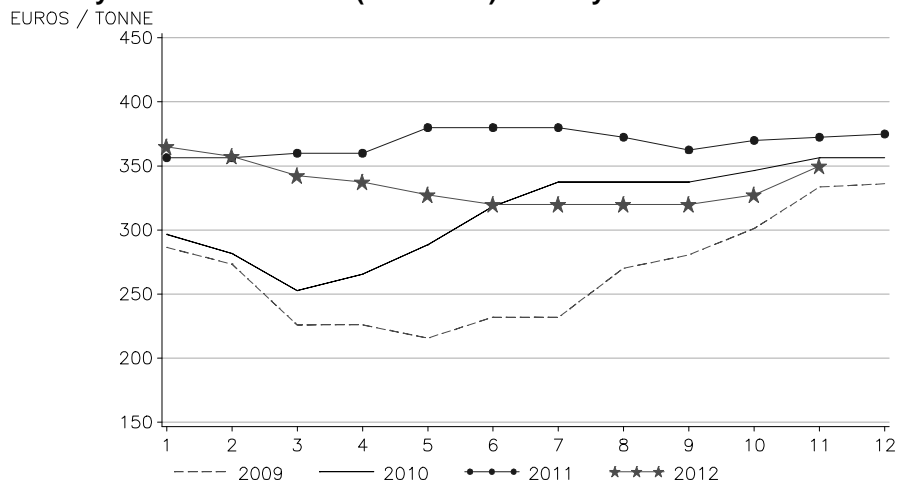
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) aux Pays-Bas



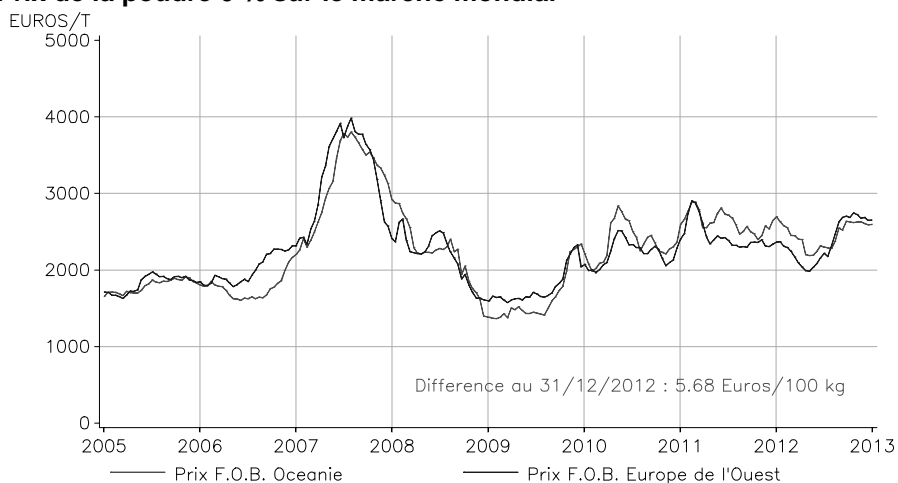
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2008	2009	2010	2011	2012	% 12/11
Poudre 0 %						
FOB Océanie	2 245,2	1 624,9	2 355,8	2 625,3	2 459,9	-6,3
FOB Europe de l'Ouest	2 186,1	1 769,7	2 212,7	2 445,1	2 365,2	-3,3
Beurre						
FOB Océanie	2 463,9	1 671,8	3 054,4	3 215,9	2 577,4	-19,9
FOB Europe de l'Ouest	2 629,5	2 422,5	3 486,7	3 956,9	3 036,9	-23,2
Poudre 26 %						
FOB Océanie	2 631,5	1 724,4	2 614,1	2 782,7	2 512,9	-9,7
FOB Europe de l'Ouest	2 694,6	2 015,8	2 711,9	3 066,8	2 755,7	-10,1
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	477,6	511,6	730,7	927,9	986,8	6,4
Cheddar						
FOB Océanie	3 163,4	2 113,2	3 022,8	3 099,3	2 972,8	-4,1

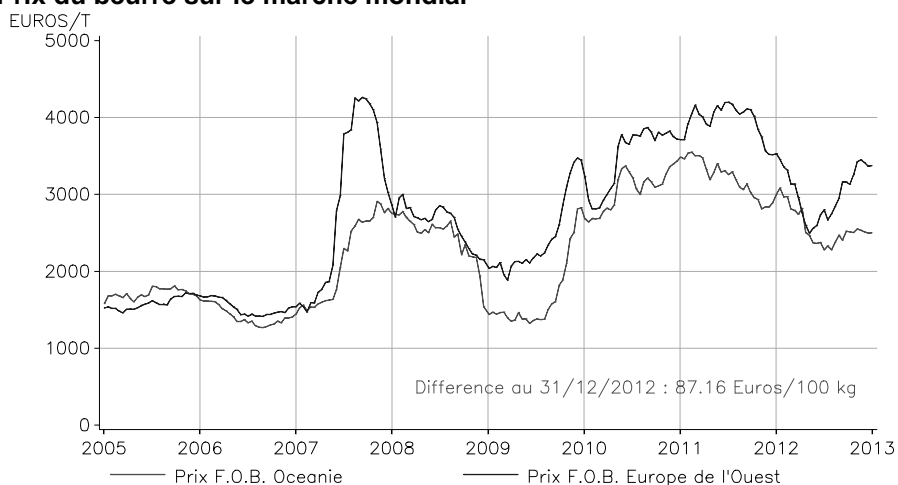
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix de la poudre 0 % sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du beurre sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Le marché du lait de brebis en France

Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois de novembre de l'année n-1 au mois d'octobre de l'année n.

› Une baisse du cheptel français des brebis laitières en 2011

Après deux années d'augmentation résultant de la hausse des fabrications industrielles, le cheptel français de brebis laitières a décru de 2 % en 2011 pour atteindre 1,298 million de têtes. Cette baisse concerne l'ensemble des bassins de production.

› Une collecte nationale de lait en repli lors de la campagne 2011/12

La diminution du cheptel s'accompagne d'une baisse de la collecte nationale de 2 % pour la campagne 2011/12 : 253 millions de litres de lait ont été collectés. Après trois ans de hausse, ce repli significatif concerne l'ensemble des bassins de production mais dans des proportions différentes. L'ensemble Pyrénées-Atlantiques et zones hors bassins traditionnels¹ a connu la plus forte baisse (- 4,9 %) alors que la collecte dans le rayon de Roquefort est restée stable.

Le recul national a été notable dès le début de la campagne, avec un pic de collecte nettement inférieur aux autres années (- 4,5 % entre mars 2011 et mars 2012). Néanmoins, on observe une légère reprise de la collecte depuis mai 2012 (entre mai et octobre 2012 : + 3,6 % par rapport à la même période en 2011).

Le bassin de Roquefort reste le premier bassin de production français, rassemblant environ 70 % de la collecte, suivi de la zone Pyrénées-Atlantiques/Hors-bassins avec 28 % et de la Corse avec 2% de la collecte.

L'essentiel de la production est destiné à l'industrie (à près de 95%) à l'exception des régions Corse et Aquitaine où les fabrications fermières sont importantes (d'après le SSP - Statistique Agricole Annuelle).

› Une reprise des fabrications des fromages au lait de brebis dans l'ensemble des bassins de production

Malgré la baisse de la collecte, les fabrications industrielles ont connu une reprise sur l'ensemble de la campagne 2011/12. Après une chute de la production lors de la campagne 2008/09 à 55.000 tonnes, la fabrication de fromages au lait de brebis a atteint 57.000 tonnes lors de la dernière campagne, soit + 2,9 % par rapport à 2010/11.

› Des coûts de production en augmentation

L'augmentation des coûts de production, et plus particulièrement ceux des matières premières, a pénalisé la filière lait de brebis. Ainsi, l'Ipampa (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) calculé pour la filière lait de brebis est passé de 128,5 en novembre 2011 à 137,1 en novembre 2012 ; l'indice aliments achetés a atteint 163,9 en novembre 2012 soit une hausse de 26,4 points par rapport à novembre 2011 (base 100 en 2005).

Par ailleurs, l'Ippap (Indice des prix agricoles à la production), soit le prix moyen payé aux producteurs, est passé de 100,7 à 102 entre la campagne 2010/11 et celle de 2011/12 (base 100 en 2005). Pour la deuxième année consécutive, le prix moyen du lait dans le rayon de Roquefort a augmenté, de près de 2%, passant de 885,69 €/1.000 litres à 902,88 €/1.000 litres entre les deux campagnes. Mais cette

1. La production du lait de brebis est répartie sur trois bassins traditionnels : le rayon de Roquefort, les Pyrénées-Atlantiques et la Corse. L'ensemble des autres zones de production est regroupé sous l'appellation hors bassins traditionnels. Des problèmes statistiques nous empêchent de séparer la production des Pyrénées-Atlantiques avec celle des zones hors bassins traditionnels. Nous obtenons alors des chiffres pour une grande zone de production : Pyrénées-Atlantiques/Hors-bassins.

hausse du prix du lait ne permet pas de compenser l'augmentation des coûts de production, entraînant d'importantes difficultés de trésorerie pour les éleveurs.

› **Les achats des ménages en baisse**

Selon le panel de consommateur Kantar Worldpanel, malgré un contexte de hausse de la consommation globale des fromages (+ 2,4 %), les achats des ménages de fromage au lait de brebis sont en baisse (- 1,2 % en 2012). Les fromages au lait de brebis connaissant un prix plus élevé que les autres fromages (15,1 €/kg en moyenne contre 9,1 €/kg en moyenne tout fromage), les ménages, dans le contexte de crise économique, se détournent de ces produits haut de gamme. Par ailleurs, les conditions climatiques du printemps (pluie en avril et en juin ; ensoleillement déficitaire en avril) ont été défavorables à la consommation des pâtes fraîches (fromage à salade) qui a diminué de 9%. Les achats de Roquefort sont stables ; les fromages des Pyrénées en augmentation (+ 3,7 %).

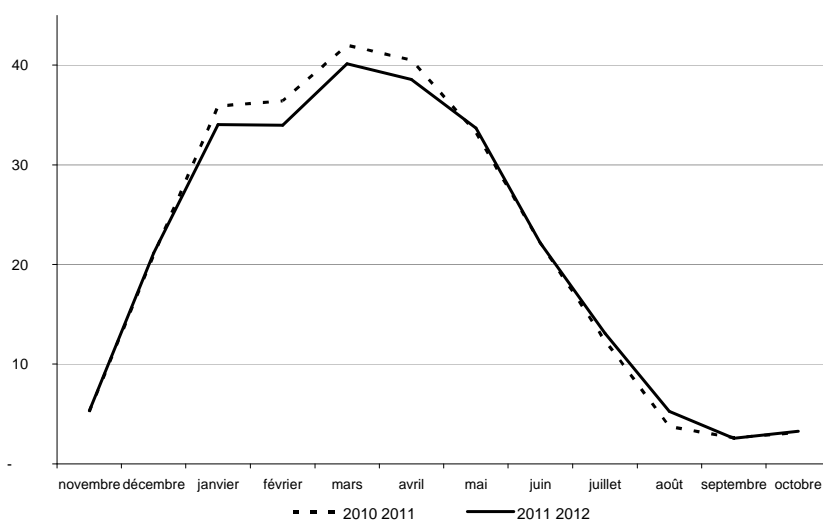
Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

1000 l.	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	% 11/12-10/11
Novembre	3 984	3 960	4 993	5 246	5 331	1,6%
Décembre	17 485	16 811	19 813	20 948	21 185	1,1%
Janvier	30 741	30 757	33 852	35 886	34 061	-5,1%
Février	34 873	32 416	34 496	36 413	33 969	-6,7%
Mars	38 249	39 233	40 399	42 003	40 131	-4,5%
Avril	36 575	37 069	40 732	40 508	38 567	-4,8%
Mai	32 591	32 894	34 063	33 235	33 700	1,4%
Juin	21 012	21 863	22 617	22 137	22 145	0,0%
Juillet	12 533	13 080	12 938	12 381	13 093	5,8%
Août	3 881	4 448	4 318	3 745	5 263	40,5%
Septembre	2 140	2 362	2 345	2 626	2 545	-3,1%
Octobre	2 537	2 875	2 989	3 133	3 262	4,1%
TOTAL	236 600	237 767	253 555	258 260	253 253	-1,9%

Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte mensuelle de lait de brebis, total France

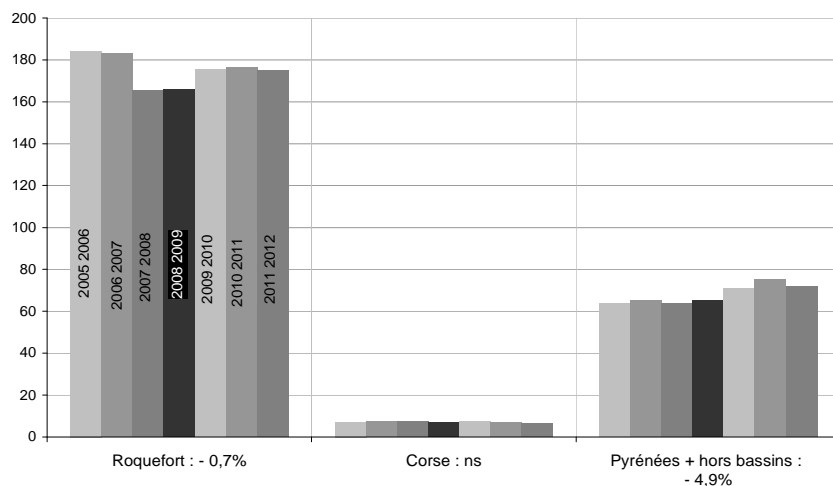
Volume collecté (millions de l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte de lait de brebis par bassin de production et par campagne (novembre à octobre)

Volume collecté (millions de l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

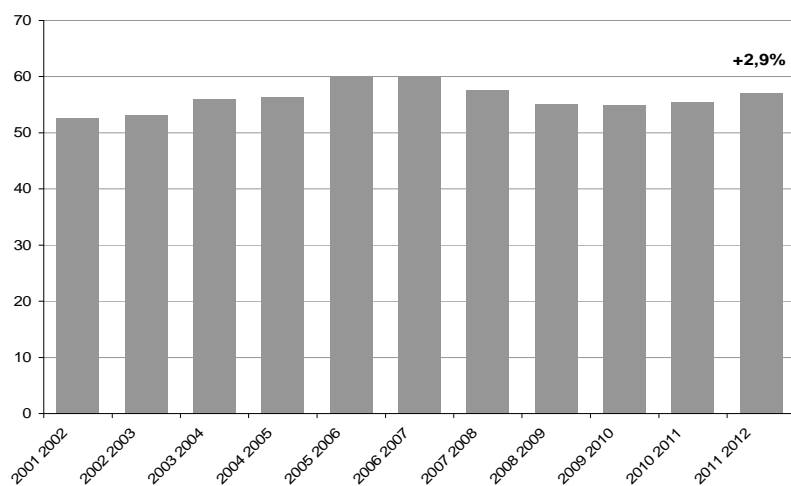
Fabrications mensuelles de fromages à partir de lait de brebis

tonnes	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	% 11/12-10/11
Novembre	754	662	636	805	788	-2,1%
Décembre	3 612	3 074	3 098	4 125	4 466	8,3%
Janvier	6 891	6 817	6 998	7 279	7 536	3,5%
Février	7 805	7 352	7 325	7 607	7 834	3,0%
Mars	9 178	8 672	8 839	8 878	9 075	2,2%
Avril	9 160	8 971	8 966	8 719	8 701	-0,2%
Mai	8 622	8 710	8 073	8 183	8 543	4,4%
Juin	5 798	5 532	6 295	5 772	5 972	3,5%
Juillet	3 801	3 411	3 119	2 675	2 435	-9,0%
Août	859	779	702	519	737	42,0%
Septembre	610	618	481	432	451	4,3%
Octobre	587	538	521	506	545	7,7%
TOTAL	57 676	55 135	55 054	55 498	57 082	2,9%

Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrications de fromages à partir de lait de brebis, par campagne

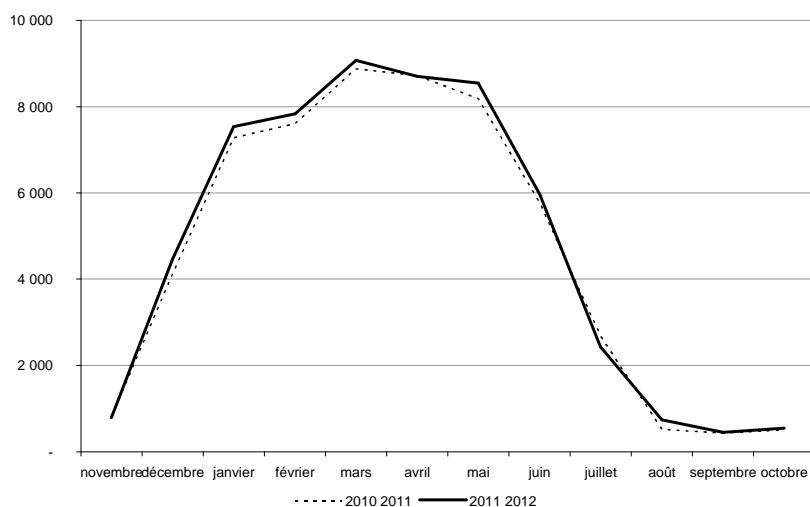
Fabrications (1.000 t)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrications mensuelles de fromages de brebis, total France

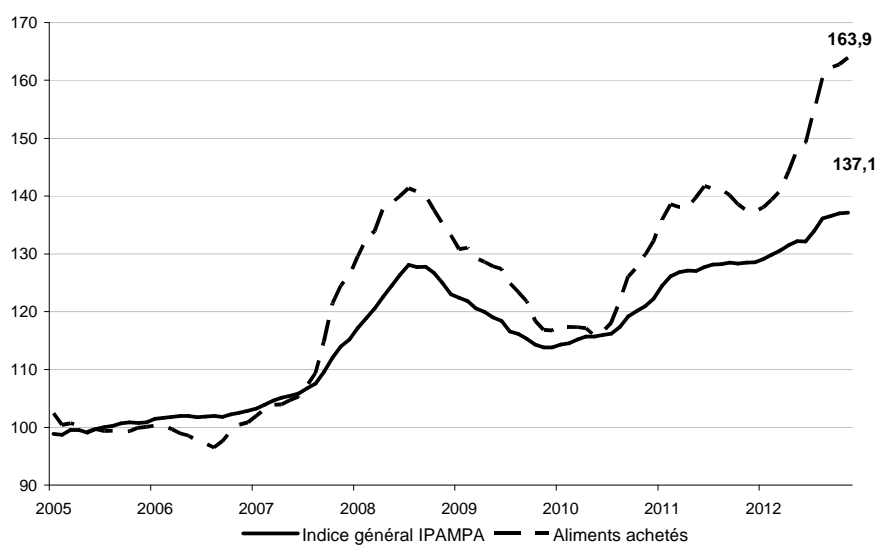
Production (en tonnes)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution des coûts de production, l'Ipampa

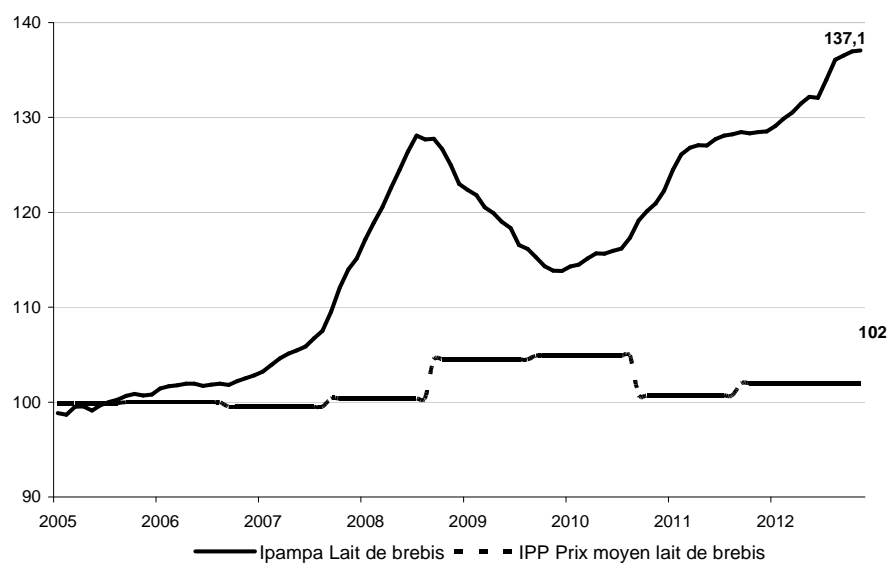
Base 100 en 2005



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et l'Insee

Évolution comparée du prix du lait et des coûts de production

Indice base 100 : 2005



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et l'InseeAgriMer d'après Lonja Agropecuaria para la Mancha

Le marché du lait de brebis dans l'Union européenne

› Un cheptel européen en diminution en 2011

Selon Eurostat, en 2011, le cheptel de l'Union européenne à 15 pays a continué à baisser pour la seconde année consécutive (- 3,8 % entre 2010 et 2011). On dénombre désormais un peu plus de 16 millions de têtes de brebis et agnelles laitières saillies dans l'UE à 15 (environ 25 millions de têtes dans l'UE à 27).

Cette baisse observée dans la plupart des pays européens cache des évolutions divergentes. Ainsi, l'Espagne aurait connu une baisse de près de 21 % de son cheptel laitier, le Portugal de 5 %, alors que le cheptel bulgare a progressé de 10 %. Les autres principaux pays producteurs européens, à savoir la Roumanie, la Grèce et l'Italie, ont vu leur cheptel légèrement augmenter (hausse de moins de 1 %). La diminution du cheptel espagnol est à mettre en relation avec la crise économique que connaît le pays et avec la hausse du prix de l'aliment.

Le premier cheptel européen de brebis traites est la Roumanie depuis 2009 avec un troupeau mixte de 6,7 millions de têtes, talonnée par la Grèce avec un cheptel laitier de 6,4 millions de têtes. L'Italie occupe la troisième position avec un peu moins de 5,5 millions de brebis laitières. La France se situe au cinquième rang.

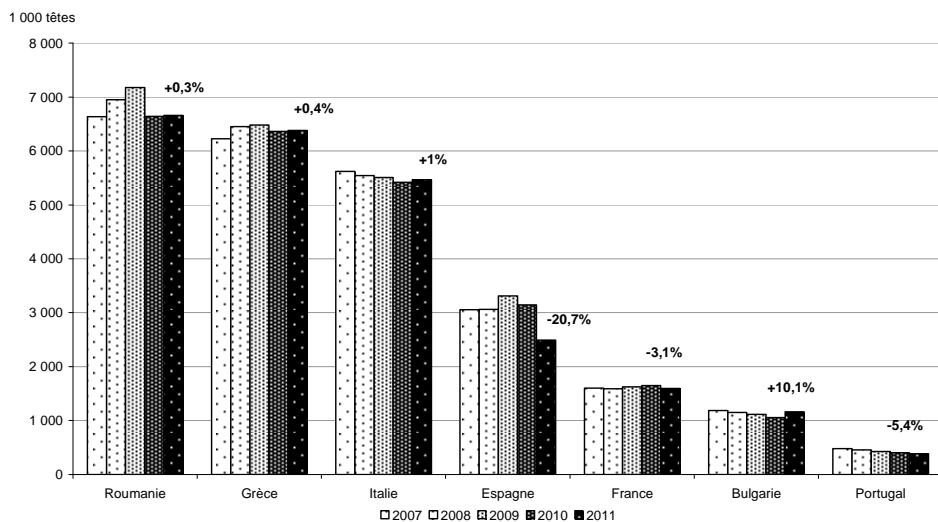
› Une production en baisse en 2011

Conséquence de la baisse du cheptel, la production européenne de lait de brebis a diminué de 4 % en 2011 (estimations à partir d'Eurostat). Alors que l'ensemble des pays connaît une baisse, la Bulgarie voit sa production augmenter de 4,7 %. La plus forte baisse concerne l'Espagne (- 11 %).

› Un prix en augmentation en 2012

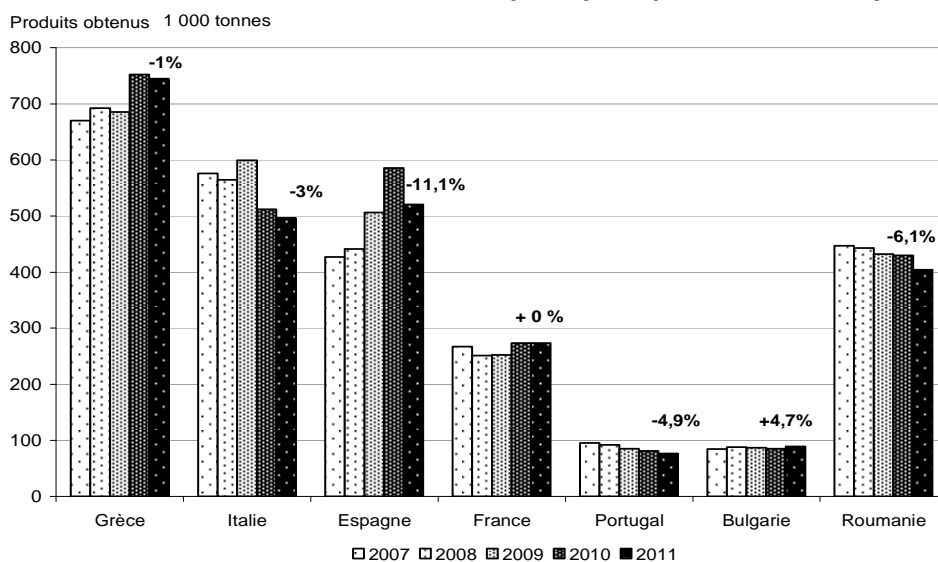
La pénurie en lait de chèvre que connaît actuellement l'Espagne, couplée à la décapitalisation de son cheptel ovin, contribue à une hausse du prix du lait de brebis, du fait d'une corrélation entre ces deux prix entretenue par l'importance des fabrications de fromages mixtes. Ainsi, après avoir fortement diminué en 2010 et stagné par la suite à des niveaux assez bas, le lait de brebis progresse et retrouve son niveau d'avant 2010 : le prix du lait de brebis, hors appellation contrôlée, dans la province Castilla Mancha se situe désormais, à MSU 128,6 g/l, à 938,98 €/1.000 litres fin décembre 2012 contre 858,83 €/1.000 litres il y a 2 ans.

Évolution des cheptels européens de brebis et agnelles laitières saillies : enquête de décembre



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

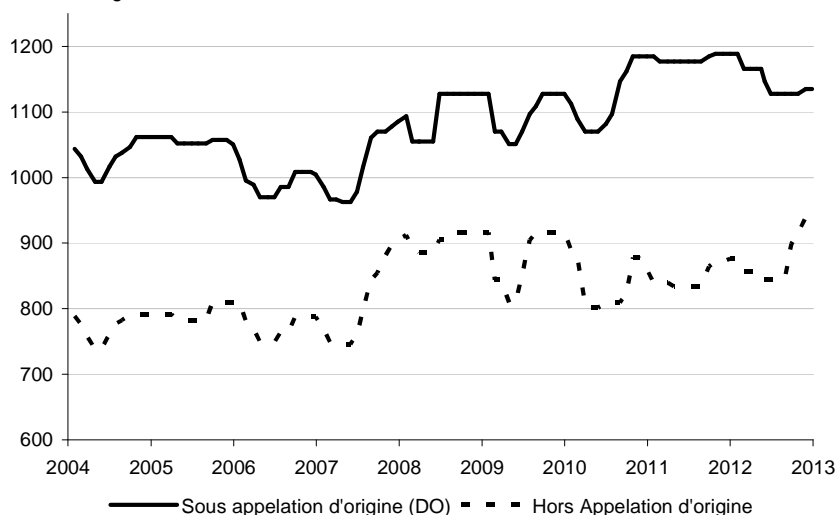
Production de lait de brebis au sein des principaux producteurs européens



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution du prix du lait de brebis en Espagne : Cotation de Castilla la Mancha

€/ 1000 l. à la
MSU de 128,6 g/l.



Source : FranceAgriMer d'après Lonja Agropecuaria para la Mancha

Le marché du lait de chèvre en France

› Une décapitalisation du cheptel caprin français en 2011

Après cinq ans d'augmentation constante, le cheptel français de chèvres et chevrettes a diminué en 2011 de 4 % pour atteindre 1,253 million de têtes. Cette diminution survient dans un contexte de crise de la filière lait de chèvre, se traduisant par une forte réduction de la production de lait. Cette baisse concerne l'ensemble des régions (- 5 % en moyenne) à l'exception de la Corse (+ 13 %). Les régions Centre (- 6,6 %) et Rhône-Alpes (- 8,5 %) sont les plus touchées.

La région Poitou-Charentes détient un tiers du troupeau caprin français. Elle est suivie par les Pays-de-la-Loire, Midi-Pyrénées, le Centre et Rhône-Alpes qui détiennent chacune environ 11 % du cheptel national.

› Une forte maîtrise de l'approvisionnement qui permet un retour à l'équilibre physique en 2012

Compte-tenu de la constitution de surstocks de produits de report importants depuis 2009, résultant d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, les disponibilités en lait de chèvre ont été fortement réduites en 2012 du fait d'une maîtrise de la collecte et des importations de produits intermédiaires.

Ainsi, après avoir connu une augmentation pendant cinq ans, la collecte a reculé de 8,3 % en cumul sur les onze premiers mois de 2012. Cette baisse a été ressentie dès avril 2012. Elle concerne l'ensemble des bassins, les zones sud-ouest (- 17,6 %, - 9,5 millions de litres) et centre-ouest (- 7,4 %, - 25,8 millions de litres) représentant les principales contributions à ce recul. Cette baisse est liée à la volonté, d'une part, des laiteries de maîtriser les volumes et, d'une part, à la réaction des producteurs face à la baisse du prix du lait et à la hausse de ceux des aliments.

Après avoir été divisées par deux entre 2009 et 2010, les importations de produits intermédiaires se sont maintenues à des niveaux bas en 2012. Sur les onze premiers mois de 2012, 46,6 millions de litres ont été importés, principalement d'Espagne ou des Pays-Bas, soit - 0,9 % par rapport à la même période en 2011 ou - 53 % par rapport à 2008, année où les importations ont été les plus élevées. Elles ne correspondent désormais plus qu'à 9,3 % du lait transformé en France (elles représentaient 19 % en 2008). Plus précisément, les importations de lait liquide en vrac ont diminué de près de 21 %, mais les importations de caillé et de lait concentré ont connu une hausse sur les onze premiers mois de 2012 (respectivement 18 % et 3 %), plus particulièrement à partir de juin, lorsque la filière française a retrouvé un certain équilibre dans ses volumes.

Au total, les disponibilités en lait de chèvre ont diminué en 2012 : - 7,7 % sur les onze premiers mois de 2012. Au total, l'industrie laitière caprine a disposé d'un volume de 498,9 millions d'équivalents litres de lait de janvier à novembre 2012.

Cette maîtrise des approvisionnements, combinée à des fabrications en croissance, a permis une résorption accélérée des surstocks et ainsi un retour à l'équilibre à partir du mois d'août 2012. Les stocks ont diminué de 52 % par rapport à novembre 2011, pour atteindre 43,9 millions d'équivalents litres de lait en novembre 2012, soit à peu près le niveau estimé des stocks outils nécessaires à la gestion de la saisonnalité de la production.

Les fabrications de produits de report ont diminué de 7,6 % sur les onze premiers mois de 2012. La fabrication de caillé se situe à 21.000 tonnes (- 7,7 % par rapport à la même période en 2011). En revanche, la fabrication de lait concentré a augmenté de 10,4 % mais elle avait été divisée par deux entre 2010 et 2011. En cumul de janvier à novembre 2012, la production a atteint 428 tonnes de lait concentré.

› Mais une augmentation des coûts de production qui menace la viabilité des exploitations

Selon l'enquête réalisée par l'Institut de l'Élevage, la valorisation du lait semble s'être stabilisée en 2012 après avoir connu un décrochage fin 2011 - début 2012. Cependant, elle suit toujours une tendance

baissière : le prix est passé de 620 €/1.000 litres en septembre 2011 à 616 €/1.000 litres en septembre 2012. L'IPVI (Indice des prix de vente industrielle) est également en baisse.

La situation de la filière reste tendue du fait d'une forte augmentation des coûts de production. L'Ipampa (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) lait de chèvre continue sa progression, débutée en septembre 2009 (+ 9,8 points entre janvier et novembre 2012) et se situe à 141,2 (base 100 en 2005). Il est poussé par l'augmentation des matières premières. L'indice des aliments achetés a atteint des niveaux inégalés jusqu'à maintenant : il vaut désormais 162,4 (il valait 141,3 en janvier 2012).

La tendance à la baisse du prix du lait, couplée à l'augmentation des coûts de production, entraîne un effet ciseaux qui menace fortement la viabilité des exploitations déjà fragilisées par la crise de surproduction.

› **Des fabrications de fromage de chèvre stables en 2012**

Malgré la baisse de la collecte, les fabrications des fromages au lait de chèvre ont continué leur progression. Elles ont augmenté de 1,1 %, en cumul de janvier à novembre 2012. Cette hausse n'a été possible que par un recours accru aux stocks de report, permettant ainsi la résorption des surstocks.

Avec 71 % des fromages fabriqués en France, la région Poitou-Charentes reste la première région industrielle, suivie de la région Centre qui détient 11 % de la transformation nationale.

La production fermière est estimée en France 20 % de la production de lait de chèvre. Elle est concentrée en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et dans le Centre. Avec l'autoconsommation, on estime cette production à environ 130 millions de litres de lait (d'après le SSP - Statistique Agricole Annuelle).

› **Une consommation des ménages en progression**

D'après le panel consommateur Kantar Worldpanel, la consommation des ménages de fromages de chèvre a continué sa progression en 2012 : + 2,4 % par rapport à 2011 (en cumul de janvier à décembre) avec un prix stable de 11,4 €/kg. Les fromages de chèvre représentent 6,5 % des volumes de fromages achetés par les ménages (fromages de vache 89,8 %, fromages de brebis 3,3 %).

Collecte française de lait de chèvre

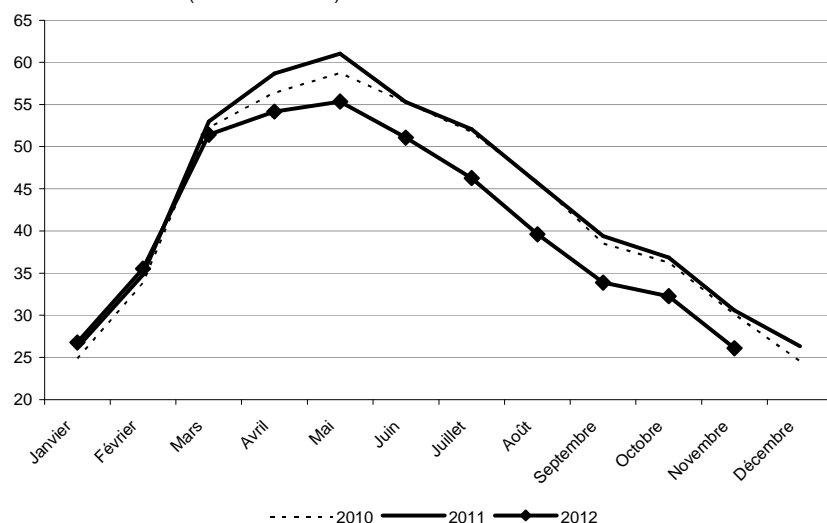
1000 l.	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Janvier	22773	22876	24849	26149	26772	2,4%
Février	32799	31450	33832	34783	35520	2,1%
Mars	46017	48984	52244	52994	51419	-3,0%
Avril	48956	52512	56398	58671	54169	-7,7%
Mai	51220	54910	58738	61017	55333	-9,3%
Juin	47078	52094	55210	55322	51078	-7,7%
Juillet	44008	48278	51726	52063	46269	-11,1%
Août	37964	42753	45867	45675	39619	-13,3%
Septembre	31678	36528	38532	39389	33857	-14,0%
Octobre	29148	34615	36244	36831	32238	-12,5%
Novembre	24246	28559	30103	30575	26087	-14,7%
Décembre	21998	24745	24509	26321	21978	-16,5%
TOTAL	437886	478305	508251	519790	474340	-8,7%

* Estimation pour le mois de décembre

Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de chèvre, total France

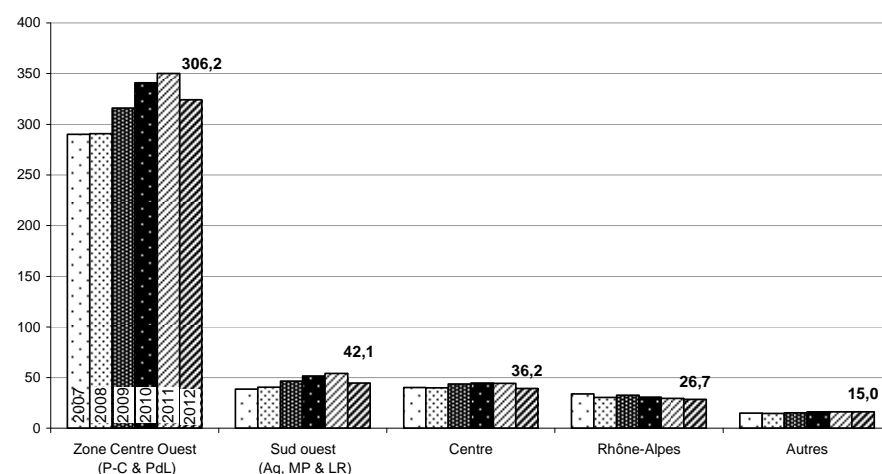
Volumes collectés (millions de litres)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte régionale du lait de chèvre de 2007 à 2012 : période de janvier à novembre

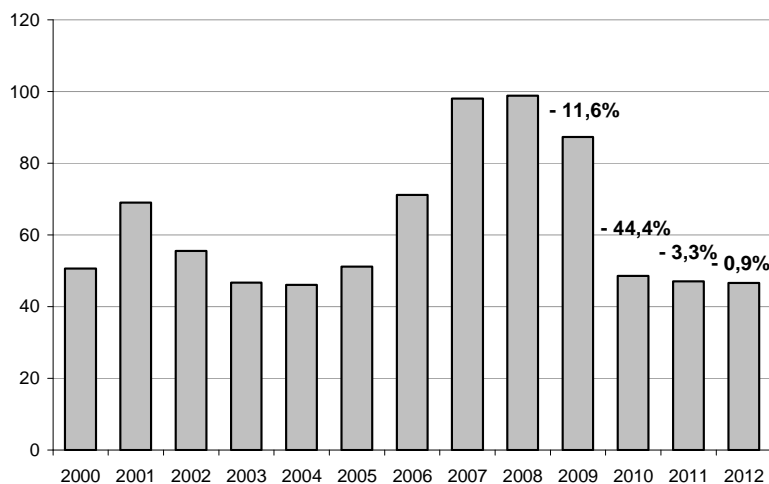
Volume collecté (millions de l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Importations de produits intermédiaires : période de janvier à novembre

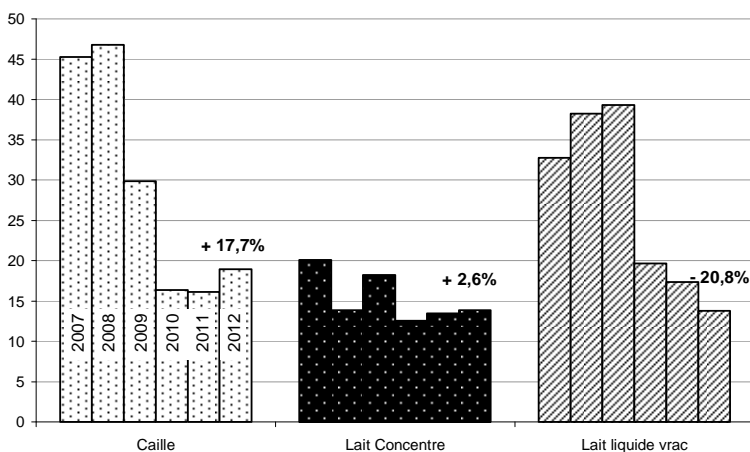
Volumes importés (millions d'eq. l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Importations de produits intermédiaires par catégories de produits de 2007 à 2012 : période de janvier à novembre

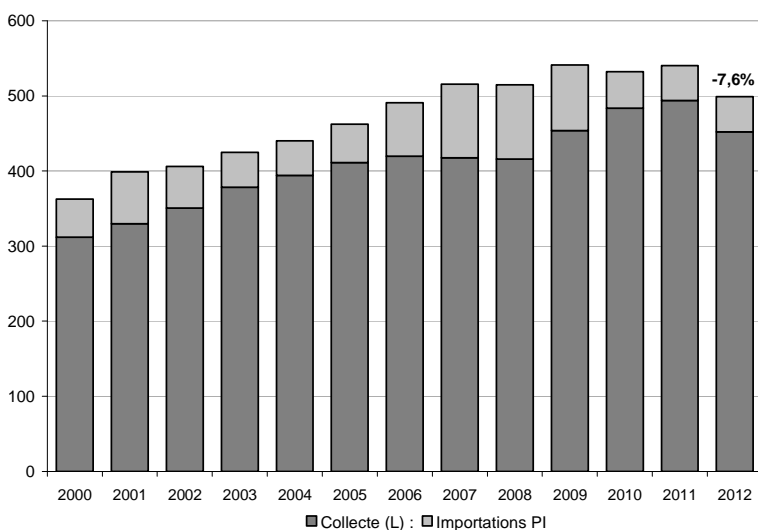
Volumes importés (millions d'eq. l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

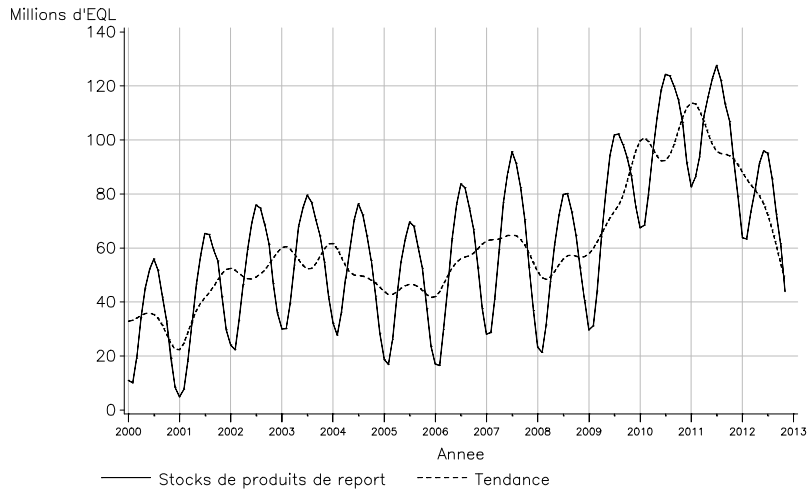
Disponibilités en lait de chèvre en France : période de janvier à novembre

Volumes disponibles (millions d'eq. l.)



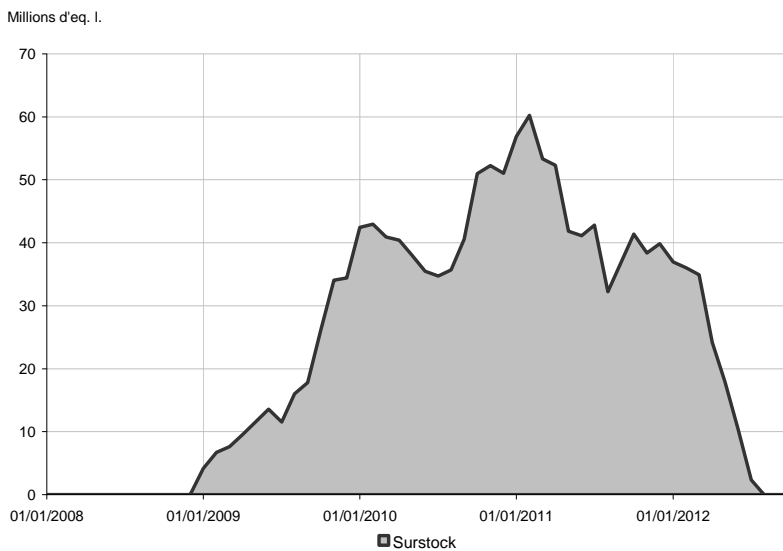
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution des stocks de produits de report caprin



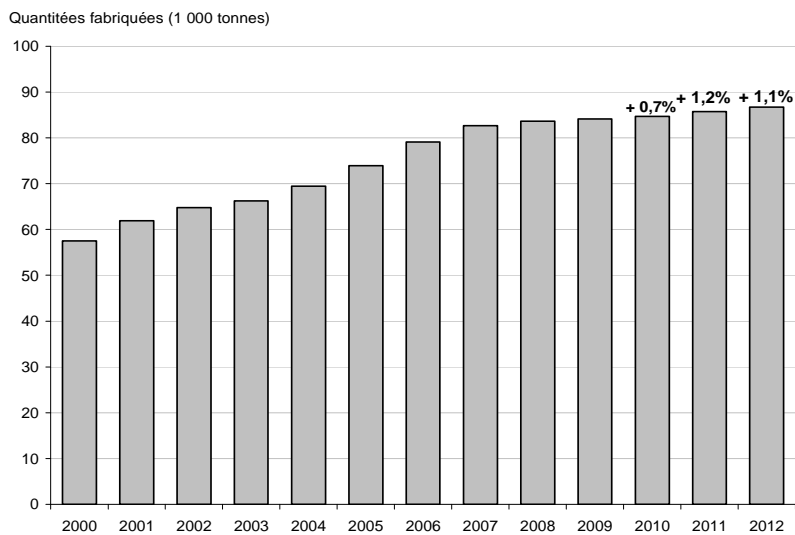
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Niveau des surstocks de produits de report



Source : Estimation d'après enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

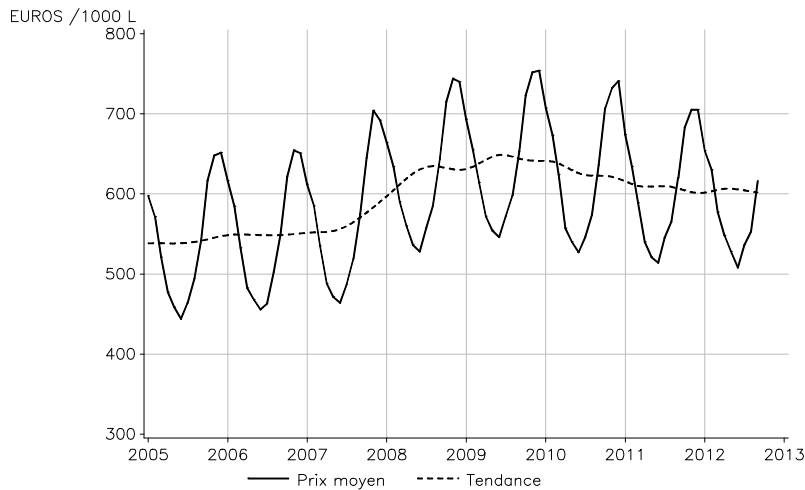
Fabrication nationale au lait de chèvre : période de janvier à novembre



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution du prix moyen du lait de chèvre en France

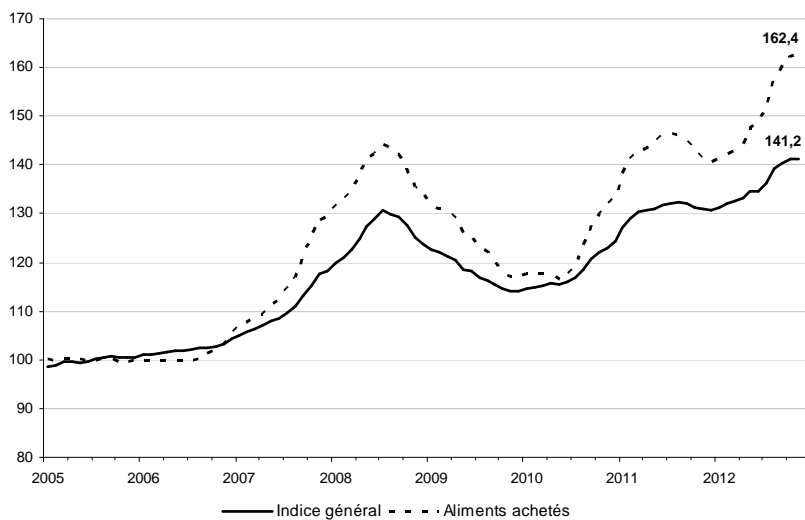
PRIX MOYEN DU LAIT DE CHEVRE EN FRANCE



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage

Évolution des coûts de production depuis 2005

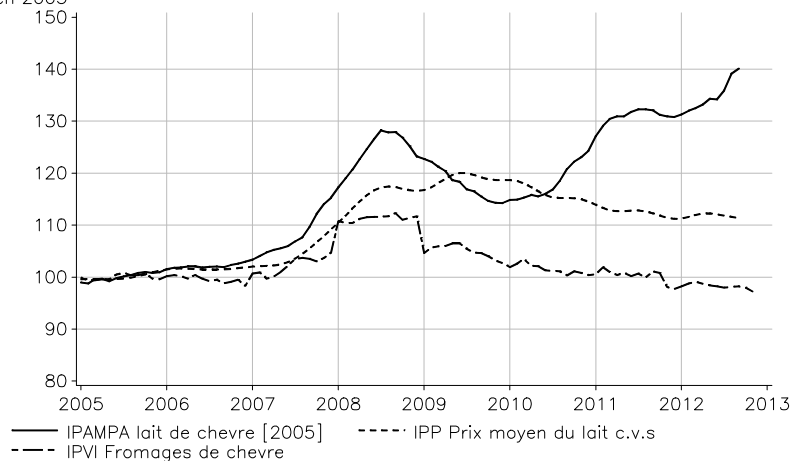
Indice base 100 : 2005



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage

Évolution comparée du prix du lait et des coûts de production

base 100 en 2005



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et Insee

Le marché du lait de chèvre dans l'Union européenne

› 2011 : une année morose pour l'Union européenne

Selon Eurostat, en décembre 2011, le cheptel européen caprin était estimé à 13,19 millions de têtes, en recul de 2,8 % par rapport à décembre 2010.

Conséquence de cette baisse, la collecte de lait de chèvre a légèrement diminué en 2011 dans l'Union européenne (- 1 % par rapport à 2010). La production des huit principaux pays producteurs de lait de chèvre (France, Espagne, Grèce, Roumanie, Pays-Bas, Bulgarie, Italie, Portugal) s'élevait à 2,1 millions de tonnes en 2011.

La fabrication de fromage de lait de chèvre pur a continué sa progression en 2011 et s'élève à environ 14 millions de tonnes, selon Eurostat.

› En 2011, l'Espagne et la Grèce en difficulté ; une reprise de la production aux Pays-Bas

Avec une baisse de 1,2 % de son cheptel, la Grèce détient toujours le premier troupeau européen avec 4,79 millions de têtes. L'année 2011 a été marquée par une baisse de la production grecque de 6 %.

L'Espagne, deuxième troupeau d'Europe avec 2,69 millions de têtes, dont 2 millions de chèvres et chevrettes saillies, a connu une forte baisse de son cheptel en 2011 (- 7,4 %). Sa production de lait de chèvre a diminué de 8 %. Cette baisse est liée à la crise économique que connaît le pays et à la réduction des importations françaises. Les prix du lait de chèvre ont connu d'importantes baisses et fluctuations durant 2010 et 2011.

Les Pays-Bas ont connu une reprise de leur production en lait de chèvre en 2011, après une année 2010 difficile du fait de problèmes sanitaires. Selon Eurostat, après une décapitalisation importante en 2010, le cheptel caprin a augmenté de près de 4 % en 2011, la production de 7 %.

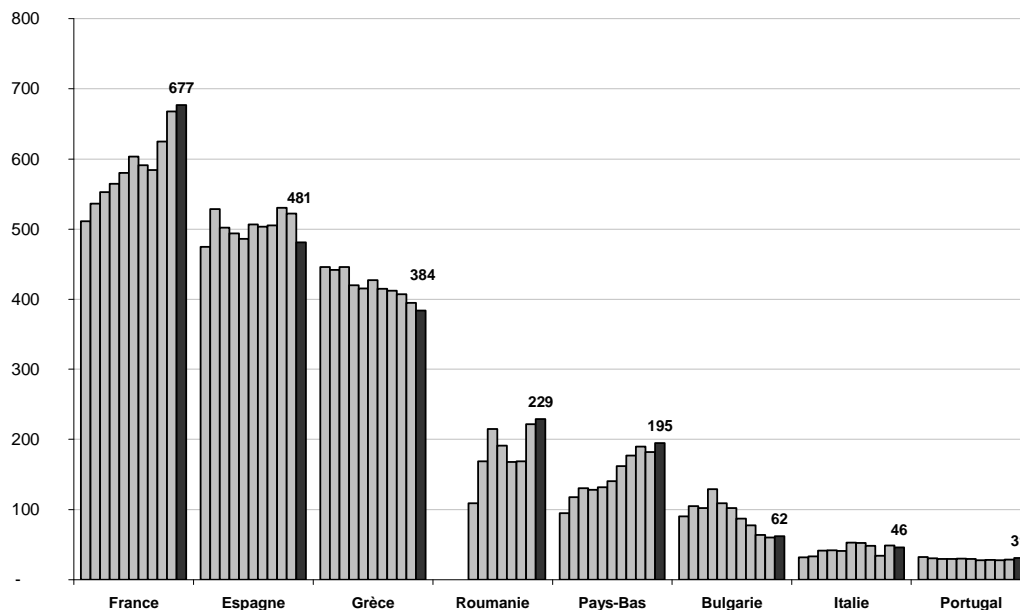
› Reprise du prix du lait en Europe en 2012

En Espagne, suite à la décapitalisation importante, une pénurie de lait de chèvre s'est fait sentir en 2012, poussant les prix à la hausse. Ces derniers ont ainsi retrouvé en 2012 leur niveau d'avant crise. Par exemple, la cotation du lait de chèvre en Andalousie (Cotation Malaga) a connu une hausse de 33 % entre novembre 2011 et 2012 pour atteindre 60 €/100 litres fin 2012.

Aux Pays-Bas, après d'importantes fluctuations du prix du lait de chèvre en 2010, son cours a repris une tendance haussière dès mi-2011 pour atteindre un prix moyen de 530 €/1.000 litres en novembre 2012 (+ 17 % par rapport à novembre 2011).

Production de lait de chèvre parmi les principaux producteurs européens de 2001 à 2011

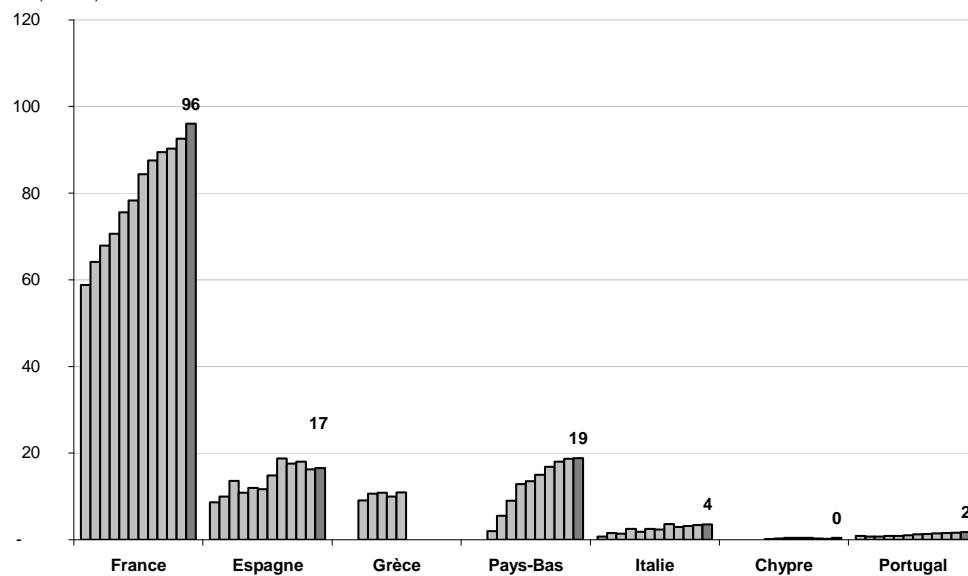
Produits obtenus (1 .000 t)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

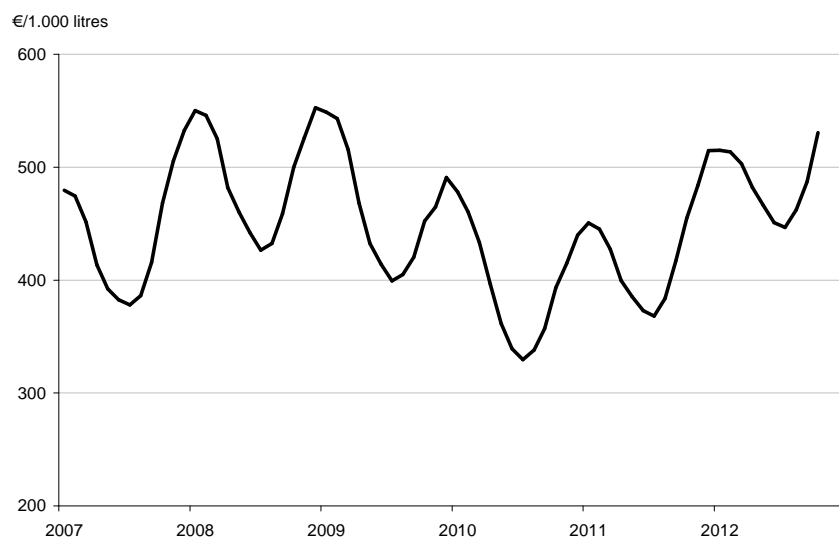
Fabrications de fromages pur chèvre dans les principaux pays européens de 2000 à 2011

Fromages pur chèvre
(1.000 t)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prix moyen du lait de chèvre aux Pays-Bas depuis 2007



Source : FranceAgriMer d'après Productschap Zuivel

Prix du lait de chèvre en Andalousie (Cotation hebdomadaire Malaga) depuis 2007



Source : FranceAgriMer d'après Junta de Andalucia

annexes



Tableau 1 : Production indigène brute¹

1000 tec

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	45	637	3 727
1971	1 304	393	130	1 417	37	652	3 933
1972	1 200	360	130	1 461	28	716	3 895
1973	1 197	349	128	1 449	23	809	3 955
1974	1 519	368	133	1 453	23	820	4 316
1975	1 502	366	134	1 461	21	823	4 307
1976	1 535	385	150	1 478	21	865	4 434
1977	1 371	379	148	1 491	21	903	4 313
1978	1 379	383	150	1 522	19	963	4 416
1979	1 547	410	162	1 579	19	1 036	4 753
1980	1 560	405	180	1 570	19	1 125	4 859
1981	1 614	370	183	1 600	17	1 238	5 022
1982	1 504	389	195	1 571	17	1 333	5 009
1983	1 540	397	186	1 564	15	1 284	4 986
1984	1 704	418	185	1 576	14	1 250	5 147
1985	1 652	387	187	1 571	15	1 265	5 077
1986	1 675	394	179	1 591	14	1 325	5 178
1987	1 741	389	180	1 646	14	1 408	5 378
1988	1 652	351	175	1 779	15	1 448	5 420
1989	1 530	312	175	1 689	13	1 538	6 946
1990	1 599	313	177	1 727	10	1 665	7 218
1991	1 714	312	170	1 773	10	1 781	5 760
1992	1 763	316	156	1 859	10	1 840	5 944
1993	1 908		155	2 017	9	1 891	5 980
1994	1 821		147	2 116	8	2 004	6 096
1995	1 896		147	2 140	9	2 098	6 290
1996	1 982		152	2 149	10	2 230	6 523
1997	1 986		149	2 228	10	2 275	6 648
1998	1 883		145	2 333	10	2 301	6 672
1999	1 798		140	2 349	9	2 213	6 509
2000	1 764		137	2 311	12	2 233	6 457
2001	1 781		139	2 318	13	2 258	6 509
2002	1 897		137	2 360	11	2 129	6 534
2003	1 889		138	2 375	9	2 034	6 445
2004	1 818		133	2 330	8	1 980	6 269
2005	1 772		134	2 306	8	1 975	6 195
2006	1 731		132	2 290	7	1 785	5 946
2007	1 740		130	2 334	7	1 868	6 079
2008	1 700		119	2 318	5	1 857	5 999
2009	1 706		110	2 292	6	1 783	5 897
2010	1 773		111	2 315	6	1 818	6 024
2011	1 844		115	2 296	7	1 865	6 127
2012*	1 718		111	2 260	7	1 855	5 951
% 12*/11	-6,8		-3,9	-1,6	4,3	-0,6	-2,9

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute²

1000 tec

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	90	616	3 928
1971	1 140	377	163	1 638	86	616	4 020
1972	1 137	337	173	1 646	86	682	4 061
1973	1 160	319	180	1 622	86	749	4 116
1974	1 200	343	182	1 664	84	748	4 221
1975	1 224	338	192	1 705	88	755	4 302
1976	1 300	350	198	1 718	94	775	4 435
1977	1 301	362	202	1 750	97	801	4 513
1978	1 340	375	205	1 832	97	844	4 693
1979	1 380	384	212	1 864	98	865	4 803
1980	1 408	359	225	1 904	92	860	4 848
1981	1 364	350	232	1 930	84	884	4 844
1982	1 339	358	241	1 916	78	901	4 833
1983	1 356	360	244	1 950	74	942	4 926
1984	1 388	373	248	1 972	71	934	4 986
1985	1 395	357	255	1 949	64	963	4 983
1986	1 397	362	265	1 979	55	1 019	5 077
1987	1 396	361	280	2 032	58	1 031	5 158
1988	1 369	326	287	2 106	60	1 087	5 235
1989	1 401	305	300	2 008	61	1 183	5 258
1990	1 371	314	313	2 010	58	1 244	5 310
1991	1 391	317	321	2 023	53	1 246	5 351
1992	1 390	314	321	2 057	48	1 231	5 361
1993	1 644		317	2 076	42	1 222	5 301
1994	1 582		312	2 089	35	1 287	5 305
1995	1 625		309	2 083	34	1 315	5 366
1996	1 539		309	2 097	39	1 473	5 457
1997	1 568		298	2 071	37	1 457	5 431
1998	1 615		296	2 238	34	1 453	5 642
1999	1 593		299	2 222	31	1 443	5 588
2000	1 561		306	2 191	33	1 491	5 582
2001	1 532		258	2 222	36	1 556	5 604
2002	1 698		273	2 231	30	1 486	5 718
2003	1 672		264	2 232	27	1 452	5 647
2004	1 665		263	2 176	25	1 468	5 597
2005	1 670		262	2 160	24	1 497	5 613
2006	1 643		261	2 191	23	1 458	5 576
2007	1 669		251	2 207	22	1 524	5 672
2008	1 644		243	2 177	21	1 571	5 656
2009	1 644		233	2 163	20	1 540	5 600
2010	1 680		233	2 163	20	1 616	5 655
2011	1 654		214	2 090	18	1 638	5 614
2012*	1 622		207	2 082	17	1 671	5 598
% 12*/11	-1,9		-3,1	-0,4	-8,2	2,0	-0,3

A partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kg.ec/hab

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	1,8	12,1	77,6	50,5
1971	22,3	7,4	3,2	32,1	1,7	12,0	78,7	51,0
1972	22,0	6,5	3,3	32,0	1,7	13,2	78,7	51,5
1973	22,2	6,1	3,5	31,2	1,6	14,3	78,9	51,9
1974	23,0	6,6	3,5	31,8	1,6	14,3	80,8	52,3
1975	23,3	6,4	3,7	32,5	1,7	14,3	81,9	52,6
1976	24,5	6,6	3,8	32,5	1,8	14,7	83,9	52,8
1977	24,5	6,8	3,8	33,0	1,8	15,1	85,0	53,2
1978	25,2	7,0	3,8	34,4	1,8	15,8	88,0	53,4
1979	25,8	7,2	4,0	34,9	1,8	16,2	89,9	53,6
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	1,7	16,0	90,1	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	1,6	16,3	89,5	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	1,4	16,5	88,7	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	1,3	17,2	89,9	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	1,3	17,0	90,8	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	1,2	17,5	90,4	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	1,0	18,4	91,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	1,0	18,5	92,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	1,1	19,4	93,6	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	1,1	21,0	93,3	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	1,0	22,0	93,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	0,9	21,9	94,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	0,8	21,5	93,6	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	0,7	20,8	90,8	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	0,6	21,8	90,5	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	0,6	22,2	90,5	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	0,7	24,7	91,7	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	0,6	24,4	90,9	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	0,6	24,2	94,1	59,9
1999	26,5		5,0	36,9	0,5	24,0	92,9	60,2
2000	25,8		5,1	36,2	0,5	24,6	92,2	60,5
2001	25,1		4,2	36,4	0,6	25,5	91,9	61,0
2002	27,6		4,4	36,3	0,5	24,2	93,1	61,4
2003	27,0		4,3	36,1	0,4	23,5	91,3	61,9
2004	26,7		4,2	34,9	0,4	23,6	89,8	62,3
2005	26,6		4,2	34,4	0,4	23,8	89,4	62,8
2006	26,0		4,1	34,7	0,4	23,1	88,2	63,2
2007	26,2		3,9	34,7	0,4	23,9	89,1	63,6
2008	25,7		3,8	34,0	0,3	24,5	88,4	64,0
2009	25,6		3,6	33,6	0,3	23,9	87,0	64,4
2010	26,0		3,4	32,8	0,3	25,0	87,4	64,7
2011	25,4		3,3	32,1	0,3	25,2	86,3	65,0
2012*	24,8		3,2	31,8	0,3	25,5	85,6	65,4
%12*/11	-2,5		-3,6	-0,9	-8,7	1,4	-0,8	0,5

A partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement
(PIB/CIB x 100)

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	50,0	103,4	94,9
1971	114,4	104,2	79,8	86,5	43,0	105,8	97,8
1972	105,5	106,8	75,1	88,8	32,6	105,0	95,9
1973	103,2	109,4	71,1	89,3	26,7	108,0	96,1
1974	126,6	107,3	73,1	87,3	27,4	109,6	102,3
1975	122,7	108,3	69,8	85,7	23,9	109,0	100,1
1976	118,1	110,0	75,8	86,0	22,3	111,6	100,0
1977	105,4	104,7	73,3	85,2	21,6	112,7	95,6
1978	102,9	102,1	73,2	83,1	19,6	114,1	94,1
1979	112,1	106,8	76,4	84,7	19,4	119,8	99,0
1980	108,0	110,4	79,8	82,4	20,1	130,8	100,2
1981	118,3	105,7	78,7	83,0	20,3	140,0	103,7
1982	112,3	108,4	80,6	82,0	21,6	147,9	103,6
1983	113,6	110,4	76,1	80,1	19,7	136,3	101,2
1984	122,8	112,3	74,5	80,1	20,3	133,8	103,2
1985	118,4	108,4	73,1	80,6	23,2	131,4	101,9
1986	119,9	108,8	67,7	80,4	25,9	130,0	102,0
1987	124,7	107,6	64,5	81,0	24,4	136,6	104,3
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	24,1	133,2	103,5
1989	109,2	102,4	58,3	84,1	21,6	133,3	132,1
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	17,2	133,8	135,9
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	18,9	143,0	107,6
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	20,8	149,5	110,9
1993	116,1		48,9	97,2	21,4	154,7	112,8
1994	115,1		47,1	101,3	22,9	155,8	114,9
1995	116,7		47,6	102,7	26,5	159,5	117,2
1996	128,8		49,2	102,5	25,6	151,4	119,5
1997	126,7		50,0	107,6	27,0	156,2	122,4
1998	116,6		48,8	104,0	29,4	158,3	118,2
1999	112,9		46,8	105,7	29,0	153,4	116,5
2000	113,0		44,8	105,5	35,7	149,8	115,7
2001	116,3		53,9	104,3	36,5	145,1	116,1
2002	111,8		50,2	105,8	37,7	143,2	114,3
2003	113,0		52,4	106,4	33,8	140,1	114,1
2004	109,2		50,6	107,1	33,3	134,9	112,0
2005	106,1		51,0	106,8	32,6	131,9	110,4
2006	105,4		50,6	104,5	32,3	122,4	106,6
2007	104,3		51,8	105,8	30,9	122,6	107,2
2008	103,4		48,9	106,5	26,1	118,2	106,1
2009	103,7		47,2	106,0	29,1	115,8	105,3
2010	105,5		50,7	109,2	32,6	112,5	106,5
2011	111,5		54,0	109,8	37,5	113,8	109,1
2012*	106,0		53,6	108,5	42,6	111,0	106,3

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indice des prix à la consommation
base 100 : moyenne 1998

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de boeuf	Viandes de veau	Viandes d'ovin et de cheval	Viandes de porc et charcut.	Volailles	Lait, fromage et œufs	Lait et crème	Yaourts et desserts lactés	Fromages	Œufs	Beurre	Poissons et crustacés	Poissons et crustacés frais	Poissons et crustacés préparés, en cons. et surg.
1998	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1999	100,5	99,4	101,2	101,7	100,6	97,6	99,4	100,7	101,1	99,9	100,9	99,8	101,1	103,9	101,6	105,4
2000	102,2	102,3	103,1	104,0	103,5	101,3	102,5	103,0	103,1	102,0	103,5	102,1	104,7	106,9	107,1	106,8
2001	103,9	110,7	107,5	110,1	116,5	111,4	113,1	108,3	108,5	107,4	108,7	107,2	109,8	110,6	111,3	110,2
2002	105,9	112,4	109,0	112,0	121,7	112,7	114,8	110,9	111,4	109,6	111,4	109,8	111,7	113,7	114,7	113,3
2003	108,1	113,6	111,8	113,8	123,2	112,8	115,0	113,0	113,2	111,0	113,9	111,8	114,4	115,6	116,6	115,2
2004	110,4	116,1	116,3	118,8	126,6	113,3	119,3	113,4	113,9	110,4	114,5	112,2	114,4	115,5	118,8	113,8
2005	112,4	117,7	121,2	121,6	129,5	114,4	118,3	112,0	113,2	106,8	113,9	107,9	113,8	115,9	123,3	111,9
2006	114,3	120,2	126,2	128,0	133,2	115,4	119,5	111,9	113,6	106,6	114,0	105,7	113,5	119,0	129,2	113,7
2007	115,9	122,8	129,7	132,1	137,1	116,7	125,0	112,3	115,6	105,3	114,4	107,4	114,6	120,6	130,5	115,2
2008	119,2	128,2	134,6	139,6	143,1	119,7	138,6	123,3	130,6	113,0	124,4	122,2	126,5	124,6	130,9	120,7
2009	119,3	130,0	136,7	140,5	144,6	121,4	140,0	121,5	128,8	109,6	123,1	122,8	119,9	124,4	127,1	122,0
2010	121,1	130,5	138,0	141,5	146,5	121,1	140,6	119,8	126,4	107,2	121,8	122,4	119,3	125,8	133,2	121,5
2011	123,7	133,9	141,5	144,2	151,4	122,8	150,4	122,6	130,6	109,0	124,5	123,7	124,8	129,8	139,1	125,1
2012	126,1	138,0	148,0	148,9	156,5	126,0	154,3	124,1	132,9	110,7	125,4	128,0	125,8	132,7	140,2	129,0
% 12/11	1,9	3,1	4,6	3,3	3,4	2,6	2,6	1,2	1,8	1,6	0,7	3,5	0,8	2,2	0,8	3,1

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2012

	1980	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	23 570	21 377	20 216	19 168	18 949	18 930	18 904	19 125	19 366	19 198	18 992	19 142	0,8
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	4 026	3 947	3 896	3 799	3 759	3 794	3 673	3 641	3 678	1,0
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 018	4 002	4 029	4 077	4 163	4 187	4 150	4 173	4 108	-1,6
Abattages redressés (1000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 473	5 337	5 172	5 083	5 064	5 023	5 121	5 216	4 949	-5,1
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 798	1 797	1 746	1 606	1 546	1 516	1 503	1 477	1 422	-3,7
Abattages redressés (1000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 580	1 544	1 511	1 532	1 514	1 505	1 558	1 597	1 514	-5,2
dont veaux	307	277	241	236	244	239	219	212	207	207	203	197	-3,0
Production indigène brute (1000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 818	1 772	1 731	1 740	1 700	1 706	1 773	1 844	1 718	-6,8
Achats publics (1000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
stock fin d'année (1000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
variation de stock (1000 tec)	16	41	0	-37	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 665	1 670	1 643	1 669	1 644	1 644	1 680	1 654	1 622	-1,9
Exportations (1000 tec)	451	618	549	526	487	491	486	474	482	511	569	483	-15,1
- animaux vivants	141	191	256	251	243	237	220	196	211	225	254	214	-15,5
- viandes fraîches	158	241	225	202	207	213	226	231	235	248	276	234	-15,0
- viandes congelées	139	176	50	63	28	31	31	34	26	27	25	18	-27,2
- viandes transformées	13	10	18	10	9	10	8	12	10	11	15	16	11,0
Importations (1000 tec)	277	432	347	336	384	402	415	418	421	418	379	387	2,0
- animaux vivants	14	32	19	13	15	17	12	10	11	10	7	10	47,0
- viandes fraîches	242	377	278	273	300	311	320	312	303	302	272	267	-1,6
- viandes congelées	17	18	38	43	63	67	74	78	88	86	83	91	10,0
- viandes transformées	4	5	12	7	6	8	9	18	19	19	18	18	1,7
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	174	186	202	190	102	89	72	56	61	93	190	97	
- millions ⁽²⁾	2 873	4 490	1 001	948	887	902	722	681	767	813	1 079	863	

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2012

	1980	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Veaux de 8 jours à 3 semaines													
- engraissement 45-50 kg (euros/tête)	-	1 134	187	186	194	207	140	105	117	115	115	116	1,1
- élevage mâles croisés légers (euros/tête)	-	2 096	2 147	303	310	329	272	261	303	277	271	309	13,8
Veaux de boucherie													
- prix moyen pondéré (euros/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,70	5,13	5,74	6,00	5,68	5,51	5,69	6,07	6,21	2,3
- Veau sous la mère : rosé clair U Rég Limousin Aquitaine	-	42,94											
prix moyen pondéré (euros/kg vif)			6,51	7,08	7,00	7,40	7,64	7,58	7,31	7,36	7,60	7,66	0,8
Animaux maigres ⁽¹⁾ (mâles 6-12 mois) (euros/kg vif)													
- Limousin U	12,85	17,65	2,39	2,73	2,85	2,90	2,57	2,45	2,56	2,57	2,54	2,88	13,3
- Charolais U	12,32	15,84	2,36	2,54	2,71	2,80	2,66	2,31	2,46	2,54	2,50	2,81	12,3
- Croisé R	11,31	13,84	2,14	2,31	2,30	2,43	2,19	2,08	2,21	2,23	2,23	2,45	10,1
- Rustique R	10,36	13,20	1,97	2,18	2,12	2,25	1,98	1,79	nc	nc	nc	nc	0,0
Animaux finis (euros/kg net)													
- prix moyen pondéré gros bovins			2,80	2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	14,5
- cotation													
- boeuf R	16,23	23,50	3,01	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,85	14,9
- boeuf U	17,27	26,21	3,32	3,30	3,47	3,59	3,43	3,52	3,49	3,51	3,67	4,08	10,9
- génisse U	18,22	27,95	3,72	3,64	3,80	3,98	3,94	3,98	3,87	3,87	4,00	4,32	8,2
- jeune bovin O	14,46	20,84	2,51	2,52	2,75	2,84	2,72	2,84	2,72	2,73	3,09	3,44	11,5
- jeune bovin R	15,34	22,06	2,84	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,47	3,85	11,0
- jeune bovin U	16,08	23,33	3,04	2,96	3,18	3,48	3,21	3,43	3,42	3,40	3,69	4,02	8,7
- vache O	13,47	19,06	2,46	2,47	2,69	2,77	2,74	2,78	2,55	2,65	2,93	3,41	16,5
- vache R	15,25	22,21	2,95	2,99	3,22	3,36	3,21	3,28	3,11	3,19	3,37	3,92	16,2
- vache U	17,05	25,71	3,39	3,37	3,54	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	11,8

⁽¹⁾ Moyenne arithmétique des cotations comprises entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre

* Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2012

	1980	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)													
Ovins	12 969	11 495	9 510	8 947	8 898	8 760	8 493	8 285	7 715	7 528	7 922	7 634	-3,6
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	6 834	6 749	6 649	6 462	6 274	5 888	5 770	6 087	5 835	-4,1
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 239	1 242	1 252	1 254	1 250	1 267	1 318	1 438	1 382	-3,9
Abattages redressés (1000 têtes)	10 706	11 262	8 457	7 588	7 601	7 344	7 238	6 813	6 224	6 260	6 428	6 138	-4,5
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,4	17,1	17,5	17,5	17,2	17,3	17,4	17,4	17,7	2,0
Abattages redressés (1000 tec)	188	194	140	132	130	128	127	117	108	109	112	109	-2,6
Production indigène brute (1000 tec)	180	177	137	133	134	132	130	119	110	111	115	111	-3,9
Consommation indigène brute (1000 tec)	225	313	307	263	262	261	251	243	233	219	214	207	-3,1
Exportations (1000 tec)	1	17	19	17	20	20	19	18	18	19	19	17	-10,4
- animaux vivants	0	10	8	6	9	8	8	7	8	8	8	6	-20,6
- viandes fraîches	1	6	8	8	8	8	7	7	7	8	7	8	10,6
- viandes congelées	0	1	3	3	3	4	4	3	3	4	4	3	-30,7
Importations (1000 tec)	46	153	188	147	148	149	140	142	141	127	117	113	-3,5
- animaux vivants	8	27	10	5	5	4	5	6	5	5	4	4	-0,9
- viandes fraîches	34	113	146	112	112	115	105	107	105	94	85	87	1,7
- viandes congelées	4	13	31	29	31	30	30	29	31	28	27	22	-20,4
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-45	-136	-169	-130	-128	-129	-121	-124	-123	-108	-98	-96	-2,2
- millions	-820	-2 466	-520	-472	-470	-477	-436	-484	-492	-471	-478	-464	-3,0
Prix à la production(2)													
cotation nationale (euros / kg net)	19,94	21,93	4,26	4,84	4,82	5,43	5,40	5,64	5,82	5,81	6,10	6,18	1,3

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du cheval 1980-2012

	1980	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	284,3	318,1	347,6	468,5	469,3	468,3	462,9	459,2	455,6	456,3	455,5	456,9	0,3
Abattages (1000 têtes)	125	46	40	24	22	19	18	16	16	17	17	19	8,5
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	280	283	279	288	289	287	290	287	293	277	293	286	-2,3
Abattages (1000 tec)	35	13	11	7	6	5	5	5	5	5	5	5	6,1
Production indigène brute (1000 tec)	19	10	12	8	8	7	7	5	6	6	7	7	4,3
Consommation indigène brute (1000 tec)	92	58	33	25	24	23	22	21	20	20	18	17	-8,2
Exportations (1000 tec)	2	4	10	11	13	13	12	nd	nd	nd	nd	nd	///
- animaux vivants	1	4	4	4	3	3	3	nd	nd	nd	nd	nd	///
- viandes	1	0	6	8	10	9	9	9	8	6	6	6	-6,3
Importations (1000 tec)	75	52	31	28	30	28	27	nd	nd	nd	nd	nd	///
- animaux vivants	18	7	4	2	2	2	1	nd	nd	nd	nd	nd	///
- viandes	57	45	27	26	28	27	26	25	24	21	19	17	-11,4
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-73	-48	-21	-17	-16	-16	-16	nd	nd	nd	nd	nd	///
- millions de F ou d'€	-877	-929	-83	-48	-43	-65	-55	-71	-51	-31	-33	-31	-7,3
Prix à la production ⁽²⁾ cotation du poulain lourd (francs ou euros / kg net)	-	17,79	2,10	2,17	2,33	2,41	2,43	2,46	2,23	2,20	2,28	2,31	1,4

(1) Résultats de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 10 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2012

	1980	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	% 12*/11
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	11 353	12 276	15 993	15 174	15 118	14 815	14 835	14 654	14 341	14 142	13 837	13 680	-1,1
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 330	1 309	1 273	1 253	1 210	1 184	1 158	1 144	1 107	-3,2
Abattages redressés (1000 têtes)	19 599	21 304	26 967	26 170	25 682	25 490	25 730	25 724	25 283	25 258	25 074	24 453	-2,5
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	88,3	88,5	88,7	88,7	88,4	88,7	89,8	89,6	89,5	-0,1
Abattages redressés (1000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 310	2 274	2 262	2 281	2 275	2 243	2 237	2 233	2 189	-2,0
Production indigène brute (1000 tec)	1 570	1 727	2 309	2 327	2 309	2 300	2 344	2 312	2 288	2 315	2 300	2 260	-1,8
Variation de stock (1000 tec)	0	0	-6	0	0	0	8	-8	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1000 tec)	1 905	2 010	2 189	2 191	2 161	2 166	2 207	2 179	2 161	2 153	2 090	2 082	-0,4
Exportations (1000 tec)	93	223	653	647	667	676	700	740	718	775	812	796	-2,0
- animaux vivants	16	13	17	25	43	47	69	44	53	89	76	80	6,1
- viandes fraîches	9	79	216	254	288	295	294	314	312	312	306	320	4,7
- viandes congelées	16	53	209	193	166	160	166	210	173	157	203	172	-15,3
- viandes transformées	24	55	167	116	109	117	122	120	114	113	123	113	-8,2
- graisses	28	23	45	59	61	58	50	52	67	105	105	111	5,8
Importations (1000 tec)	430	507	527	511	519	542	571	599	591	613	602	618	2,6
- animaux vivants	129	67	24	8	8	8	6	7	7	11	9	10	8,9
- viandes fraîches	178	222	266	264	262	277	284	284	296	307	294	306	4,1
- viandes congelées	71	86	82	83	80	85	108	117	105	101	100	100	0,0
- viandes transformées	40	91	113	115	125	130	134	155	148	150	159	171	7,5
- graisses	12	41	42	41	44	41	39	36	34	44	40	31	-22,4
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-337	-284	126	136	148	134	129	142	127	162	210	178	-15,2
- millions	-3 218	-4 079	136	76	105	57	32	27	-71	-67	-28	-110	295,0
Prix à la production(2)													
cotation classe U (euros / kg net)	8,02	10,94											
cotation classe E (euros / kg net)			1,40	1,32	1,34	1,42	1,28	1,42	1,31	1,30	1,47	1,61	9,8

* Estimations (excepté pour le cheptel)

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente.

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 11 : Bilan dans le secteur des volailles principales¹ 1980-2012

	1980	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	%12*/11
Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes)	740	993	1 122	994	1 027	910	973	985	966	1 000	1 052	1 032	-1,9
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	1,99	1,99	1,92	1,96	1,92	1,89	1,85	1,82	1,77	1,80	1,4
Animaux finis prêts à l'abattage (1000 tec)	1 122	1 660	2 194	1 938	1 939	1 755	1 792	1 800	1 725	1 776	1 821	1 805	-0,8
Production indigène totale (1000 tec)	1 124	1 665	2 233	1 980	1 975	1 785	1 868	1 857	1 783	1 818	1 865	1 855	-0,6
variation de stock (1000 tec)	1	-35	-22	-3	9	-10	4	3	-3	-3	4	0	
Consommation indigène brute (1000 tec)	859	1 244	1 491	1 468	1 497	1 458	1 524	1 571	1 540	1 616	1 638	1 671	2,0
Exportations (1000 tec)	290	528	958	768	753	630	696	675	673	676	711	694	-2,4
- animaux vivants	7	13	48	50	44	39	81	65	69	54	48	53	11,0
- viandes	283	515	910	718	709	591	615	610	604	622	663	641	-3,3
Importations (1000 tec)	22	72	194	253	285	293	356	393	426	471	489	510	4,2
- animaux vivants	3	8	8	8	8	8	5	9	10	11	4	4	3,5
- viandes	19	64	185	245	276	285	351	384	415	460	485	506	4,3
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	268	456	764	515	469	337	340	283	247	205	222	185	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	670	674	527	491	443	316	280	293	230	

(1) Gallus, canards, dindes, oies, pintades

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE



FranceAgriMer

DONNÉES ET BILANS / *Les filières animales terrestres et aquatiques – Bilan 2012 – Perspectives 2013* est une publication de FranceAgriMer.
Directeur de la publication : Fabien Bova / Rédaction : Marchés, études et prospective – unité Produits animaux, pêche et aquaculture.
Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer.
Conception et réalisation : direction de la Communication et de l'information / Photo : Pixtal, droits réservés / Impression : Atelier d'impression de l'Arborial / février 2013.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil-sous-Bois cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr